



VENDREDI 19 NOVEMBRE 2021

POLITIQUE : toutes les personnes qui désirent se présenter aux élections pour devenir président d'un pays, d'une province, d'un état, etc. devraient obligatoirement passer des tests d'aptitudes aussi rigoureux que ceux des astronautes : honnêteté intellectuelle, jugement, logique et objectivité, fidélité au peuple (et non aux lobbies, groupes de pression non élus, ONG, etc.), et ainsi de suite.

- ▶ **La crise alimentaire mondiale à venir : Les leçons de la grande famine irlandaise** (Ugo Bardi) p.2
- ▶ **L'humanité à bout de souffle - Collapsologie - Dernier réveil pour notre civilisation** p.11
- ▶ **Nous devrions nous préparer à l'effondrement - pour sauver ce qui peut l'être** (Thomas Grüter) p.13
- ▶ **Une interview de Jean-Marc Jancovici dans Le Monde Campus en novembre 2021** p.18
- ▶ **Les liens entre le cabinet d'avocats de BP, Un groupe de travail gouvernemental & Des milliards de dollars de contrats publics** (Nafeez Ahmed) p.21
- ▶ **Nous allons avoir besoin d'une plus grande réunion sur le changement climatique** (Tom Lewis) p.25
- ▶ **30 faits que vous DEVEZ connaître : Votre fiche d'information sur Covid** p.26
- ▶ **Gros con causer & le retour du nucléaire** (Nicolas Casaux) p.40
- ▶ **Le grand mois du mouvement de désinvestissement** (Resilience.org) p.45
- ▶ **Présages #40 - Pierre Madelin : primitivisme, écofascisme** p.47
- ▶ **Aimer les enfants, c'est ne pas en avoir** (Biosphere) p.48
- ▶ **ÉNERGIE ÉNERGIE...** (Patrick Reymond) p.49
- ▶ **Belgique : 3 commerces sur 4 touchés par les pénuries** (Charles Sannat) p.52
- ▶ **La pénurie de puces continuera longtemps pour Thierry Breton** (Charles Sannat) p.53
- ▶ **« L'Europe est-elle en train de perdre son approvisionnement en gaz ? »** (Charles Sannat) p.55

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **C'est parti - Préparez-vous à payer la viande beaucoup plus cher...** (Michael Snyder) p.60
- ▶ **On peut discuter de tout, sauf des chiffres... ben, justement parlons-en des chiffres** (Charles Sannat) p.63
- ▶ **Assouplissement quantitatif : comment sortir de ce pétrin ?** p.68
- ▶ **Attention au pic de liquidité !** (Bruno Bertez) p.84
- ▶ **J'appelle Isaac Newton : Il est temps d'acheter le sommet de cette bulle** (Charles Hugh Smith) p.85
- ▶ **La monnaie ne reflète plus la valeur des choses** (Bruno Bertez) p.86
- ▶ **Le taux d'homicide en 2020 a atteint son plus haut niveau depuis 24 ans. C'est un autre signe d'un régime défaillant.** (Ryan McMaken) p.88
- ▶ **Pourquoi l'objectif d'inflation de 2% est si délétère** (Ryan McMaken) p.92
- ▶ **La panique du COVID-19 touche-t-elle à sa fin ?** (Bill Bonner) p.94
- ▶ **Une décennie de destruction du dollar** (Bill Bonner) p.98

▲ RETOUR ▲

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. **Au 7 novembre 2021, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont 8284 décès, 9 726 événements mettant la vie en danger, 9 580 invalidités permanentes, 363 anomalies congénitales ou malformations congénitales, 38 818 hospitalisations, 79 615 visites aux urgences et 121 100 consultations chez le médecin, attribués aux vaccins covid.** Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*



.La crise alimentaire mondiale à venir : Les leçons de la grande famine irlandaise

Ugo Bardi Mercredi 17 novembre 2021



Une "soupe populaire" du XIXe siècle fournissant une aide d'urgence aux personnes privées de nourriture. Ces cuisines auraient pu sauver des millions de personnes en Irlande pendant la grande famine de 1845-1850, mais le gouvernement britannique a refusé de les maintenir ouvertes suffisamment longtemps. La principale leçon que nous pouvons tirer de l'expérience irlandaise est la fragilité d'un approvisionnement alimentaire basé principalement sur une seule culture, la pomme de terre dans le cas de l'Irlande. Dans notre cas, cette fragilité résulte du fait que notre système d'approvisionnement alimentaire repose sur une seule source d'énergie : les combustibles fossiles.

Vous trouverez ci-dessous un billet de Jesús Pagán sur la situation de l'approvisionnement alimentaire dans le monde. Pagán comprend le concept de base qui pourrait *<va>* provoquer une crise alimentaire dans un avenir proche. Il s'agit d'un problème d'approvisionnement alimentaire, et non d'un problème de production alimentaire *<?>*. Dans un précédent billet sur "L'héritage de Cassandre", j'ai écrit :

Le système d'approvisionnement alimentaire mondial est un système diablement complexe et il implique une série de sous-systèmes liés entre eux et interagissant les uns avec les autres. La production alimentaire est une chose, mais l'approvisionnement alimentaire est une toute autre histoire, impliquant le transport, la distribution, le stockage, la réfrigération, des facteurs financiers, des facteurs culturels et est affecté par le changement climatique, la conservation des sols, la population, les facteurs

culturels..... et plus encore, y compris le fait que les gens ne mangent pas seulement des "calories", ils ont besoin de manger de la nourriture, c'est-à-dire un mélange équilibré de nutriments. Dans un tel système, tout ce que vous touchez se répercute sur tout le reste. C'est un cas classique du concept connu en biologie sous le nom de "vous ne pouvez pas faire une seule chose".

Les idées de Pagán sont cohérentes avec le concept selon lequel le monde pourrait connaître une crise alimentaire majeure si le système s'effondrait, ne serait-ce qu'en partie. Le transport des aliments d'une région à l'autre nécessite un réseau technologique complexe capable de transporter, de traiter, de réfrigérer, d'emballer et de faire d'autres choses aux aliments que nous mangeons : c'est un système à forte intensité énergétique. S'il y a une pénurie d'énergie, alors nous avons des problèmes, mais nous ne sommes peut-être même pas capables de reconnaître un problème qui apparaîtra **sous la forme d'une crise financière** qui rendra impossible pour les habitants des pays pauvres d'acheter les aliments dont ils ont besoin.

Nous avons déjà commis la principale erreur qui a conduit à la famine en Irlande au milieu du XIXe siècle : celle de nous reposer entièrement sur une seule technologie : la pomme de terre pour les Irlandais, les combustibles fossiles dans notre cas. Si les choses vont vraiment mal, nous pourrions au moins essayer d'éviter l'une des erreurs qui ont aggravé la situation en Irlande. Le gouvernement britannique avait mis en place un certain nombre de "soupes populaires" qui auraient pu sauver des centaines de milliers d'Irlandais de la famine. Ces cuisines étaient efficaces car les familles irlandaises n'étaient équipées que pour faire cuire des pommes de terre à la maison en utilisant de la tourbe comme combustible. Elles n'avaient aucun moyen de transformer les céréales, même si elles étaient disponibles en partie comme produits locaux. Les soupes populaires pouvaient transformer les céréales en quelque chose de comestible en utilisant un meilleur combustible (le charbon) et un meilleur équipement. Elles avaient également la capacité financière d'acheter des céréales importées dont les familles irlandaises étaient totalement dépourvues. Ensuite, elles pouvaient distribuer la nourriture à tout le monde, même aux plus pauvres.

Les cuisines irlandaises ont été démantelées par le gouvernement au moment où elles étaient le plus nécessaires. Nous ne pouvons pas dire si cela a été fait dans l'intention spécifique d'exterminer les Irlandais, ou simplement par incompetence. Mais tant que les cuisines fonctionnaient, les gens pouvaient rester en vie. Nous retrouverions-nous dans la même situation, à notre époque ? Autrement dit, aurions-nous besoin d'un équivalent des soupes populaires du XIXe siècle pour survivre ?

Jesus Pagán a raisonné dans ce sens après avoir examiné la situation de l'approvisionnement alimentaire mondial. Il propose une solution d'urgence à une éventuelle pénurie alimentaire consistant en partie à cultiver les aliments localement mais aussi à les transformer localement à l'aide d'une technologie qu'il appelle "Foodtopia Termopolios" et qui a plusieurs points communs avec les anciennes soupes populaires du milieu du XIXe siècle. L'idée est de réduire les coûts réellement onéreux du système actuel d'approvisionnement alimentaire : traitement, réfrigération, emballage et transport. Il s'agit de produire et de traiter les aliments localement, en utilisant le moins d'énergie possible. Est-ce une idée viable ? L'avenir nous le dira,

POURQUOI NOUS AVONS BESOIN D'UN CHANGEMENT RADICAL DANS NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Par Jesús Pagán

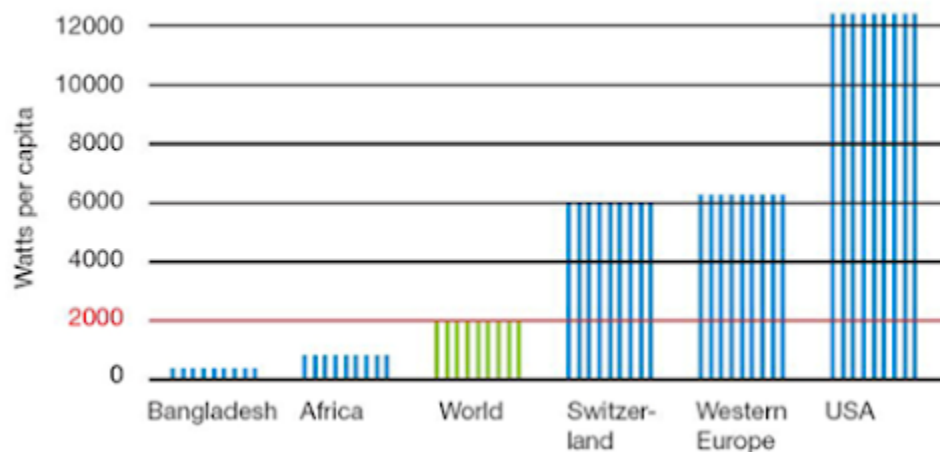
Introduction

Dans l'introduction de son discours d'acceptation du prix Nobel de 1979, le professeur Theodore Schultz a déclaré :

"La plupart des gens dans le monde sont pauvres, donc si nous connaissions l'économie de la pauvreté, nous comprendrions beaucoup de choses sur l'économie qui comptent vraiment". La plupart des personnes pauvres dans le monde subsistent grâce à l'agriculture, donc si nous connaissions l'économie de l'agriculture, nous comprendrions beaucoup de choses sur l'économie de la pauvreté".

Notre société, "thermodynamiquement aveugle et sourde", découvre soudain une nouvelle réalité qui remet en cause son avenir immédiat. Elle voit et entend des choses qu'elle n'avait jamais vues, entendues ou comprises : Vulnérabilité agricole, insécurité alimentaire, ruptures d'approvisionnement, pic pétrolier, fonte des glaciers, sécheresses, incendies, inondations, inégalités, transition énergétique, hausse des prix.....

Vous avez peut-être envie de fuir, mais où aller ? Vous pouvez quitter les centres urbains pour les zones rurales, mais rien n'est plus sûr. **La cause première est une trop grande consommation d'énergie :**



1 kW de consommation d'énergie par habitant, tel est désormais l'objectif de l'AIE face à la douteuse transition énergétique. On en parle depuis des décennies : "*Les besoins de base et bien plus avec un kilowatt par habitant*" a été proposé en 1985 par José Goldemberg. Mais cette idée n'a jamais été mise en pratique. La raison en est simple : en Europe, l'inefficacité énergétique du système alimentaire consomme déjà 1 kW par habitant. Cela ne laisse pas de place pour d'autres utilisations de l'énergie. Notre système alimentaire consomme un tiers de l'énergie mondiale, 70 % de l'eau douce de la planète et produit jusqu'à 57 % des émissions de gaz à effet de serre. En outre, il est à l'origine de plus de 60 % des cas de maladie. En résumé, il représente un risque mortel pour l'humanité.

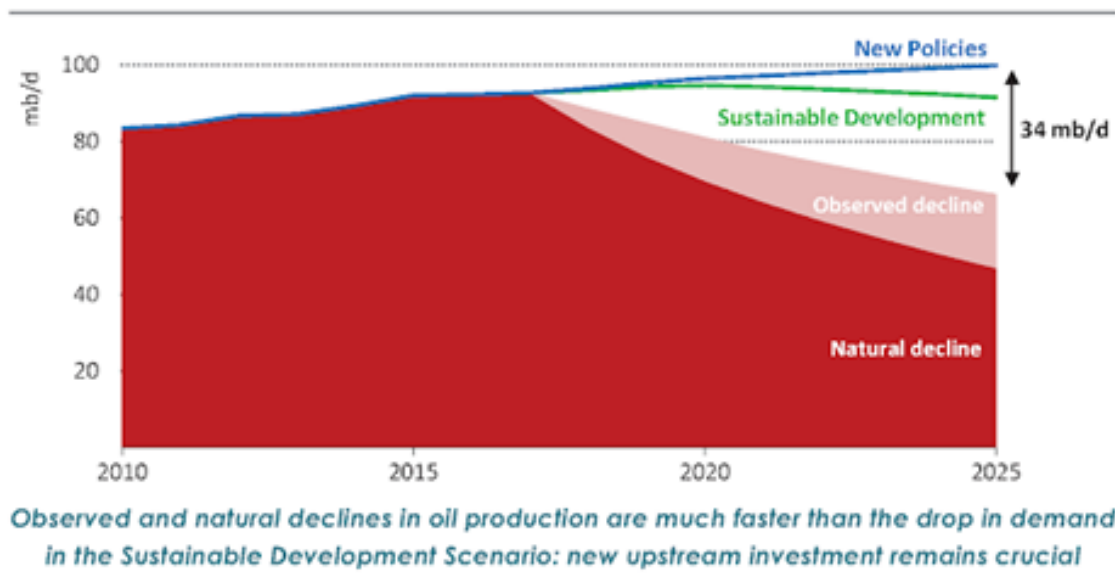
Il y a des années, j'ai préparé cette image pour visualiser comment la population mondiale a augmenté grâce au pétrole. **Le pétrole a garanti la nourriture de la population mondiale et a permis sa croissance dévastatrice.**



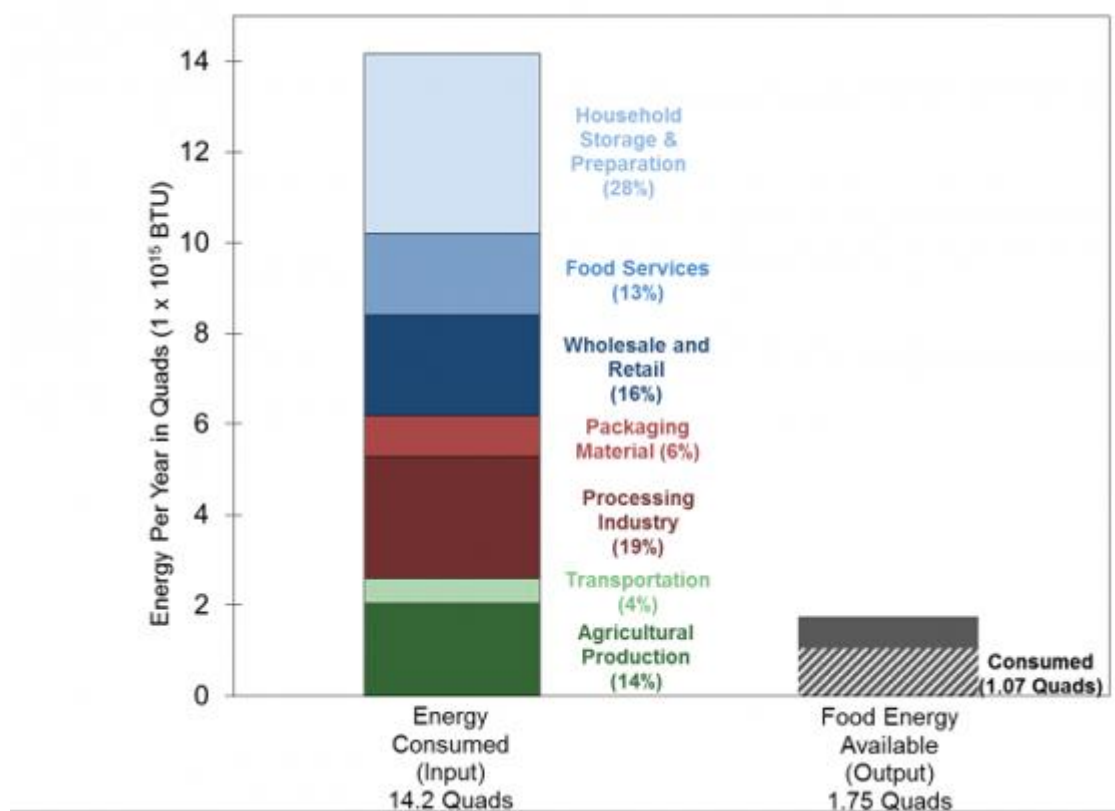
Aujourd'hui, le système alimentaire génère une consommation équivalente à la totalité de la production

mondiale de pétrole. Or, l'Agence internationale de l'énergie (AIE, World Energy Outlook 2020) prévoit une réduction de 50 % de la production de pétrole en 2025.

Figure 1.19 ► Declines in current oil production and demand in the New Policies and Sustainable Development scenarios



La menace actuelle n'est pas le très grave changement climatique ; la grande menace est le manque de pétrole dans un système alimentaire mondial qui en dépend de façon vitale.



Par conséquent, la survie de 8 milliards de personnes dépend du pétrole. Le graphique suivant exprime comment le pétrole est l'ingrédient principal de l'alimentation puisqu'il existe une corrélation évidente entre le prix du pétrole et celui des aliments :



Comment allons-nous nous nourrir ?

Contexte

Quel est le contexte de cette question peu débattue dans la société ? Nous avons déjà été sérieusement avertis sur le déclin du pétrole (Peak-oil) avec le rapport de l'amiral **Hyman Rickover** "Energy resources and our future" en 1957, mais jamais auparavant l'AIE n'avait proposé un scénario probable d'un manque d'approvisionnement de 50% dans la production.

Lors de sa comparution devant le Sénat espagnol, **Antonio Turiel**, chercheur au CSIC, a déclaré : "Nous devrions nous doter, le plus rapidement possible, de la capacité d'être autosuffisants en matière de production alimentaire. Nous devrions assurer l'approvisionnement en eau, dans des conditions potables, et la capacité de purifier les eaux usées".

Serait-il possible de définir l'*homo énergéticus* ? De quelle quantité d'énergie avons-nous besoin pour être en vie et combien d'énergie consommons-nous réellement ? Toute notre activité vitale, penser, inventer, aimer, s'exciter, etc. est couverte par l'énergie de notre alimentation ; en moyenne, celle-ci est d'environ 2.500 Kcal/jour, soit environ 100 Watts.

De cette énergie, notre métabolisme basal, et le fait d'être un mammifère à sang chaud, consomme 70 W. Il ne nous reste que 30 W pour l'activité. Mais sur le plan social, pour maintenir notre statut, en Europe, nous consommons en moyenne 6 000 W par habitant, soit 60 fois plus que l'énergie nécessaire pour vivre : nous entretenons des aéroports, nous voyageons à l'autre bout de la planète, nous conduisons, nous avons la Formule 1, les ligues sportives internationales, nous achetons ce dont nous n'avons pas besoin, nous mangeons de la viande, les croisières, les Jeux olympiques, etc.

La situation actuelle

Comme le dit Juan Bordera Romà :

"Nous sommes devant un éléphant noir dans la pièce. Un problème que nous voyons tous, ou du moins

la plupart d'entre nous, mais dont nous ne parlons guère, ni de la manière de l'aborder, notamment en raison de son énormité et de son caractère écrasant. L'ignorer lui fait prendre encore plus de poids, grandir d'heure en heure. L'indifférence et les mensonges que nous nous racontons pour aller de l'avant finiront inévitablement par écraser ceux qui sont dans la pièce" (dans ce cas, la planète).

Nous devons éviter le scénario "Qui peut se sauver" décrit par l'Agence internationale de l'énergie lorsqu'elle envisage une réduction de moitié de la production de pétrole en 2025. "Qui peut se sauver" est l'impression qui reste après avoir lu le rapport TEEB de l'ONU qui dit que nos systèmes alimentaires sont cassés ; "Qui peut se sauver" est l'impression donnée par la publication SCIENCE qui affirme que "avec ce système alimentaire, quoi que nous fassions, nous perdons", puisque par lui-même, le système alimentaire actuel augmentera la température de plus de 1,5°C, s'il n'y a pas de changement de stratégie.

Alors, que se passe-t-il lorsque nous allons au supermarché ? La source du problème est qu'aujourd'hui, dans l'UE, un territoire de haute technologie sans production de pétrole, nous consommons plus de 25 000 kcal pour produire une simple alimentation quotidienne moyenne de 2 500 kcal, soit un EROI (énergie restituée par rapport à l'énergie investie) = 0,1. Une grande partie de ces 25 000 kcal provient du pétrole, l'"énergie vitale" du système alimentaire mondial. En d'autres termes, sur ces 25 000 kcal, 7 000 kcal sont consommées et transformées à la maison, 3 250 kcal dans les restaurants et la restauration, 4 500 kcal au supermarché, 4 750 kcal dans l'industrie, 1 500 kcal dans les transports et 4 000 kcal dans l'agriculture (voir le tableau ci-dessous).

Energy consumption caused by the average daily diet (kcal):

CONCEPT	Energy (Kcal)	%
Domestic storage and processing of food	7.000	28
Industry	4.750	19
Supermarket and retail	4.500	18
Agriculture	4.000	16
Restauración y catering	3.250	13
Transport	1.500	6
TOTAL	25.000	100%
ENERGY IN AVERAGE DAILY DIET	2.500	
EROI INDEX*	0,1	

***EROI = Energy Return on Investment.**

It is the amount of energy expended to produce a certain amount of net energy.

C'est la preuve que "la technologie est un destructeur systémique de l'habitat". Lorsque nous allons au supermarché et que nous voyons, par exemple, un emballage de brique de lait (qui a été emballé dans une remplisseuse à grande vitesse dans des conditions aseptiques à partir d'une bobine de papier), nous ne croyons pas ce que nous voyons, c'est magique ! Nous appelons fièrement cela R + D + i. Nous devenons fous avec le saint graal de la société actuelle : "LA TECHNOLOGIE". Cette merveille ne permet pas à notre esprit de voir ce qui se cache derrière elle. Le progrès scientifique et le développement technologique masquent la réalité pour oublier les sous-produits (CO2, plastiques, etc.) qu'elle produit et l'inefficacité énergétique avec laquelle elle est traitée. Ce qui se passe lorsque cette machine commence à remplir 7 000 conteneurs par heure est caché.

Ce n'est pas seulement dans le secteur alimentaire, c'est la tendance dans toute activité industrielle ; nous vivons parmi les chants des sirènes. Lorsque nous faisons nos courses au supermarché, où tout est numérisé et mécanisé, nous ne sommes pas informés que derrière notre simple alimentation se cachent environ 3 kg de pétrole, qui ont émis plus de 8 m3 de CO2 sale dans l'atmosphère, sans compter l'oxyde nitreux, le méthane, le plastique, les peintures, les récipients en verre, l'aluminium et des centaines de matériaux toxiques, dont certains, comme les microplastiques, sont déjà dans notre sang. Nous utilisons la technologie d'une manière qui

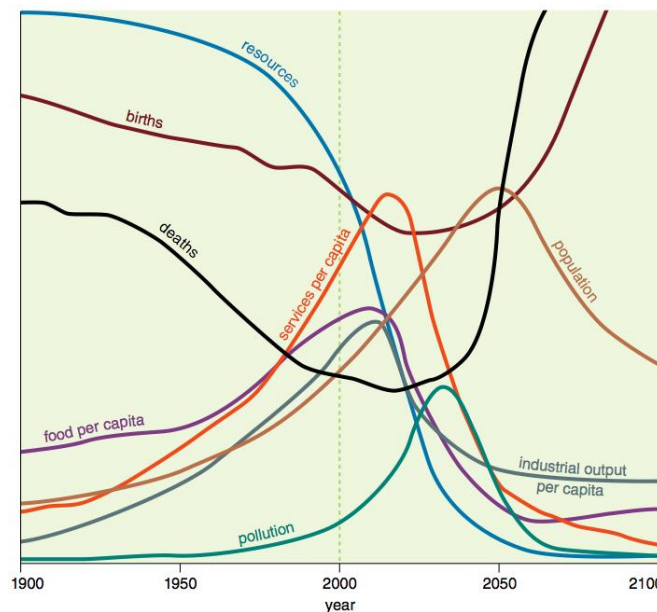
va à l'encontre de son objectif, qui devrait être de garantir un environnement durable et confortable pour vivre. En revanche, elle a contribué à générer sur notre planète environ 8 000 millions d'individus, une surcharge en impact énergétique / environnemental où les trois quarts d'entre eux vivent sous la menace, dans la misère éco-sociale, en marchant vers la falaise de Sèneque.

En 2008, dans une interview de **James Lovelock** parue dans The Guardian, on lui demandait ce que l'on pouvait faire face à la menace climatique. Sa réponse fut la suivante : "Profiter de la vie tant que vous le pouvez : dans 20 ans, le réchauffement climatique se fera sentir". James Lovelock a décrit l'effondrement éco-social du point de vue climatique mais il a oublié l'ennemi invisible qui a été extraordinairement décrit en 1906, par **Alfred Henry Lewis** lorsqu'il a déclaré : "*Il n'y a que neuf repas entre l'humanisme et l'anarchie*". Le changement climatique devient secondaire lorsque notre alimentation dépend de la pénurie de pétrole. La phrase de Lovelock aurait dû être : "*Profitez de la vie autant que vous le pouvez avant que le déclin de la production pétrolière ne provoque l'effondrement du système alimentaire*".

Le discours aujourd'hui, c'est l'économie circulaire, les jardins urbains. C'est sans doute éducatif pour les jeunes. Cependant, à Leningrad assiégée par les Allemands (et par la "Division bleue" espagnole aussi), on cultivait des légumes dans les parcs publics, mais quand l'hiver arrivait, il y avait même des cas de cannibalisme. La quantité de nourriture que l'on peut obtenir grâce aux techniques agricoles traditionnelles provoquerait inévitablement un exode massif vers nulle part.

Comment en est-on arrivé là ?

En 1972, avec le rapport "Les limites de la croissance", nous aurions dû réagir, aujourd'hui il est peut-être trop tard.



Aujourd'hui, notre société subit les conséquences d'une vision pauvre et commune selon laquelle la nourriture est une calorie, négligeant ses fonctions biologiques. Actuellement, nous sommes passés de la bénédiction de la nourriture sur la table à sa mise à la poubelle ; et nous avons oublié l'équilibre nutritionnel.

"Nous sommes ce que nous mangeons". Avant, nous ne mangions pas en fonction des calories, nous suivions un livre de recettes traditionnelles de formulations et de mélanges issus de l'imagination qui donnait la famine ou la manne du moment, et ce moment était imprégné de la situation énergétique, environnementale, sanitaire, culturelle, sociale, économique, religieuse, etc.

Les pratiques quotidiennes d'alimentation vont au-delà de l'énergie biologique, des nutriments, des plaisirs, des

sensations et sont la cause principale du gaspillage énergétique mondial, des énormes pathologies environnementales, de la faim, de l'exclusion sociale, de la délocalisation des ressources, des dépenses de santé insupportables, des identités, des styles de vie individuels, etc.

Pourquoi ne nous interrogeons-nous pas sur ces choses qui mettent notre vie en danger ?

Philosopher, c'est poser des questions, mais la philosophie n'a pas fait preuve d'un réel engagement sur les implications de l'alimentation. Il aurait fallu donner une " approche philosophique de l'alimentation " qui aille au-delà d'une compréhension scientifique de la nutrition, mais aussi au-delà d'une vision purement culturelle, esthétique... dans la mesure où elle prend en compte toutes les différentes visions du monde quotidiennes de l'alimentation, qu'elles soient économiques, politiques, animalo-éthiques, agricoles, industrielles, environnementales, énergétiques, sanitaires, pratiques ou esthétiques. En d'autres termes, il est nécessaire de nourrir une conscience philosophique alimentaire qui étudie réellement tous les facteurs de "comment nous, les humains, mangeons dans le monde."

La "grande accélération" qui a commencé dans les années 60, a produit une énorme expansion de la richesse dans la société, pour la première, et peut-être *la dernière fois dans l'histoire de l'humanité*, a permis, grâce à une fausse abondance, à un grand nombre de consommateurs des pays riches, de manger ce qu'ils voulaient. Aujourd'hui, presque aucune pratique alimentaire n'est prescrite par une tradition culturelle, une religion, une classe ou un sexe.

Le résultat est un système alimentaire qui génère jusqu'à 57% des gaz à effet de serre, consomme 1/3 de l'énergie mondiale, 70% de l'eau douce et cause 70% des décès prématurés, entre autres.

Existe-t-il des informations au niveau institutionnel sur cette dystopie alimentaire ?

L'étude la plus complète sur notre façon de manger a été réalisée par l'initiative TEEB (Economics of Ecosystems and Biodiversity) promue par l'Allemagne et la Commission européenne en réponse à une proposition des ministres de l'environnement du G8 + 5 réunis à Potsdam, en Allemagne, en 2007, qui a donné lieu au rapport : "MEASURING WHAT MATTERS IN AGRICULTURE AND FOOD SYSTEMS", synthèse des résultats et des recommandations du rapport TEEB sur les fondements scientifiques et économiques de l'alimentation et de l'agriculture.

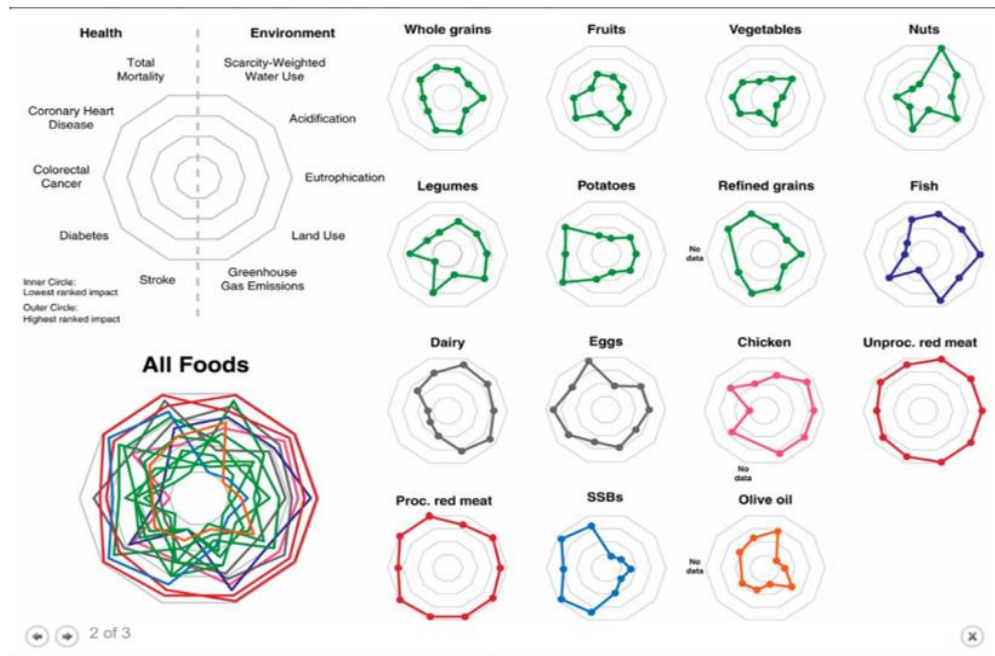
On y lit : "Il y a de plus en plus de preuves que les systèmes agroalimentaires actuels sont défaillants" ; et on ajoute : "Si l'on prend en compte la chaîne de valeur alimentaire dans son ensemble, y compris la déforestation pour défricher les terres, la transformation, l'emballage, le transport et les déchets, nos systèmes alimentaires représentent environ 43 % et 57 % des émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme".

Et encore plus : " La chaîne de valeur éco-agri-alimentaire affecte de manière significative les SDG, les objectifs de développement durable, et met en danger la moitié de ces objectifs : le climat (SDG 13), l'eau douce (SDG 6), la biodiversité et les écosystèmes (SDG 14 et 15), la santé humaine (SDG 3), l'équité sociale (SDG 5 et 10) et les moyens de subsistance (SDG 1 et 8) ".

Si tel est le cas, comment se fait-il que personne ne mette le doigt dans l'engrenage de l'alimentation ?

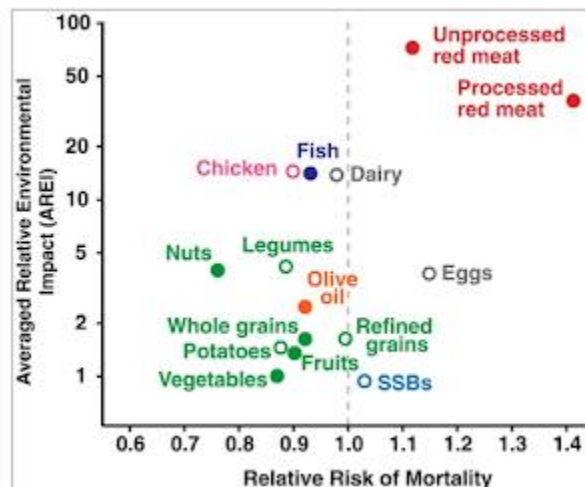
L'alimentation et la santé

Différentes sources mettent en évidence un pourcentage élevé de décès prématurés dus à des aliments spécifiques (à des niveaux de 60% ou plus). Une méta-analyse réalisée par l'Académie américaine des sciences, véritable œuvre d'art, montre en deux diagrammes, l'un radar et l'autre cartésien, l'impact de l'alimentation d'un point de vue sanitaire et environnemental :



Neuf des 15 principaux facteurs de risque de morbidité dans le monde sont le résultat d'une mauvaise qualité de l'alimentation, tandis que les maladies associées, notamment les maladies coronariennes (coronary heart disease), le diabète de type II, les accidents vasculaires cérébraux et les cancers colorectaux, représentent près de 40 % de la mortalité mondiale.

Ce deuxième graphique montre le taux de mortalité en fonction de l'impact environnemental.



L'avenir

Si ces chiffres concernant notre système alimentaire sont vrais, menacent-ils l'existence de l'espèce humaine sur la planète ? En fait, c'est exact. L'ampleur du rapport entre la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre est telle qu'un nouveau rapport publié dans **SCIENCE** et réalisé par des chercheurs des universités d'Oxford (Royaume-Uni), du Minnesota, de Californie et de Stanford (États-Unis), affirme que "même si les émissions de combustibles fossiles étaient éliminées immédiatement, les émissions du système alimentaire mondial à elles seules rendraient impossible de limiter le réchauffement à 1,5°". Ils sont clairs : "avec ce système alimentaire, quoi que vous fassiez, vous perdez".

Que va-t-il vraiment se passer et quand ?

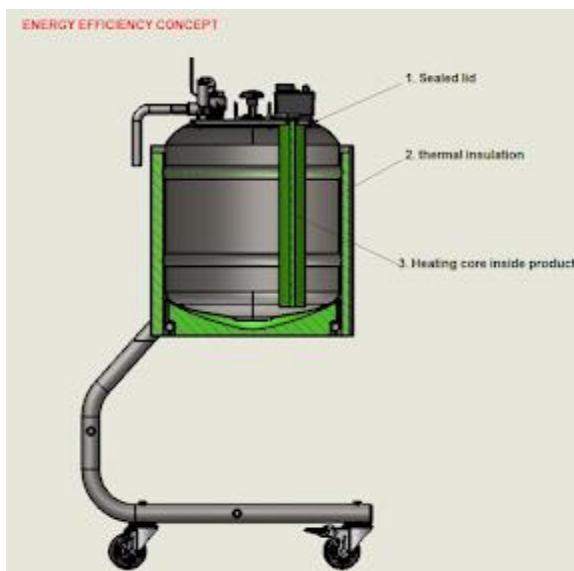
Le premier train : la croissance démographique exponentielle qui a atteint environ 8 milliards en seulement 150 ans et qui continue à **croître à plus de 8000 individus/heure**. Le second train : la **diminution exponentielle** du pétrole et des autres combustibles fossiles.

Mais si l'origine du problème est le système alimentaire et en même temps la solution, est-il possible de quantifier le problème, de mettre des chiffres dessus ? Du point de vue énergétique, lorsqu'un Américain, par exemple, va acheter son régime au supermarché, il paie 15 fois l'énergie contenue dans ce régime. Pour un régime de 2 500 kcal, cela équivaut à 4,9 kg de pétrole. Dans l'UE, c'est environ 10 fois, la moyenne mondiale est de 6 fois.

Ces chiffres comprennent le carburant requis par le secteur agricole, les coûts de transport, les coûts de vente au détail et la consommation d'énergie des ménages liée à l'alimentation. Malheureusement, ces chiffres peuvent être largement sous-estimés car l'étude de l'USDA (United States Department of Agriculture) ne tient pas compte des coûts liés à l'élimination des déchets, à l'approvisionnement en eau et à la gouvernance du système alimentaire par des organisations connexes, ni des dépenses de santé croissantes induites par l'alimentation.

Si nous regardons en arrière, au début du 20ème siècle, plus de calories ont été livrées que le coût de la préparation de la terre et de la plantation des graines (Nous sommes passés d'un EROI moyen de 3 à 5, à l'EROI actuel de 0,1 à 0,06). **Rien ne peut survivre à ces EROI, la vie sur terre a évolué à partir de taux de rendement énergétique supérieurs à 1.**

Foodtopia : une proposition de solution



FOODTOPIA TERMOPOLIOS est un nouveau système de préparation des aliments au niveau local et communautaire, en l'absence (presque totale) de pétrole ou d'autres sources d'énergie fossile. L'objectif est de cuisiner des ressources produites localement dans des groupes de prosommateurs "Dumbar", ne dépassant pas 150 personnes, en utilisant peu d'énergie et en contournant le besoin de transport, de réfrigération, de transformation, etc. Il s'agit d'un système alimentaire urbain beaucoup plus sobre et moins spectaculaire que celui promu par le techno-optimisme élitiste mal informé ou le catastrophisme apocalyptique de la culture populaire, mais le résultat est beaucoup plus agréable, équitable et moins risqué que la poursuite du statu quo. Vous pouvez découvrir cette idée sur le site Foodtopia.

▲ RETOUR ▲

L'humanité à bout de souffle - Collapsologie - Dernier réveil pour notre civilisation

Auteur : ~~Christine Schulthess~~ samedi, 21.11.2020 <https://www.srf.ch/>

<Traduit de l'allemand>

Chaque été caniculaire et chaque hiver doux alimente la thèse des collapsologues : L'effondrement des sociétés industrielles n'est plus très loin, selon eux.



Les collapsologues voient une fin sombre s'approcher : notre mode de vie est menacé par le changement climatique et la destruction de la biodiversité. A cela s'ajoutent des risques tels que de nouvelles crises financières et économiques et la finitude des matières premières comme le pétrole, le gaz naturel ou le charbon. La pandémie Covid-19 n'est qu'un maillon supplémentaire d'une chaîne d'événements qui mènera à l'effondrement dans un avenir proche.

Les collapsologues ne s'attendent pas à un crash soudain. Ils estiment plutôt que certains systèmes s'effondrent progressivement, ce qui pourrait conduire à la disparition de notre civilisation. Cela ne signifie pas que l'humanité serait anéantie du jour au lendemain, mais que **le mode de vie actuel ne pourrait pas être maintenu.**

L'effondrement aura lieu avant la fin de la décennie

En France, les adeptes de ce que l'on appelle la collapsologie prévoient le pire. L'agronome et écrivain français Pablo Servigne est le collapsologue le plus connu et le chef de file de ce mouvement. Il prédit un effondrement majeur des sociétés industrielles ou l'effondrement de la "société thermo-industrielle" **certainement avant 2030.**

Il en voit les signes avec l'atteinte des "points de basculement". Une fois ces points de basculement écologiques atteints, la moindre perturbation peut provoquer de gros dégâts. Il s'agit par exemple de la fonte des glaciers ou du déboisement et des incendies des forêts primaires.

Le livre de Servigne "*Comment tout peut s'effondrer*" est devenu un best-seller en France. Son message : nous devons nous préparer à l'effondrement au lieu de faire comme s'il était encore minuit moins cinq.

"Collapsologues heureux"

Parmi les collapsologues, il y a aussi ceux qui abordent la prétendue fin du monde avec le sourire : Ils se nomment "collapso heureuse", "collapsologues heureux". Il existe un groupe Facebook d'environ 30 000 membres en France et une branche suisse d'environ 300 membres.

Ils se disent heureux parce qu'ils ne voient pas la collapsologie comme une croyance apocalyptique, mais comme un "échange d'informations sur cet imaginaire". Plutôt que la panique ou le repli sur soi, l'action est de mise.

L'association Triticum encourage par exemple la reproduction d'anciennes variétés de céréales qui doivent être adaptées au climat futur. L'autonomie énergétique, alimentaire et hydrique fait également partie de la préparation psychologique à un avenir incertain.

La fascination de l'apocalypse

L'idée que le monde pourrait un jour - ou bientôt - disparaître, cette idée est profondément enracinée dans la culture occidentale. Dans le dernier livre du Nouveau Testament : l'Apocalypse de Jean, plus connue sous le nom d'Apocalypse. Elle prophétise la fin du monde.

Voici comment d'autres mouvements voient la fin de la civilisation.

Les collapsologues ne sont pas les seuls à évoquer la fin.

- Le mouvement "Voluntary Human Extinction Movement" prône l'extinction volontaire de

l'humanité. Pour notre planète bleue avec ses animaux, ses plantes et ses écosystèmes, l'homme serait un fléau. Plus d'enfants, plus de projets, plus de rêves. Plus vite nous serons partis, mieux ce sera. Après nous, le déluge. Carpe diem plutôt que panique.

- Le mouvement "Extinction Rebellion" est très différent. Il se rebelle contre l'extinction de l'humanité et exige une politique climatique qui l'empêcherait. En France, ils ont déposé une plainte contre l'État français pour "inaction climatique" et "mise en danger de la vie d'enfants".
- Les naturalistes parlent de cinq extinctions de masse, logiquement suivies d'une sixième. Même les dinosaures ont été victimes d'une telle catastrophe.

On a attribué aux Mayas d'Amérique centrale la prédiction de la fin du monde, qui aurait dû avoir lieu fin 2012. De ce calcul de fin du monde est né le début d'un nouveau cycle.

Tout sera bien à la fin - n'est-ce pas ?

Des scénarios effrayants qui font peur ou qui découragent ? Ou qui donnent encore plus le courage d'essayer d'éviter la fin ? Que ce soit dans l'Antiquité, au Moyen-Âge ou à notre époque, ils ont été déçus. La fin du monde n'a pas eu lieu, même si elle a été calculée avec précision.

Aujourd'hui encore, les scénarios apocalyptiques ont le vent en poupe, notamment dans le cadre de la crise de Corona. Mais toutes les attentes de fin du monde ont un point commun : elles ne se sont pas réalisées. Même les dinosaures n'ont pas été complètement éradiqués de la Terre : génétiquement apparentés aux poulets, ils continuent à vivre parmi nous. L'apocalypse comme utopie ultime ?

▲ RETOUR ▲

.Nous devrions nous préparer à l'effondrement - pour sauver ce qui peut l'être

Source : [nzz.ch](https://www.saurugg.net/) 27 août, 2021 <https://www.saurugg.net/>

<Traduit de l'allemand>



Préparation à la crise - voir aussi les extraits du livre :
Offline ! La fin inévitable d'Internet et le naufrage de la société de l'information
(2014)

"Sinon, tout s'effondre" : pourquoi la civilisation moderne est menacée d'effondrement

La société de l'information moderne est menacée de l'intérieur, affirme le chercheur allemand en sciences cognitives Thomas Grüter. Nous devrions nous préparer à l'effondrement - pour sauver ce qui peut l'être.

NZZ am Sonntag : L'histoire de l'humanité connaît une cinquantaine de cultures ou civilisations avancées. La plupart d'entre elles se sont effondrées à leur apogée. Cela peut-il nous arriver aussi ?

Thomas Grüter : Bien sûr que cela peut nous arriver. Dans les 50 autres civilisations, personne ne s'attendait à ce qu'une partie considérable de leur organisation et de leur infrastructure s'effondre en l'espace de quelques décennies.

NZZ am Sonntag : Aujourd'hui, une culture qui englobe le monde entier domine : la civilisation

numérique. Qu'est-ce qui la caractérise ?

Nous avons mis en place une division mondiale du travail dont nous ne pouvons pas nous passer. Comme nous l'avons vu au début de la pandémie, nous sommes dépendants des produits chinois que nous ne pourrions pas fabriquer nous-mêmes aussi rapidement. Les Chinois, quant à eux, dépendent de l'approvisionnement en matières premières du monde entier. Internet ne fonctionne qu'à l'échelle mondiale. Plusieurs États ont tenté de mettre en place un Internet national cloisonné. Mais cela n'a jamais fonctionné. **Nous vivons dans une civilisation qui dépend de manière critique du fait qu'elle fonctionne en permanence à l'échelle mondiale. Cela n'a jamais été le cas auparavant.** Presque à chaque époque, jusqu'au 18e siècle environ, plusieurs civilisations avancées ont existé simultanément.

NZZ am Sonntag : La société de l'information moderne a-t-elle déjà dépassé son apogée ?

Je pense qu'elle se dirige vers son apogée. Le développement numérique s'accélère constamment. L'intelligence artificielle conquiert de plus en plus de domaines de la vie quotidienne. Aujourd'hui déjà, notre civilisation n'est plus guère viable sans la technologie numérique. L'évolution peut-elle se poursuivre à ce rythme ou devra-t-elle un jour s'emballer ? Personne ne peut dire si cela va encore durer 10 ans, 50 ans ou peut-être 100 ans. **Mais un jour ou l'autre, un grave retour en arrière risque de se produire, peut-être dans un avenir proche.**

NZZ am Sonntag : Quelles sont les conséquences de cette dépendance ?

Si nous subissons une panne d'électricité importante ou si l'Internet est déjà partiellement hors service, notre vie s'arrête. Aucun processus de paiement ne fonctionne plus sans rétroaction numérique immédiate. L'ensemble de la gestion des stocks et des commandes dans toutes les chaînes de supermarchés fonctionne également de manière numérique. Tout cela ne peut pas être ramené aussi rapidement aux anciennes procédures. Pas plus qu'il n'est possible de rétablir le trafic des camions avec des charrettes tirées par des chevaux. Il n'y a pas de retour direct. Si nous ne remettons pas tout en marche, nous devons vivre avec les conséquences de plus en plus graves d'un tel effondrement.

NZZ am Sonntag : Vous écrivez dans votre livre "Offline !" que la structure de base complexe de notre civilisation risque de perdre sa stabilité. A quoi le constatez-vous ?

Dans tous les États européens et aux États-Unis, toute forme d'infrastructure s'effrite. Les routes, les ponts et les bâtiments publics ont un besoin urgent de plus d'argent qu'ils n'en reçoivent pour rester à un niveau optimal. En Allemagne, trois mille ponts autoroutiers ont un besoin urgent de rénovation. Il en va de même pour l'infrastructure électrique, l'approvisionnement en eau et les canalisations.

NZZ am Sonntag : Où se situent les points faibles de la société numérique mondiale ?

L'infrastructure numérique vient juste d'être construite, c'est pourquoi elle n'est pas encore prête à être entretenue. Mais cela pourrait bientôt changer. Par exemple, personne ne sait combien de temps durent les lignes en fibre optique. Les fabricants promettent 40 ans, puis une grande partie devra être remplacée au plus tard à partir de 2040. Mais 40 ans, c'est optimiste, car les câbles à fibres optiques se trouvent dans le sol et sont exposés à la chaleur, au froid et aux tractions mécaniques. C'est peut-être pour cette raison que les câbles devront être remplacés à plus grande échelle dès 2030. L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse comptent environ un million de kilomètres de câbles à fibres optiques. Remplacer seulement trois pour cent chaque année revient à remplacer 30 000 kilomètres de câbles.

NZZ am Sonntag : Qu'en est-il de choses comme le stockage du savoir ou les goulets d'étranglement d'Internet ?

On pense toujours qu'Internet n'oublie rien. Il semble pourtant qu'Internet n'oublie que les choses désagréables.

En effet, il suffit d'une fuite d'eau ou d'un dysfonctionnement dans un centre de données pour que des contenus soient perdus en permanence. Si l'infrastructure ne pouvait pas être remplacée pendant une longue période, nous aurions vraiment un gros problème. On ne peut pas interrompre la civilisation numérique. Pas pour un an, pas pour deux ans, pas pour cinq ans. Les composants numériques ont une durée de vie très courte. La durée de vie économique d'un smartphone est d'environ deux ans et sa durée de vie est de quatre ou cinq ans. Si le système ne pouvait plus être entretenu pendant deux ans, il y aurait des dommages irréversibles. En calculant grossièrement, la moitié des appareils ne seraient plus fonctionnels. Et ainsi, l'épine dorsale de la société numérique ne serait plus stable.

NZZ am Sonntag : Quel point de rupture considérez-vous comme particulièrement dangereux ?

Je pense par exemple à la concentration de la production de matériel pour les circuits intégrés de pointe, dont tout le monde a désormais besoin. La plupart des usines se trouvent en Corée du Sud et à Taïwan. Ce sont deux régions qui sont menacées par la guerre. Les Chinois pourraient avoir l'idée d'envahir Taïwan. Ils ont menacé de le faire à plusieurs reprises. Parallèlement, les Nord-Coréens pourraient envahir la Corée du Sud dans le sillage d'une telle guerre. Presque tous les sites de production de puces seraient alors arrêtés pendant des années.

NZZ am Sonntag : Les gens sont-ils conscients de ces dangers ?

Je n'ai pas cette impression. J'ai été invité à plusieurs reprises à donner des conférences dans le secteur qui s'occupe de la sécurité des infrastructures critiques. Toutes les personnes à qui j'ai parlé m'ont expliqué que leur travail n'avait pas l'importance qu'il méritait. La plupart des gens ont sans doute l'impression que les choses vont toujours continuer ainsi et qu'il n'y a guère de chances que les choses changent. En tout cas pas rapidement et surtout pas de manière catastrophique. En psychologie, ce phénomène est connu sous le nom de "**biais de normalité**".

NZZ am Sonntag : Et pourquoi n'agissons-nous pas ? Pourquoi les gens téléchargent-ils toutes leurs photos sur le cloud, dont on ne sait pas s'il est vraiment sûr ?

Quelle alternative ont-ils ? Ils peuvent enregistrer leurs données sur une clé USB ou un disque dur externe. Mais une clé USB peut se perdre, un disque dur externe peut tomber en panne. Et là, les gens se disent : les données que je conserve sur un support de données, je dois en prendre soin moi-même. Pour les données qui sont dans le cloud, je dois juste ne pas oublier le mot de passe, quelqu'un d'autre s'occupe des données. De plus, même les données numériques que vous conservez deviennent inutilisables si un jour vous n'avez plus de lecteur approprié.

NZZ am Sonntag : On se félicite alors du bon vieux livre.

Oui, les informations contenues dans un livre imprimé peuvent encore être lues après 500 ans, si le livre a été fabriqué de manière raisonnable. Les données stockées sur une clé ou sur des bandes de données, il faut d'abord pouvoir les lire, et ensuite savoir comment les données sont codées.

NZZ am Sonntag : Vous avez dit un jour : "Celui qui ne voit le danger que dans le changement climatique pense dans un cadre trop étroit". Le changement climatique n'est-il pas si grave ?

Le changement climatique est grave, et nous devons bien nous y préparer, c'est évident. Mais d'autres choses sont tout aussi menaçantes, et si nous les perdons de vue, elles nous rattrapent par derrière. Il ne faut pas oublier, par exemple, qu'il existe encore quelque 12 000 têtes nucléaires amorçables.

NZZ am Sonntag : Qui représentent un danger très réel.

Vous et moi nous souvenons encore de l'époque où l'on disait qu'il fallait s'attendre à tout moment à ce que le

monde disparaisse en cas de grande guerre nucléaire. Plus personne n'y pense aujourd'hui. Ce dont on ne parle guère non plus : La salinisation et la dégradation des sols ne cessent d'augmenter. Et nous devons nous préparer à une pénurie notable de matières premières. L'argent, par exemple, est une matière première industrielle importante, mais qui pourrait se raréfier d'ici 20 ans déjà.

NZZ am Sonntag : Et pourtant, l'homme a toujours su sortir la tête de l'eau lorsque la situation devenait critique.

On ne peut pas vraiment voir les choses de cette manière. Lorsque des civilisations ont disparu, les hommes ont certes survécu, mais les structures qu'ils avaient mises en place se sont effondrées. Mais aujourd'hui, nous n'avons plus qu'une seule civilisation, mondiale, ce qui augmente considérablement les risques. Comme le disent si bien les Anglais, nous avons mis tous nos œufs dans le même panier.

NZZ am Sonntag : Les nouvelles technologies peuvent-elles empêcher l'effondrement de notre civilisation ?

Ce serait trop beau. Elon Musk veut en effet construire des villes sur Mars au cas où la civilisation s'effondrerait sur Terre. ~~L'idée n'est certes pas mauvaise~~, mais je ne pense pas qu'il y parvienne.

NZZ am Sonntag : La crise de Corona représente la première crise globale de la société mondiale. Comment le monde y a-t-il fait face ?

Jusqu'à présent, nous nous en sommes relativement bien sortis. Le virus est très contagieux, mais il est loin d'être aussi dangereux que les épidémies de peste du Moyen-Âge, qui ont tué jusqu'à un tiers des personnes. Cette pandémie est en fait plutôt un avertissement que la situation pourrait être bien pire. Nous devons avant tout être conscients que même nos communications rapides ne nous ont pas protégés de la propagation mondiale du virus.

"Plus vous construisez une tour haute, plus vous devez renforcer les fondations. C'est l'un des très gros problèmes que rencontre tôt ou tard toute civilisation".

NZZ am Sonntag : Chaque civilisation s'effondre-t-elle un jour ?

Plus vous construisez une tour haute, plus vous devez renforcer les fondations. C'est l'un des très gros problèmes que rencontre tôt ou tard toute civilisation. Il faut toujours consacrer plus de moyens, sous forme d'argent ou de travail, à son maintien. Et il semblerait que tous les pays d'Europe et les États-Unis aient déjà du mal à maintenir leur infrastructure au niveau actuel, sans même parler de l'étendre.

NZZ am Sonntag : Cela suggère que notre civilisation aura peut-être atteint son apogée très bientôt.

C'est possible. Le moment exact dépendra aussi de la survenue éventuelle de catastrophes majeures. L'important est de prévoir le plus d'éventualités possible et de s'y préparer. Sinon, tout s'écroulera effectivement un jour.

NZZ am Sonntag : À quoi pourrait ressembler la civilisation qui nous succédera ?

Nous avons maintenant un échange mondial de personnes et la communication mondiale comme base de notre civilisation. La question se pose donc de savoir si une telle chose peut être reconstruite un jour.

L'approvisionnement en eau et les égouts allaient de soi dans les villes de l'Empire romain au troisième siècle. En Europe, ce standard n'a été retrouvé qu'au 19^e siècle. En son temps, un philosophe romain aurait difficilement pu prévoir l'émergence des sciences naturelles et le système de pensée des Lumières comme base de la prochaine civilisation.

NZZ am Sonntag : En revanche, le philosophe romain Sénèque a dit autre chose il y a 2000 ans : "Rien de ce qui existe aujourd'hui n'est le résultat d'un effondrement antérieur". L'effondrement fait-il partie de la vie ?

Je suis tout à fait d'accord avec Sénèque. Mais nous devrions aussi nous rappeler que Sénèque était stoïcien. La Stoa partait du principe que le monde finissait à intervalles réguliers dans le feu et qu'il en renaissait. Même les systèmes biologiques complexes, qu'il s'agisse d'un arbre ou d'un être humain, finissent par s'effondrer. En d'autres termes, tout le monde meurt, mais l'espèce se maintient et continue à se développer.

NZZ am Sonntag : L'effondrement d'une civilisation peut-il aussi avoir un effet purificateur - représenter en même temps un tournant vers le meilleur ?

Non, cela présuppose **une composante morale qui ne joue aucun rôle dans l'effondrement d'une civilisation**. De telles interprétations sont souvent ajoutées après coup. Un exemple en est l'idée selon laquelle l'Empire romain a disparu en raison de sa décadence et de son arrogance. Cette thèse est aujourd'hui très controversée parmi les historiens.

NZZ am Sonntag : Que pouvons-nous apprendre de l'effondrement de civilisations antérieures, comme la chute de l'Empire romain ou la disparition de la civilisation maya en Amérique centrale ?

Nous devrions faire plus souvent usage de la possibilité de simuler des évolutions sociales ou techniques. Cela nous permettrait d'avoir plus de temps d'alerte. Nous avons vu lors de la pandémie à quelle vitesse une situation exceptionnelle peut se produire. Et nous devrions tout mettre en œuvre pour préserver et renforcer notre infrastructure. Elles souffrent aussi bien de l'usure que des catastrophes et des dommages intentionnels. Rien que les cyberattaques ont fait perdre plus de 220 milliards d'euros à l'Allemagne en 2020. Mais ne nous faisons pas d'illusions : plus les structures sont complexes, plus il est difficile de les préserver.

La fin de notre avenir - les points faibles de la société numérique



L'économie est de nouveau en plein essor. Et pourtant, les failles consécutives à la crise de Corona ne peuvent être ignorées dans notre civilisation numérisée. **Cette semaine, Toyota a été le dernier des grands constructeurs automobiles à annoncer qu'il réduirait sa production de 40 pour cent à partir de septembre en raison de la pénurie mondiale de puces.** Ce goulot d'étranglement est également lié au fait que les circuits hautement intégrés sont presque exclusivement produits dans quelques usines en Corée du Sud et à Taïwan.

L'exemple de ces puces informatiques montre d'un seul coup à quel point la société globalement interconnectée et de plus en plus numérisée est devenue entre-temps vulnérable. "Toute interruption de la production et de la distribution pendant plus de deux ans pourrait conduire à une récession incontrôlable qui mettrait fin à l'ère numérique", écrit le chercheur en sciences cognitives et auteur scientifique allemand Thomas Grüter dans la deuxième édition, largement actualisée, de son livre **"Offline ! L'effondrement de la civilisation numérique mondiale"**.

De manière factuelle et avec des recherches approfondies, Grüter montre où se situent les points de rupture dans une société numérique qui se développe de plus en plus rapidement, mais aussi de manière de plus en plus imprévisible. Chaque culture avancée a disparu tôt ou tard, souvent à son apogée et en très peu de temps. Grüter explique pourquoi ce destin pourrait également nous arriver aujourd'hui si nous n'aiguisons pas notre regard sur les choses qui ne vont pas bien.

Outre la concentration des sites de production de puces, Grüter, qui s'occupe de ce thème depuis de nombreuses années, voit un "risque élevé" dans le fait que **le savoir critique est de plus en plus exclusivement stocké sous forme numérique**. Les cyberattaques quotidiennes contre des gouvernements, des entreprises et même des hôpitaux prouvent à quel point la perte irréversible de données est rapide. Et même si on ne le pense pas : Internet présente des goulets d'étranglement susceptibles de perturber sensiblement le trafic de données - il s'agit par exemple des câbles sous-marins et des nœuds nationaux.

Une alternative consiste à développer davantage l'Internet par satellite, comme le font déjà de manière intensive des entreprises comme SpaceX ou One Web. Mais selon Grüter, cela comporte également des risques jusqu'ici sous-estimés : *"Les satellites de communication et de navigation pourraient être détruits par une réaction en chaîne. Le nuage de débris qui en résulterait empêcherait pendant quelques années le lancement de nouveaux satellites"*.

La génération qui grandit aujourd'hui doit absolument se soucier du climat, mais aussi de la préservation de la société numérique mondiale, affirme Grüter. Le fondateur et ancien directeur d'une entreprise de logiciels sait de quoi il parle. "La vie continue", dit-il. **"Mais pour beaucoup de gens, la fin de la civilisation actuelle serait en même temps la fin de leurs espoirs pour l'avenir"**.

▲ RETOUR ▲

.Une interview de Jean-Marc Jancovici dans Le Monde Campus en novembre 2021

Entretien réalisé par Marine Miller Publié le 17 novembre 2021



Interview parue dans [Le Monde Campus du 15 novembre 2021.](#)

Comme d'habitude, le chapô précédent l'interview, que je reproduis ci-dessous, est de la rédaction du journal et non soumis à relecture, tout comme le titre. Le texte de l'interview ci-dessous est celui, relu et amendé, que j'ai envoyé au journal.

Pour certains étudiants de grandes écoles, il est devenu une icône. Chacune de ses conférences filmées compte des centaines de milliers de vues sur la plate-forme vidéo YouTube. Jean-Marc Jancovici, polytechnicien, fondateur de Carbone 4, cabinet de conseil spécialisé dans la « décarbonation » de l'économie, président du think tank The Shift Project et membre du Haut conseil pour le climat, multiplie les interventions : Sciences Po, Polytechnique, Centrale Nantes, l'ESCP... Cet expert de l'énergie et du climat, connu pour ses argumentaires en faveur de l'énergie nucléaire, est aussi enseignant à Mines ParisTech depuis 2008, où il dispense un cours de 20 heures sur l'énergie et le changement climatique.

Lors de ces conférences dans les écoles, le « fond » est quasiment toujours le même. L'ingénieur rappelle avec force graphiques et métaphores que notre économie est dopée aux énergies fossiles et que la décroissance énergétique est un horizon incontournable.

*Mais c'est surtout la forme qui produit « l'effet Janco », la « claque » comme disent les étudiants : humour noir et acerbe, expressions récurrentes telles que « **ordre de grandeur** » et ou « règle de trois », critique appuyée des médias, du personnel politique et des études supérieures inadaptées au monde sous contraintes qui s'annonce. Rencontre avec celui qui se rend « là où [il est] invité », et qui a évangélisé une partie de la « génération Z » à l'urgence écologique. Publications.*

Depuis plusieurs années, vous donnez des conférences dans les grandes écoles d'ingénieur, de commerce ou dans les IEP, pourquoi se limiter à ces institutions-là ?

Je vais [là où on m'invite](#), et j'ai beaucoup moins de sollicitations en provenance d'universités que de grandes écoles. Mais quand j'en ai je ne dis pas nécessairement non ! Je n'ai pas décidé qu'il fallait restreindre la compréhension du problème climatique à une frange limitée de la population, et donc il n'y a pas de choix délibéré de ma part de m'adresser uniquement à l'élite.

J'ai accepté récemment l'invitation d'un Centre de Formation des Apprentis de la construction automobile, où j'ai fait ma conférence habituelle. Enfin c'est parfois l'école qui m'invite, comme c'était le cas à l'ESCP, mais ce sont aussi souvent les étudiants qui prennent l'initiative, comme à Polytechnique ou à Centrales Nantes.

Les écoles de commerce préparent toute une génération à des métiers et spécialités qui existent pour l'essentiel dans des grandes structures qui sont nées grâce à l'abondance énergétique. Il faut dire à ces étudiants que leurs métiers aussi seront impactés par les limites planétaires.

Dans vos conférences vous aimez “malmener” les étudiants, pourquoi ?

Nous sommes des animaux à la mémoire courte, et l'impression s'estompe avec le temps. C'est cela qui explique qu'un film d'horreur a cessé de vous faire peur quelques jours après l'avoir vu. Du coup, je mets facilement mon auditoire – pas juste les étudiants – un peu en dehors de sa zone de confort, pour qu'il en reste quelque chose des mois ou des années plus tard, quand il faudra passer à l'action !

Comment jugez-vous le positionnement des grandes écoles sur les questions de transition ?

Les élèves ont envie que les écoles se saisissent des enjeux plus que les écoles ne s'en saisissent réellement : autrement dit l'appétence des étudiants est supérieure à l'offre proposée.

Certaines écoles d'ingénieur commencent à bouger sous l'impulsion de la direction. Avec le Shift Project, nous travaillons par exemple avec le groupe Insa, qui s'est lancé dans un chantier structurant. Dans les écoles de commerce, c'est parfois plus compliqué, car la finitude du monde vient tamponner toute la théorie économique enseignée dans ces institutions. Les [règles de base de la convention économique](#) sont orthogonales avec les règles de la physique. Du coup l'initiative y vient plutôt de quelques professeurs. Et puis il y a la question de la formation des enseignants : il est plus facile de faire enseigner les bases physiques du changement climatique par un prof de mécanique en école d'ingénieur que par un prof de finance en école de commerce.

Un autre sujet -majeur- concerne la cohérence des programmes. Les écoles peuvent créer une filière, un cours électif, une option sur le changement climatique puis ensuite proposer un autre cours où on leur enseigne l'opposé : l'économie mainstream, le business as usual. Travailler sur la cohérence des programmes demandera souvent de s'attaquer aux acquis.

Enfin, les écoles sont parfois prises en étau entre les enjeux d'attractivité pour les étudiants et d'employabilité. La difficulté vient de ce que demandent les élèves est contradictoire avec ce que demandent les entreprises, ou avec les points importants dans les classements internationaux.

Pour les écoles de commerce, le prêt étudiant crée aussi un déséquilibre entre l'envie et la réalité du marché du travail. Quand vous avez 50 000 euros à rembourser, cela vous oriente plus vers un job mainstream que vers un rêve qui ne paye pas...

En 2018, 32 000 étudiants signaient un “manifeste pour un réveil écologique”, quel a été l'effet produit sur les entreprises en particulier celles que vous conseillez à carbone 4 ?

Ce manifeste a indiscutablement contribué à mettre le sujet à l'agenda d'un certain nombre d'entreprises. Mais c'est difficile de faire l'attribution des causes d'une manière précise, et donc je ne saurais pas quantifier cette contribution par rapport à d'autres survenues presque au même moment, comme par exemple la canicule de l'été 2018 qui a aussi été un déclencheur, ou la pression du monde financier.

Une partie de cette jeunesse diplômée et consciente des problématiques climatiques se demande aujourd'hui s'il faut aller dans les grands groupes pour tenter de les changer le l'intérieur : qu'en pensez-vous ?

Pour changer les grands groupes de l'intérieur il faut déjà y avoir acquis ses galons. On ne fait pas basculer une entreprise de l'intérieur quand on est jeune et débutant. Si vous êtes un jeune ingénieur dans les travaux publics et que votre entreprise construit des ponts, des tunnels et des autoroutes, vous aurez du mal à faire basculer l'activité vers la construction de pistes cyclables et de garages à vélo. Vous commencez à avoir un peu d'influence quand vous êtes à un poste de manager intermédiaire. Vous avez meilleur temps si vous êtes jeune d'aller dans une boîte d'ingénierie et de vous mettre dans la spécialité piste cyclable. Par ailleurs, il n'y a pas nécessairement de solution à large échelle dans toute entreprise, Total, par exemple, n'a pas de solution évidente à moyen terme dans l'activité qui fait sortir du pétrole et du gaz de terre. Donc il faut choisir l'entreprise et le secteur au regard des grands défis à venir.

Changer les entreprises de l'intérieur en étant seul est par ailleurs impossible, donc il faut faire masse. Et il faut avoir un pouvoir de sanction, qui en pratique est celui de démissionner. La pression concerne donc surtout des gens qui ont le choix.

Comment analysez-vous la révolte de jeunes polytechniciens contre l'installation d'un centre de RD de Total depuis près de deux ans ?

Je pense que la mobilisation est extrêmement salutaire. Je ne comprends pas cette envie de la direction de l'école de vouloir imiter à tout prix le mode de fonctionnement – dépassé – du système américain, où l'entreprise privée finance l'université qui du coup se met à son service. Un centre de recherche privé n'a désormais rien à faire sur le terrain de l'X et à 200 mètres du bâtiment de la direction générale. Pour ma génération, il y avait une certaine insouciance, et l'esprit – moi y compris – c'était plutôt : après l'X, à nous le monde et l'argent ! Je trouve très bien que les élèves aujourd'hui retrouvent plus ce souci du bien commun. Les temps changent. Cette génération a une quête de sens qui pour nous était résolue par la facilité de la réussite individuelle. Ils savent que même avec un diplôme de l'X, cela ne les protégera pas des crises à venir.

Une partie des jeunes ingénieurs sont aux avant-postes des questions de transition, certains sont critiques du techno-solutionnisme enseigné dans leurs écoles. Qu'en pensez-vous ?

Ils ont raison, au sens où il faut apprendre à regarder les ordres de grandeur et les limites physiques. Normalement, la formation de l'ingénieur lui apprend à **tenir compte des limites, c'est-à-dire de ce qui ne dépend pas de nous**. Elle lui apprend aussi à faire la différence entre les ordres de grandeur. Les grandes visions

techno-optimistes, qui consistent à parier sur une accélération encore jamais vue des « bonnes » innovations sans les mauvaises, sont plus souvent portées par des politiques ou des économistes que par des ingénieurs, même si ces derniers peuvent aussi basculer dans une forme de déconnexion du réel. C'est avant tout Bruno Lemaire qui veut de la croissance verte !

Est-ce que vous avez remarqué une différence de réception de vos conférences au fil des années ?

On me pose de moins en moins de questions techniques, et de plus en plus de questions “existentielles” sur comment se positionner face aux problèmes. J'ai l'impression qu'avec le temps j'ai aussi évolué : j'insiste de plus en plus sur le fait que **le problème est dans notre logiciel à nous, qui nous pousse à vouloir toujours plus sans limite**. Pour répondre à ces interrogations, je propose rarement mieux qu'une approche qualitative, basée sur ma propre expérience, en précisant que ça n'est que ça !

▲ RETOUR ▲

Capture du carbone

Les liens entre le cabinet d'avocats de BP, Un groupe de travail gouvernemental & Des milliards de dollars de contrats publics

Nafeez Ahmed 18 novembre 2021



Nafeez Ahmed explore le cas étrange d'un forum gouvernemental sur le changement climatique et son association apparente avec un représentant majeur de l'industrie des combustibles fossiles.

Le gouvernement britannique a choisi de recevoir des conseils sur la faisabilité de l'utilisation du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone (CCUS) pour parvenir à un taux zéro de la part d'un associé d'un grand cabinet d'avocats international, dont l'un des clients est le géant pétrolier BP - qui a fini par figurer parmi les premiers bénéficiaires des contrats CCUS supervisés par le gouvernement.

Le gouvernement et le cabinet d'avocats nient maintenant l'implication de ce dernier, en contradiction flagrante avec les propres déclarations répétées du cabinet publiées précédemment, Byline Times peut révéler.

En 2018, le gouvernement a chargé Charlotte Morgan de Linklaters LLP, un cabinet d'avocats multinational dont le siège est à Londres, de présider sa nouvelle Taskforce de contestation des coûts du CCUS. Selon les termes de référence du gouvernement pour la taskforce, elle a été mise en place pour "informer et proposer un plan stratégique pour soutenir le développement du CCUS au Royaume-Uni", y compris sa valeur pour l'économie et la société au sens large, ainsi que son "potentiel de réduction des coûts".

Des documents consultés par le Byline Times indiquent qu'à l'époque, Linklaters a ouvertement décrit la nomination comme impliquant le cabinet d'avocats, mais le gouvernement et Linklaters insistent maintenant sur

le fait que Morgan agissait à titre personnel - ce qui contredit les affirmations précédentes.

Linklaters a été signalé par les experts du secteur juridique comme l'un des cabinets ayant tiré profit de l'expansion des combustibles fossiles - en raison de son travail pour les compagnies pétrolières et gazières, dont BP. Cette dernière a fini par siéger dans le même groupe de travail présidé par Charlotte Morgan de Linklaters, et a maintenant remporté des contrats de plusieurs milliards de livres pour des projets CCUS signés à la veille de la COP26.

En réponse aux demandes de Byline Times, le gouvernement et Linklaters ont non seulement nié le rôle du cabinet dans le rapport, mais ont également refusé de préciser comment le cabinet ou ses membres ont été payés pour leur participation.

Le nouveau groupe de travail CCUS était présidé par Charlotte Morgan, partenaire de Linklater dans le domaine de l'énergie et des infrastructures, ainsi qu'une équipe de Linklaters, selon les propres déclarations de la société. Sous la direction de Morgan, la taskforce CCUS a publié son rapport en juillet 2018, avec une série de recommandations sur la façon dont CCUS pourrait être mis à l'échelle pour devenir commercialement durable et rentable.

"CCUS a le potentiel non seulement de soutenir les engagements du Royaume-Uni en matière de réduction des émissions de carbone, mais aussi de soutenir la croissance, l'amélioration de la productivité et la compétitivité dans une future économie à faible émission de carbone", a déclaré Morgan à l'époque dans un communiqué de presse de Linklaters, publié au sujet du rapport.

Selon le communiqué, disponible sur le site web de Linklaters, Morgan "a présidé le groupe de travail avec une équipe de Linklaters comprenant Dalia Majumder-Russell, associée directrice, et Gavin Jackson, associé, avec l'aide de Melanie Shanker".

Le communiqué confirme que "Linklaters est impliqué dans le CCUS au Royaume-Uni depuis de nombreuses années" et que "le leadership de Linklaters au sein du groupe de travail s'appuie sur la direction du groupe de travail sur le financement commercial et de projet du rapport du groupe de travail sur le financement vert...".

Un tweet envoyé au sujet du rapport par le compte Twitter officiel de Linklaters LLP a également confirmé que : "Nous avons travaillé avec le CCUS Cost Challenge Taskforce".

Retour en arrière

L'année suivante, Charlotte Morgan a fait une présentation lors d'une conférence du CCUS, organisée par la Carbon Capture and Storage Association. Les actes de la conférence la décrivent comme "l'auteur" du rapport du groupe de travail, et les diapositives de sa présentation expliquent les principales conclusions du groupe de travail tout en portant le logo de Linklaters.

Malgré ces déclarations claires de Linklaters, confirmant que le cabinet avait été nommé au sein du groupe de travail, le gouvernement nie maintenant que ce fut le cas, insistant sur le fait que Morgan a présidé le groupe de travail entièrement à titre bénévole.

Un porte-parole du Department for Business, Energy and Industrial Strategy (BEIS) a déclaré au Byline Times que : "La taskforce CCUS Cost Challenge a été créée en 2018 et comprenait des représentants de l'industrie, des organisations non gouvernementales, du monde universitaire et du secteur financier. Charlotte Morgan a été nommée à la présidence de la Taskforce en raison de ses aptitudes pour ce rôle, notamment sa connaissance experte du CCUS, des projets d'infrastructure plus larges et du secteur financier. Cette nomination s'est faite sur une base volontaire et personnelle, et Linklaters n'a pas été nommé. Ni Linklaters ni Mme Morgan n'ont reçu d'honoraires pour le travail effectué dans le cadre de la Taskforce."



We worked with the CCUS Cost Challenge Taskforce to set out four key messages to deliver cost-effective #CCUS and support #CleanGrowth in the UK #CCUSTaskforce



Lorsque le Byline Times a interrogé Linklaters sur son rôle dans le groupe de travail, un porte-parole du cabinet d'avocats a renvoyé à la déclaration du BEIS et a réitéré : "Pour notre part, nous pouvons bien sûr confirmer que Linklaters, en tant que cabinet, n'a pas été désigné pour agir sur le rapport ou pour le groupe de travail, que ce soit en tant que président, conseiller ou autre, et nous n'avons pas été rémunérés. En tant que conseillers actifs dans le secteur, cependant, nous avons été heureux de contribuer au débat que le rapport a suscité."

Pourtant, ces deux démentis semblent contredire les confirmations explicites précédentes de Linklaters sur son rôle, y compris sa déclaration dans un communiqué de presse sur "le leadership de Linklaters au sein du groupe de travail".

Il reste donc à savoir qui a financé le travail de l'équipe Linklaters de Morgan au sein du groupe de travail du gouvernement, et si elle a été rémunérée ou non par le gouvernement.

Lorsque Byline Times a posé cette question au gouvernement, le porte-parole du BEIS a refusé de fournir des informations supplémentaires : "Nous avons déjà précisé que Linklaters n'a reçu aucun paiement du gouvernement pour cette taskforce, nous n'avons rien à ajouter à la déclaration déjà envoyée."

Linklaters n'a pas répondu aux questions sur la façon dont une équipe Linklaters d'au moins trois personnes a été financée pour aider Charlotte Morgan à présider le groupe de travail du gouvernement. En l'absence de toute autre clarification, il semble difficile d'éviter de conclure que Linklaters a lui-même parrainé plusieurs membres de son personnel pour aider Charlotte Morgan dans son travail au sein du groupe de travail du gouvernement.

Liens sur les combustibles fossiles

Des documents gouvernementaux portant la mention "officiel - sensible" confirment que le groupe de travail présidé par Linklaters comptait parmi ses membres certains des plus grands pollueurs de carbone au monde, tels que BP, Shell, Statoil (désormais connu sous le nom d'Equinor), BHP et Total.

Le processus a été supervisé au sein du gouvernement par Claire Perry O'Neill, alors ministre d'État chargée de l'énergie et de la croissance propre, qui a d'abord mené la candidature du Royaume-Uni pour accueillir le sommet des Nations unies sur le climat COP26. Elle est actuellement directrice générale pour le climat et l'énergie au Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), qui a eu une présence importante à la COP26.

Linklaters est très actif dans les secteurs du pétrole et du gaz, et compte parmi ses principaux clients plusieurs géants de l'industrie des combustibles fossiles tels que BP, ExxonMobil, Eni, la Chinese National Petroleum Corporation, parmi beaucoup d'autres. En particulier, le premier cabinet du Legal 500 est un conseiller de longue date de BP depuis plus de dix ans, ayant travaillé sur la vente de ses actifs à la société pétrolière russe Rosneft, pour un montant de 27 milliards de dollars, parmi de nombreux autres projets.

Linklaters a été décrit en août comme l'un des "pires" cabinets d'avocats pour sa contribution globale au changement climatique, en raison d'un mélange de travail transactionnel, de lobbying et de contentieux, par le 2021 Law Firm Climate Change Scorecard. La branche américaine du cabinet est arrivée en sixième position dans la liste des cabinets américains qui accélèrent le changement climatique par leur travail transactionnel avec l'industrie des combustibles fossiles.

De plus, BP, qui était membre du groupe de travail CCUS, est l'un des principaux bénéficiaires de la stratégie "net zéro" du gouvernement, qui a adopté les principales recommandations du groupe de travail.

À la veille de la COP26, BP a remporté un appel d'offres du gouvernement pour diriger un consortium de sociétés pétrolières comprenant Eni, Equinor, Shell, Total et National Grid sur deux projets de capture du carbone à Teeside et Humber. Quatre de ces entreprises - BP, Equinor, Shell et Total - avaient fait partie du groupe de travail gouvernemental présidé par Charlotte Morgan de Linklaters. BP, Equinor et Eni sont tous des clients de longue date de Linklaters.

La relation entre BP, Linklaters et le gouvernement britannique soulève de graves questions de conflit d'intérêts. Ces questions ont trait au rôle de BP en tant que client majeur de Linklaters, à la contribution de BP aux travaux du groupe de travail présidé par Linklaters et à l'aubaine qui en résulte pour BP grâce à deux programmes CCUS de plusieurs milliards de livres soutenus par le gouvernement.

Une récente analyse par le Byline Times des données de transparence du gouvernement a révélé que BP avait rencontré des ministres du BEIS 36 fois au total au cours des deux dernières années dans le cadre de la préparation de la COP26. BP n'a pas répondu aux multiples demandes de commentaires.



Une science douteuse

La crédibilité des conclusions du groupe de travail a été remise en question par des experts indépendants. Comme l'a déjà rapporté le Byline Times, le professeur Julian Allwood, expert en transition énergétique de l'université de Cambridge, qui préside un consortium de recherche financé par le gouvernement sur le sujet, a affirmé que le rôle de CCUS dans la stratégie nette zéro du gouvernement équivalait à une "croyance religieuse fanatique". Selon lui, le CCUS ne pourra tout simplement pas être mis à l'échelle à temps pour permettre au pays de respecter ses engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, conformément à l'objectif de 1,5 °C fixé par l'accord de Paris.

Byline Times s'est également entretenu avec le professeur **Ugo Bardi**, spécialiste du système terrestre à l'Université de Florence, qui a cosigné une étude évaluée par les pairs sur le CCUS publiée dans Nature Energy en 2019. Bardi et ses collègues ont comparé le " retour sur investissement énergétique " (EROI) du CCUS et des technologies d'énergie renouvelable telles que le solaire, l'éolien et les batteries, et ont conclu que le retour énergétique net des énergies renouvelables est bien plus élevé et donc bien plus efficace pour la transition vers le zéro net que le CCUS.

Selon M. Bardi, le rapport du groupe de travail gouvernemental sur le CCUS, produit sous la direction de Linklaters, n'est guère plus qu'un "verbiage remarquable... Il ne prend nulle part la peine d'expliquer ce que signifie le CCUS - c'est de l'amateurisme, c'est le moins que l'on puisse dire". De toute façon, comme ces documents, il ne dit rien et tout. On peut le traduire par "nous voulons dépenser de l'argent pour cette chose, quelle qu'elle soit". Ça sonne vert, c'est "hi-tech", et l'acronyme sonne bien".

Expliquant les résultats des recherches de sa propre équipe, il a déclaré : "Le rendement énergétique par rapport à l'énergie dépensée est meilleur pour les énergies renouvelables que pour la capture, l'utilisation et la séquestration du carbone. Et, à mesure que l'épuisement progresse, le déséquilibre en faveur des énergies renouvelables augmente. Mais, bien sûr, ce point n'est abordé nulle part dans le document."

Une nouvelle étude axée sur le "captage direct de l'air" - une forme de CCUS conçue pour aspirer le dioxyde de carbone des émissions générées par la combustion de combustibles fossiles - a révélé qu'elle nécessite presque autant d'énergie que celle contenue dans les combustibles fossiles qui ont produit le CO₂ en premier lieu. L'étude réalisée par la société australienne Keynumbers, spécialisée dans les mathématiques en tant que service, suggère que les économies d'échelle et les améliorations de l'efficacité espérées par le groupe de travail du gouvernement ne suffiraient pas à apporter une contribution significative à l'objectif "zéro émission".

Le problème fondamental, selon M. Bardi, est donc de savoir "où trouver l'argent pour investir dans cette idée alors que nous ne produisons rien d'utile". Si le CO₂ a une certaine valeur, sa capture dans l'atmosphère est "tout simplement trop coûteuse pour être pratique".

Le rôle curieux de Linklaters dans le groupe de travail du gouvernement britannique sur le défi des coûts du CCUS peut sembler obscur, mais a des implications importantes. Le rapport a servi de base au gouvernement pour insister sur le fait que le CCUS est un élément viable de sa stratégie "net zéro", ce qui lui a permis d'augmenter les subventions déjà exorbitantes accordées par les contribuables aux entreprises pétrolières et gazières britanniques les plus polluantes en termes de carbone, dont BP.

En tant qu'hôte de la COP26, la stratégie britannique en matière de climat a donc eu un impact mondial, mais pas de manière positive. Au contraire, elle a sans doute légitimé le maintien du statu quo, une situation dont les géants des combustibles fossiles peuvent espérer tirer profit.

▲ RETOUR ▲

Nous allons avoir besoin d'une plus grande réunion sur le changement climatique

Par Tom Lewis | 17 novembre 2021



*Les délégués à la COP26 **semblent** travailler sur le problème du changement climatique.*

Les dirigeants mondiaux se sont adonnés à la pratique consistant à APPRENDRE à faire quelque chose pour résoudre un problème plutôt que de FAIRE quelque chose. Ils l'ont fait avec un tel enthousiasme, et depuis si

longtemps, qu'ils ne semblent plus avoir conscience de le faire. Les raisons sont évidentes : faire quelque chose est invariablement coûteux et implique de choisir entre quelque chose et autre chose, ce qui met en colère tous les partisans de cette autre chose. Les États-Unis sont le numéro un dans cette pratique, bien sûr, mais nous avons donné une bonne leçon au reste du monde. Presque tout le monde le fait maintenant, comme l'illustre merveilleusement la conférence des Nations unies COP26 qui vient de s'achever sur le (non) traitement du changement climatique.

Nommer un tsar du climat n'est pas la même chose que de lutter contre le changement climatique. Le fait que tous les tsars du climat de tous les pays du monde se rendent en jet privé en Écosse pour discuter de la réduction des émissions de carbone ne contribue en rien à réduire ces dernières.

La COP26 s'est efforcée de donner l'impression qu'elle était avare en pollution : elle a ostensiblement servi du haggis végétarien d'origine locale (c'est un oxymore, non ?), a souligné que les toilettes étaient très économes en eau et a insisté pour que chacun réutilise sa tasse à café. Pourtant, la conférence a été responsable de plus de pollution par le carbone que n'importe laquelle des 25 conférences précédentes - deux fois plus que les deux précédentes et plus de quatre fois les émissions des trois précédentes.

L'objectif de la conférence étant de se mettre d'accord sur les moyens de réduire les émissions de carbone, elle commence bien sûr par un examen des émissions actuelles des nations membres. Devinez quoi. Ils ont menti. Le Washington Post a découvert, en examinant les rapports de 196 pays, que la quasi-totalité d'entre eux ont menti sur leurs émissions de carbone, les sous-déclarant de 8,5 à 13,3 milliards de tonnes.

La conférence a été émaillée de promesses autosatisfaites de ce que tel ou tel pays ferait à un moment donné dans le futur. La plupart des promesses de ce type faites dans le passé n'ont pas été tenues. Les participants se sont félicités d'être parvenus à un accord spécifique sur le charbon. C'était la première des 26 conférences à mentionner le charbon dans ses actes officiels. (Désolé. J'aurais dû vous prévenir de mettre votre étau sur la tête pour éviter l'explosion). Et quel accord a été conclu ? Pour effectuer un "retrait progressif du charbon non traité". Le projet original disait "élimination progressive" mais c'était considéré comme trop fort. Je ne sais pas ce que le mot "non traité" signifie dans ce contexte.

Les engagements et les promesses ont abondé : donner plus d'argent aux pays pauvres qui souffrent d'un problème qu'ils n'ont pas causé ; "revoir et renforcer" les engagements et les promesses antérieurs (n'aimez-vous pas ça ? La technique !); on a frôlé l'hystérie lorsque la Chine (qui n'a pas pris la peine de participer à la conférence) et les États-Unis ont officiellement accepté, vers la fin de la conférence, de travailler sur, et je cite, "des actions climatiques renforcées". Voilà. Cela devrait suffire.

Le Los Angeles Times a parlé d'un "échec colossal". The Week l'a qualifié de "fantaisie naïve". Greta Thunberg l'a qualifié de "campagne de blanchiment d'argent". Mais surtout, les médias industriels ont applaudi et dit que les participants semblaient faire des progrès. C'est bien ça. Semblaient.

Bien joué, mesdames et messieurs.

▲ RETOUR ▲

30 faits que vous DEVEZ connaître : Votre fiche d'information sur Covid

Vous l'avez demandée, nous l'avons faite. Une collection de tous les arguments dont vous aurez toujours besoin.

Kit Knightly 22 septembre 2021
<https://off-guardian.org/2021/09/22/30-facts-you-need-to-know-your-covid-cribsheet/>



Nous recevons beaucoup de courriels et de messages privés du genre "avez-vous une source pour X ?" ou "pouvez-vous m'indiquer des études sur les masques ?" ou "je sais que j'ai vu un graphique sur la mortalité, mais je ne le trouve plus". Nous comprenons que ces 18 mois ont été longs et qu'il y a tellement de statistiques et de chiffres à essayer de garder en tête.

Alors, pour faire face à toutes ces demandes, nous avons décidé de dresser une liste par points et par sources de tous les points clés. Un guichet unique.

Voici les principaux faits et sources concernant la prétendue "pandémie", qui vous aideront à comprendre ce qui est arrivé au monde depuis janvier 2020, et à éclairer tous vos amis qui seraient encore prisonniers du brouillard de la nouvelle normalité (cliquez sur les liens pour passer) :

"Décès de covids" - Verrouillages - Tests PCR - "infection asymptomatique" - Ventilateurs - Masques - Vaccins - Tromperie et préconnaissance

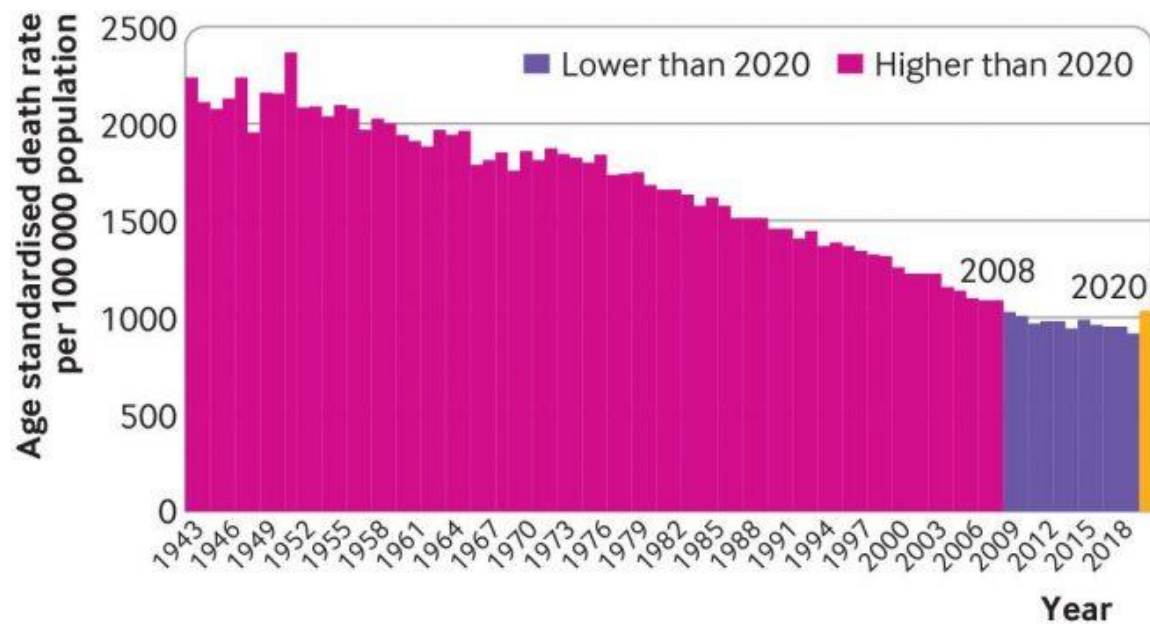
Partie I : "Morts de Covid" et mortalité

1. Le taux de survie du "Covid" est supérieur à 99%. Les experts médicaux du gouvernement ont fait tout leur possible pour souligner, dès le début de la pandémie, que la grande majorité de la population ne court aucun danger avec le Covid.



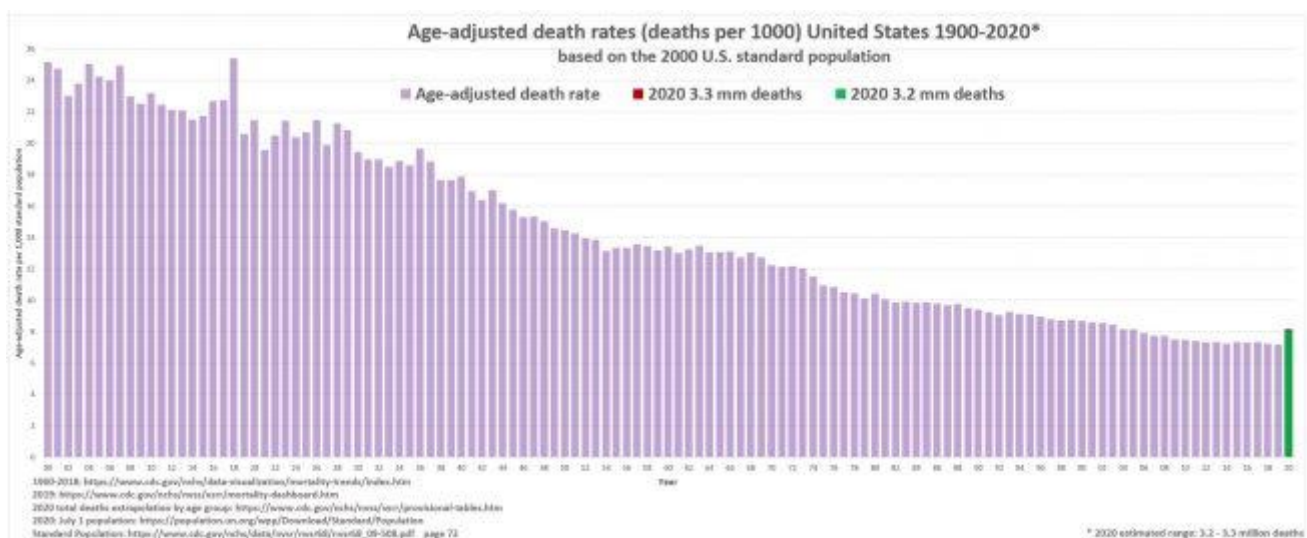
Presque toutes les études sur le taux de létalité (IFR) du Covid ont donné des résultats compris entre 0,04% et 0,5%. Ce qui signifie que le taux de survie de Covid est d'au moins 99,5%.

2. Il n'y a pas eu de surmortalité inhabituelle. La presse a qualifié l'année 2020 d'"année la plus meurtrière depuis la deuxième guerre mondiale" au Royaume-Uni, mais cette affirmation est trompeuse car elle ne tient pas compte de l'augmentation massive de la population depuis cette époque. Une mesure statistique plus raisonnable de la mortalité est **le taux de mortalité standardisé par âge (ASMR)** :



Selon cette mesure, 2020 n'est même pas la pire année pour la mortalité depuis 2000. En fait, depuis 1943, seules 9 années ont été meilleures que 2020.

De même, aux États-Unis, l'ASMR pour 2020 n'est qu'au niveau de 2004 :



Pour une analyse détaillée de l'impact de Covid sur la mortalité en Europe occidentale et aux États-Unis, cliquez [ici](#). Les augmentations de la mortalité que nous avons observées pourraient être attribuées à des causes non liées à la Covid [faits 7, 9 et 19].

3. Le nombre de "décès dus à la Covid" est artificiellement gonflé. Les pays du monde entier définissent un "décès Covid" comme un "décès, quelle qu'en soit la cause, dans les 28/30/60 jours suivant un test positif".

Des responsables de la santé d'Italie, d'Allemagne, du Royaume-Uni, des États-Unis, d'Irlande du Nord et d'autres pays ont tous admis cette pratique :



La suppression de toute distinction entre le décès dû au Covid et le décès dû à une autre cause après un test positif au Covid entraînera naturellement un surdénombrement des "décès dus au Covid". Le Dr John Lee, pathologiste britannique, a mis en garde contre cette "surestimation substantielle" dès le printemps dernier. D'autres sources grand public l'ont également signalé.

Compte tenu de l'énorme pourcentage d'infections "asymptomatiques" par le Covid [14], de la prévalence bien connue de comorbidités graves [fait 4] et de la possibilité de tests faussement positifs [fait 18], le nombre de décès dus au Covid est une statistique extrêmement peu fiable.

4. La grande majorité des décès de covid ont des comorbidités sérieuses. En mars 2020, le gouvernement italien a publié des statistiques montrant que 99,2% de leurs "décès Covid" avaient au moins une comorbidité grave.

Celles-ci comprenaient le cancer, les maladies cardiaques, la démence, la maladie d'Alzheimer, l'insuffisance rénale et le diabète (entre autres). Plus de 50 % d'entre eux présentaient au moins trois pathologies graves préexistantes.

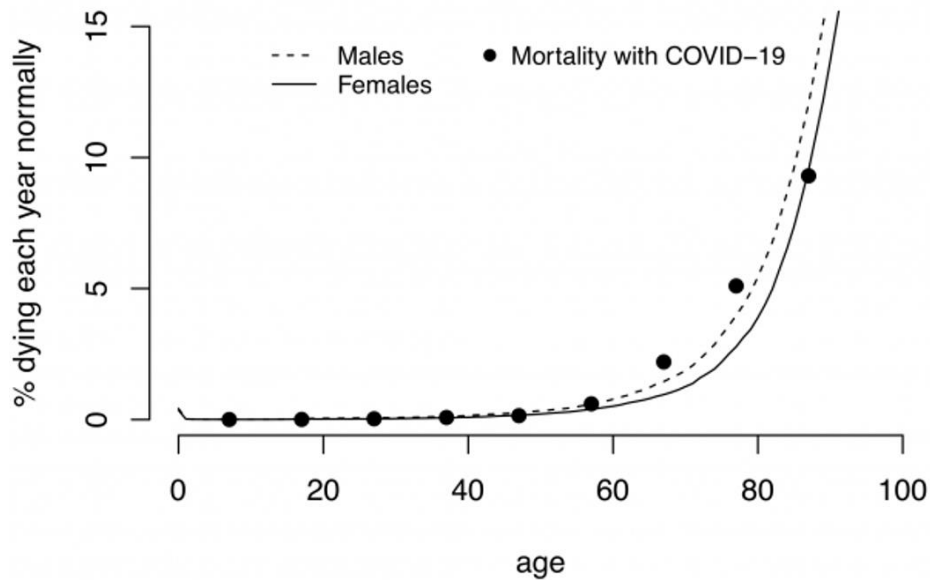
Ce schéma s'est maintenu dans tous les autres pays au cours de la "pandémie". Une requête FOIA d'octobre 2020 auprès de l'ONS britannique a révélé que moins de 10 % du décompte officiel des "décès dus au Covid" à cette époque avaient le Covid comme seule cause de décès.

5. L'âge moyen des décès dus au Covid est supérieur à l'espérance de vie moyenne. L'âge moyen de la mort d'un "Covid" au Royaume-Uni est de 82,5 ans. En Italie, il est de 86 ans. En Allemagne, 83 ans. En Suisse, 86 ans. Au Canada, 86. Aux États-Unis, 78, en Australie, 82.

Dans presque tous les cas, l'âge médian d'un "décès Covid" est supérieur à l'espérance de vie nationale.

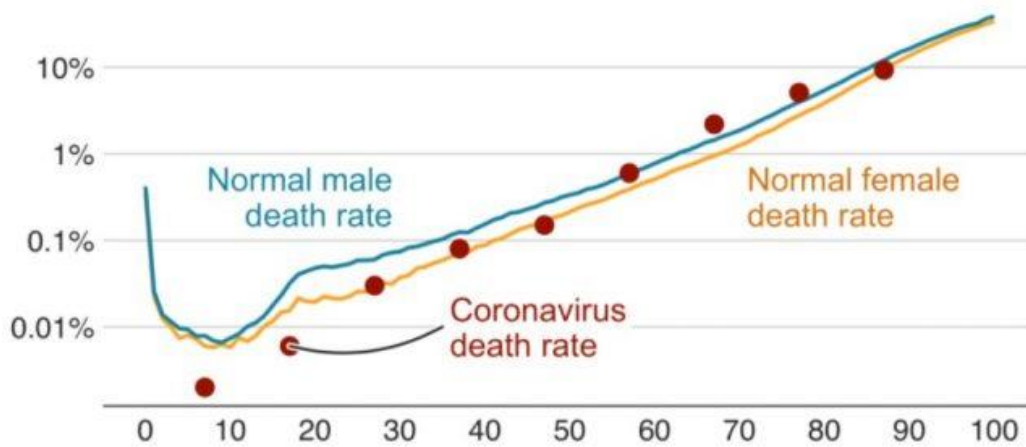
Ainsi, pour la majeure partie du monde, la "pandémie" n'a eu que peu ou pas d'impact sur l'espérance de vie. À titre de comparaison, la grippe espagnole a entraîné une baisse de 28 % de l'espérance de vie aux États-Unis en un peu plus d'un an. [source]

6. La mortalité covovide reflète exactement la courbe de mortalité naturelle. Des études statistiques menées au Royaume-Uni et en Inde ont montré que la courbe de la "mort par Covid" suit presque exactement la courbe de la mortalité attendue :



Chances of dying from coronavirus v normal annual risk

Risk of dying each year by age (GB)



Le risque de décès "dû au Covid" suit, presque exactement, le risque naturel de décès en général.

La légère augmentation pour certains des groupes d'âge plus élevés peut être expliquée par d'autres facteurs [faits 7, 9 et 19].

7. Il y a eu une augmentation massive de l'utilisation de DNR "illégaux". Les organismes de surveillance et les agences gouvernementales ont signalé une augmentation considérable de l'utilisation des ordonnances de non-réanimation (DNR) au cours des vingt derniers mois.

Aux États-Unis, les hôpitaux ont envisagé des "DNR universels" pour tout patient testé positif au Covid, et des infirmières dénonciatrices ont admis que le système DNR était abusé à New York.

Au Royaume-Uni, on a constaté une augmentation "sans précédent" du nombre d'ordonnances de non-réanimation "illégaux" pour les personnes handicapées. Les cabinets de médecins généralistes ont envoyé des lettres aux patients en fin de vie pour leur recommander de signer des ordonnances de non-réanimation, tandis que d'autres médecins ont signé des ordonnances de non-réanimation générales pour des maisons de retraite entières.

Une étude réalisée par l'université de Sheffield a révélé que plus d'un tiers de tous les patients "suspects" de Covid avaient un DNR joint à leur dossier dans les 24 heures suivant leur admission à l'hôpital.

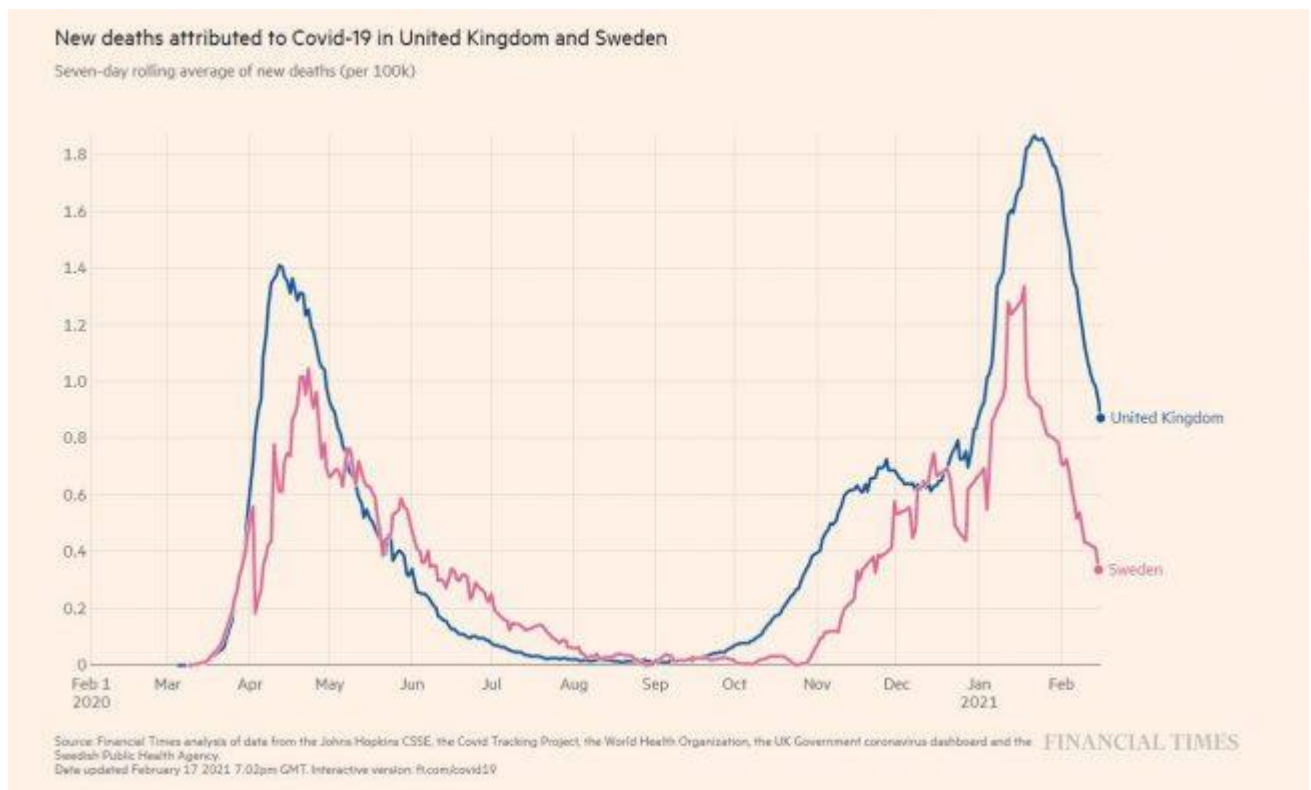
L'utilisation généralisée d'ordonnances DNR forcées ou illégales pourrait expliquer toute augmentation de la mortalité en 2020/21 [Faits 2 & 6].

Partie II : Verrouillages

8. Les lockdowns n'empêchent pas la propagation des maladies. Il n'y a que peu ou pas de preuves que les lockdowns ont un quelconque impact sur la limitation des "décès de Covid". Si l'on compare les régions qui ont procédé à un confinement à celles qui ne l'ont pas fait, on ne voit aucune tendance.



"Décès dus au covid en Floride (pas de confinement) et en Californie (confinement)."



"Décès dus au Covid en Suède (pas de verrouillage) et au Royaume-Uni (verrouillage).

9. Les lockdowns tuent des gens. Il existe des preuves solides que les lockdowns - à travers les dommages sociaux, économiques et de santé publique - sont plus mortels que le "virus".

Le Dr David Nabarro, envoyé spécial de l'Organisation mondiale de la santé pour Covid-19, a décrit les lockdowns comme une "catastrophe mondiale" en octobre 2020 :

Nous, à l'Organisation mondiale de la santé, ne préconisons pas les lockdowns comme principal moyen de lutte contre le virus [...] il semble que nous pourrions avoir un doublement de la pauvreté mondiale d'ici l'année prochaine. Nous pourrions bien avoir au moins un doublement de la malnutrition infantile [...] C'est une terrible, épouvantable catastrophe mondiale."

Un rapport de l'ONU datant d'avril 2020 prévient que des centaines de milliers d'enfants seront tués par l'impact économique des lockdowns, tandis que des dizaines de millions d'autres risquent la pauvreté et la famine.

Le chômage, la pauvreté, le suicide, l'alcoolisme, la toxicomanie et d'autres crises sociales et de santé mentale sont en hausse dans le monde entier. Les opérations chirurgicales et les dépistages manqués ou retardés vont entraîner une augmentation de la mortalité due aux maladies cardiaques, au cancer, etc. dans un avenir proche.

L'impact du confinement expliquerait la légère augmentation de la surmortalité [Faits 2 & 6].

10. Les hôpitaux n'ont jamais été exceptionnellement surchargés. <Mais ils le sont maintenant à cause des politiques covid : beaucoup de traitements, d'analyses, de soins médicaux, etc. ont été retardés et sont maintenant en rattrapage.> Le principal argument utilisé pour défendre le confinement est que "l'aplatissement de la courbe" empêcherait un afflux rapide de cas et protégerait les systèmes de santé de l'effondrement. Mais la plupart des systèmes de santé n'ont jamais été proches de l'effondrement.

En mars 2020, il a été rapporté que les hôpitaux espagnols et italiens débordaient de patients, mais cela se produit à chaque saison de grippe. En 2017, les hôpitaux espagnols étaient à 200 % de leur capacité, et 2015 a vu des

patients dormir dans les couloirs. Un article du JAMA de mars 2020 a révélé que les hôpitaux italiens "fonctionnent généralement à 85-90% de leur capacité pendant les mois d'hiver".

Au Royaume-Uni, le NHS est régulièrement mis à rude épreuve pendant l'hiver.

Dans le cadre de sa politique Covid, le NHS a annoncé au printemps 2020 qu'il allait "réorganiser la capacité des hôpitaux selon de nouvelles méthodes pour traiter séparément les patients Covid et non Covid" et que "par conséquent, les hôpitaux connaîtront des pressions de capacité à des taux d'occupation globaux inférieurs à ce qui aurait été le cas auparavant".

Cela signifie qu'ils ont supprimé des milliers de lits. Pendant une prétendue pandémie mortelle, ils ont réduit le taux d'occupation maximal des hôpitaux. Malgré cela, le NHS n'a jamais ressenti de pression au-delà de la saison de grippe typique, et a parfois eu quatre fois plus de lits vides que la normale.

Au Royaume-Uni et aux États-Unis, des millions ont été dépensés pour des hôpitaux d'urgence temporaires qui n'ont jamais été utilisés.

Partie III : Tests PCR

11. Les tests PCR n'ont pas été conçus pour diagnostiquer les maladies. Le test RT-PCR (Reverse-Transcriptase Polymerase Chain Reaction) est décrit dans les médias comme le "gold standard" pour le diagnostic Covid. Mais l'inventeur de ce procédé, lauréat du prix Nobel, n'a jamais eu l'intention de l'utiliser comme outil de diagnostic, et l'a dit publiquement :

La PCR n'est qu'un procédé qui vous permet de produire une grande quantité de quelque chose à partir de quelque chose. Il ne vous dit pas que vous êtes malade, ou que la chose que vous avez obtenue va vous faire du mal ou quoi que ce soit d'autre."

12. Les tests PCR ont un historique d'imprécision et de manque de fiabilité. Les tests PCR "gold standard" pour le Covid sont connus pour produire beaucoup de résultats faussement positifs, en réagissant à un matériel ADN qui n'est pas spécifique au Sars-Cov-2.

Une étude chinoise a montré qu'un même patient pouvait obtenir deux résultats différents avec le même test le même jour. En Allemagne, on sait que des tests ont réagi à des virus du rhume. Une étude de 2006 a révélé que les tests PCR pour un virus réagissaient également à d'autres virus. En 2007, le recours aux tests PCR a entraîné une "épidémie" de coqueluche qui n'a jamais existé. Aux États-Unis, certains tests ont même réagi à l'échantillon de contrôle négatif.

L'ancien président de la Tanzanie, John Magufuli, a soumis des échantillons de chèvre, de papaye et d'huile de moteur à des tests PCR, qui se sont tous révélés positifs au virus.

Dès février 2020, les experts ont admis que le test n'était pas fiable. Le Dr Wang Cheng, président de l'Académie chinoise des sciences médicales, a déclaré à la télévision d'État chinoise : "La précision des tests n'est que de 30 à 50 %". Sur le site web du gouvernement australien, on peut lire : "Les preuves disponibles pour évaluer la précision et l'utilité clinique des tests COVID-19 disponibles sont limitées." Et un tribunal portugais a jugé que les tests PCR étaient "peu fiables" et ne devaient pas être utilisés pour le diagnostic.

Vous pouvez lire des analyses détaillées des défaillances des tests PCR ici, ici et ici ([here](#), [here](#) and [here](#))

13. Les valeurs CT des tests PCR sont trop élevées. Les tests PCR sont exécutés en cycles, le nombre de cycles que vous utilisez pour obtenir votre résultat est connu comme votre "seuil de cycle" ou valeur CT. Kary Mullis a déclaré : "Si vous devez effectuer plus de 40 cycles [...], il y a quelque chose qui ne va pas du tout avec votre PCR".

Les directives de la MIQE en matière de PCR sont d'accord, puisqu'elles stipulent ce qui suit : " Les valeurs de [CT] supérieures à 40 sont suspectes en raison de la faible efficacité implicite et ne doivent généralement pas être rapportées ", le Dr Fauci lui-même a même admis que tout ce qui dépasse 35 cycles n'est presque jamais cultivable.

Le Dr Juliet Morrison, virologue à l'Université de Californie, Riverside, a déclaré au New York Times : Tout test dont le seuil de cycles est supérieur à 35 est trop sensible... Je suis choquée que les gens puissent penser que 40 [cycles] puissent représenter un positif... Un seuil plus raisonnable serait de 30 à 35".

Dans le même article, le Dr Michael Mina, de l'école de santé publique de Harvard, a déclaré que la limite devrait être de 30. L'auteur poursuit en soulignant que la réduction du TC de 40 à 30 aurait réduit les "cas de covidie" dans certains États jusqu'à 90%.

Les propres données du CDC suggèrent qu'aucun échantillon de plus de 33 cycles ne peut être cultivé, et l'Institut Robert Koch d'Allemagne affirme que rien de plus de 30 cycles n'est susceptible d'être infectieux.

Malgré cela, on sait que presque tous les laboratoires américains effectuent leurs tests à au moins 37 cycles et parfois jusqu'à 45. La "procédure opérationnelle standard" du NHS pour les tests PCR fixe la limite à 40 cycles.

Sur la base de ce que nous savons des valeurs CT, la majorité des résultats des tests PCR sont au mieux douteux.

14. L'Organisation mondiale de la santé (deux fois) a admis que les tests PCR produisaient des faux positifs. En décembre 2020, l'OMS a publié une note d'information sur le processus de PCR indiquant aux laboratoires de se méfier des valeurs CT élevées qui entraînent des résultats faussement positifs :

lorsque les échantillons renvoient une valeur Ct élevée, cela signifie que de nombreux cycles ont été nécessaires pour détecter le virus. Dans certaines circonstances, la distinction entre le bruit de fond et la présence réelle du virus cible est difficile à établir.

Puis, en janvier 2021, l'OMS a publié un autre mémo, avertissant cette fois que les tests PCR positifs "asymptomatiques" devaient être retestés car il pouvait s'agir de faux positifs :

Lorsque les résultats du test ne correspondent pas à la présentation clinique, un nouvel échantillon doit être prélevé et retesté en utilisant la même technologie NAT ou une technologie différente.

15. La base scientifique des tests Covid est discutable. Le génome du virus Sars-Cov-2 a soi-disant été séquencé par des scientifiques chinois en décembre 2019, puis publié le 10 janvier 2020. Moins de deux semaines plus tard, des virologues allemands (Christian Drosten et al.) auraient utilisé ce génome pour créer des essais pour les tests PCR.

Ils ont rédigé un article intitulé *Detection of 2019 novel coronavirus (2019-nCoV) by real-time RT-PCR*, qui a été soumis pour publication le 21 janvier 2020, puis accepté le 22 janvier. Cela signifie que l'article a été prétendument "examiné par les pairs" en moins de 24 heures. Un processus qui prend généralement des semaines.

Depuis lors, un consortium de plus de quarante spécialistes des sciences de la vie a demandé le retrait de l'article, en rédigeant un long rapport détaillant dix erreurs majeures dans la méthodologie de l'article.

Ils ont également demandé la publication du rapport d'examen par les pairs du journal, afin de prouver que l'article a réellement été soumis au processus d'examen par les pairs. Le journal ne s'est pas encore exécuté.

Les tests de Corman-Drosten sont à la base de tous les tests PCR de Covid dans le monde. Si l'article est douteux, chaque test PCR l'est aussi.

Partie IV : "Infection asymptomatique"

16. La majorité des infections Covid sont "asymptomatiques". Dès mars 2020, des études réalisées en Italie suggéraient que 50 à 75% des tests Covid positifs ne présentaient aucun symptôme. Une autre étude britannique datant d'août 2020 a révélé que 86 % des "patients Covid" ne présentaient aucun symptôme viral.

Il est littéralement impossible de faire la différence entre un "cas asymptomatique" et un résultat de test faussement positif.

17. Il existe très peu de preuves à l'appui du prétendu danger de "transmission asymptomatique". En juin 2020, le Dr Maria Van Kerkhove, chef de l'unité des maladies émergentes et des zoonoses de l'OMS, a déclaré :

D'après les données dont nous disposons, il semble encore rare qu'une personne asymptomatique transmette effectivement le virus à un individu secondaire".

Une méta-analyse des études Covid, publiée par le Journal of the American Medical Association (JAMA) en décembre 2020, a révélé que les porteurs asymptomatiques avaient moins de 1 % de chances d'infecter les personnes de leur foyer. Une autre étude, réalisée sur la grippe en 2009, a trouvé :

...des preuves limitées pour suggérer l'importance de la transmission [asymptomatique]. Le rôle des personnes asymptomatiques ou présymptomatiques infectées par la grippe dans la transmission de la maladie a peut-être été surestimé..."

Étant donné les défauts connus des tests PCR, de nombreux "cas asymptomatiques" peuvent être des faux positifs [fait 14].

Partie V : Ventilateurs

18. La ventilation n'est PAS un traitement pour les virus respiratoires. La ventilation mécanique n'est pas, et n'a jamais été, un traitement recommandé pour les infections respiratoires, quelles qu'elles soient. Dans les premiers jours de la pandémie, de nombreux médecins ont remis en question l'utilisation des ventilateurs pour traiter le "Covid".

Dans The Spectator, le Dr Matt Strauss a déclaré :

Les ventilateurs ne guérissent aucune maladie. Ils peuvent remplir vos poumons d'air lorsque vous êtes incapable de le faire vous-même. Dans la conscience du public, ils sont associés aux maladies pulmonaires, mais ce n'est en fait pas leur application la plus courante ou la plus appropriée.

Le Dr Thomas Voshaar, pneumologue allemand et président de l'Association des cliniques pneumatologiques, a déclaré :

Lorsque nous avons lu les premières études et rapports en provenance de Chine et d'Italie, nous nous sommes immédiatement demandé pourquoi l'intubation y était si courante. Cela contredisait notre expérience clinique de la pneumonie virale.

Malgré cela, l'OMS, les CDC, l'ECDC et le NHS ont tous "recommandé" de ventiler les patients atteints de Covid au lieu d'utiliser des méthodes non invasives.

Il ne s'agissait pas d'une politique médicale visant à traiter au mieux les patients, mais plutôt à réduire la propagation hypothétique du Covid en empêchant les patients d'expirer des gouttelettes d'aérosol.

19. Les ventilateurs ont tué des gens. Mettre une personne sous ventilateur qui souffre de la grippe, d'une pneumonie, d'une maladie pulmonaire obstructive chronique, ou de toute autre condition qui restreint la respiration ou affecte les poumons, ne soulagera aucun de ces symptômes. En fait, il est presque certain que cela les aggravera, et que beaucoup d'entre eux en mourront.

Les tubes d'intubation sont une source potentielle d'infection connue sous le nom de "pneumonie associée au ventilateur", qui, selon les études, touche jusqu'à 28 % de toutes les personnes placées sous ventilateur et tue 20 à 55 % des personnes infectées.

La ventilation mécanique endommage également la structure physique des poumons, entraînant des "lésions pulmonaires induites par le ventilateur", qui peuvent avoir un impact considérable sur la qualité de vie, voire entraîner la mort.

Les experts estiment que 40 à 50 % des patients ventilés meurent, quelle que soit leur maladie. Dans le monde, entre 66 et 86 % de tous les "patients Covid" placés sous ventilateur sont morts.

Selon l'"infirmière sous couverture", les ventilateurs étaient utilisés si incorrectement à New York qu'ils détruisaient les poumons des patients :



Cette politique était au mieux une négligence, au pire un meurtre délibéré. Cette mauvaise utilisation des ventilateurs pourrait expliquer toute augmentation de la mortalité en 2020/21 [Faits 2 & 6].

Partie VI : Les masques

20. Les masques ne fonctionnent pas. Au moins une douzaine d'études scientifiques ont montré que les masques ne font rien pour arrêter la propagation des virus respiratoires.

Une méta-analyse publiée par les CDC en mai 2020 n'a trouvé "aucune réduction significative de la transmission de la grippe avec l'utilisation de masques".

Une autre étude portant sur plus de 8000 sujets a révélé que les masques "ne semblaient pas être efficaces contre les infections respiratoires virales confirmées en laboratoire ni contre les infections respiratoires cliniques."

Il y en a littéralement trop pour les citer toutes, mais vous pouvez les lire : [1] [2] [3] [4] [5] [6] [7] [8] [9] [10]
Ou lire un résumé par SPR ici.

Bien que certaines études aient été faites en prétendant montrer que le masque fonctionne pour Covid, elles sont

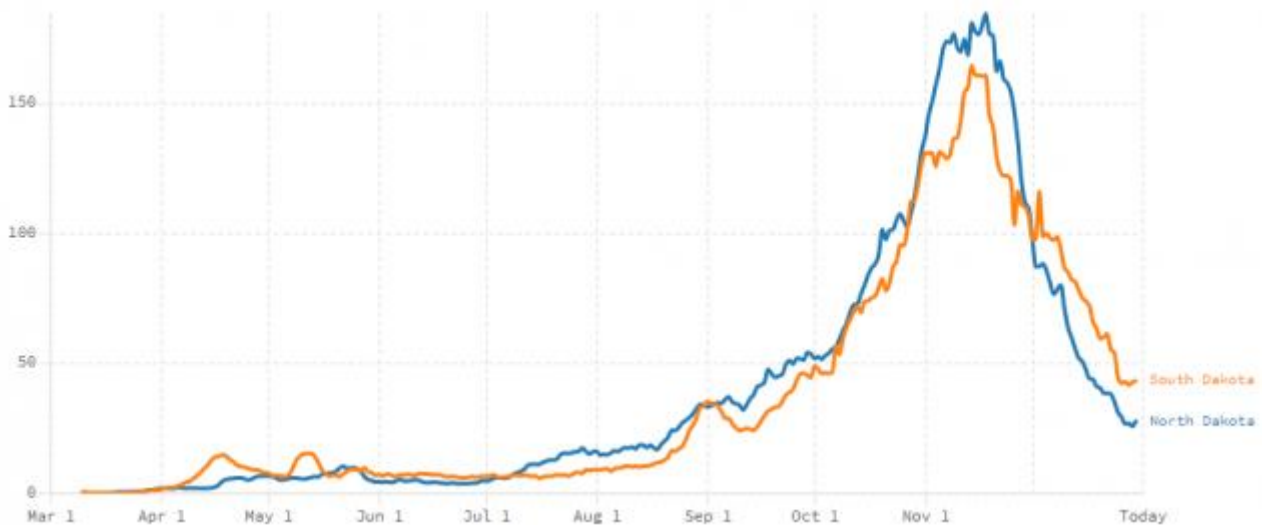
toutes sérieusement défectueuses. L'une d'entre elles s'appuyait sur des enquêtes autodéclarées comme données. Une autre était si mal conçue qu'un panel d'experts a demandé son retrait. Une troisième a été retirée après que ses prédictions se soient avérées totalement erronées.

L'OMS a commandé sa propre méta-analyse dans le Lancet, mais cette étude ne portait que sur les masques N95 et uniquement dans les hôpitaux. [Pour un compte rendu complet des mauvaises données de cette étude, cliquez [ici](#)].

Outre les preuves scientifiques, il existe de nombreuses preuves dans le monde réel que les masques ne font rien pour arrêter la propagation des maladies.

Par exemple, le Dakota du Nord et le Dakota du Sud ont enregistré des chiffres de cas presque identiques, bien que l'un d'eux ait imposé le port du masque et l'autre non :

CASES PER 100K POPULATION IN NORTH DAKOTA AND SOUTH DAKOTA



Au Kansas, les comtés sans obligation de porter un masque ont en fait enregistré moins de "cas" de Covid que les comtés avec obligation de porter un masque. Et bien que les masques soient très courants au Japon, ce pays a connu en 2019 sa pire épidémie de grippe depuis des décennies.

21. Les masques sont mauvais pour la santé. Porter un masque pendant de longues périodes, porter le même masque plus d'une fois, et d'autres aspects des masques en tissu peuvent être mauvais pour votre santé. Une longue étude sur les effets néfastes du port de masque a récemment été publiée par l'International Journal of Environmental Research and Public Health.

Le Dr James Meehan a signalé en août 2020 qu'il constatait une augmentation des pneumonies bactériennes, des infections fongiques, des éruptions cutanées sur le visage .

Les masques sont également connus pour contenir des microfibrilles de plastique, qui endommagent les poumons lorsqu'elles sont inhalées et peuvent être potentiellement cancérogènes.

Les enfants qui portent des masques respirent par la bouche, ce qui entraîne des déformations faciales.

Des personnes du monde entier se sont évanouies à cause d'un empoisonnement au CO2 alors qu'elles portaient leur masque, et certains enfants en Chine ont même subi un arrêt cardiaque soudain.

22. Les masques sont mauvais pour la planète. Des millions et des millions de masques jetables ont été utilisés chaque mois pendant plus d'un an. Un rapport de l'ONU a révélé que la pandémie de Covid19 entraînera

probablement un doublement des déchets plastiques au cours des prochaines années, et la grande majorité de ces déchets sont des masques.

Le rapport poursuit en avertissant que ces masques (et d'autres déchets médicaux) vont obstruer les systèmes d'égouts et d'irrigation, ce qui aura des répercussions sur la santé publique, l'irrigation et l'agriculture.

Une étude de l'université de Swansea a révélé que "des métaux lourds et des fibres de plastique étaient libérés lorsque des masques jetables étaient immergés dans l'eau". Ces matériaux sont toxiques pour les personnes et la faune.

Partie VII : Les vaccins

23. Les "vaccins" Covid sont totalement inédits. Avant 2020, aucun vaccin réussi contre un coronavirus humain n'avait jamais été développé. Depuis, nous en avons prétendument fabriqué 20 en 18 mois.

Les scientifiques tentent de développer un vaccin contre le SRAS et le MERS depuis des années, sans grand succès. Certains des vaccins ratés contre le SRAS ont en fait provoqué une hypersensibilité au virus du SRAS. Cela signifie que les souris vaccinées pouvaient potentiellement contracter la maladie plus gravement que les souris non vaccinées. Une autre tentative a provoqué des lésions hépatiques chez les furets.

Alors que les vaccins traditionnels fonctionnent en exposant l'organisme à une souche affaiblie du micro-organisme responsable de la maladie, ces nouveaux vaccins Covid sont des vaccins à ARNm.

Les vaccins à ARNm (acide ribonucléique messager) fonctionnent théoriquement en injectant l'ARNm viral dans l'organisme, où il se réplique à l'intérieur de vos cellules et encourage votre corps à reconnaître et à fabriquer des antigènes pour les "protéines de pointe" du virus. Ils font l'objet de recherches depuis les années 1990, mais avant 2020, aucun vaccin à ARNm n'a jamais été autorisé.

24. Les vaccins ne confèrent pas d'immunité et ne préviennent pas la transmission. On admet volontiers que les "vaccins" Covid ne confèrent pas l'immunité contre l'infection et n'empêchent pas de transmettre la maladie à d'autres. En effet, un article du British Medical Journal a souligné que les études sur les vaccins n'étaient pas conçues pour essayer de déterminer si les "vaccins" limitaient la transmission.

Les fabricants de vaccins eux-mêmes, lors de la mise sur le marché des thérapies géniques à ARNm non testées, ont clairement indiqué que l'"efficacité" de leur produit était basée sur la "réduction de la gravité des symptômes".

25. Les vaccins ont été fabriqués à la hâte et leurs effets à long terme sont inconnus. Le développement de vaccins est un processus lent et laborieux. Habituellement, il faut de nombreuses années pour passer du développement à l'essai et enfin à l'approbation de l'utilisation publique. Les différents vaccins pour Covid ont tous été développés et approuvés en moins d'un an. Il est évident qu'il ne peut y avoir de données de sécurité à long terme sur des produits chimiques qui ont moins d'un an.

Pfizer admet même que c'est vrai dans la fuite du contrat de fourniture entre le géant pharmaceutique et le gouvernement albanais :

les effets à long terme et l'efficacité du vaccin ne sont pas actuellement connus et qu'il peut y avoir des effets indésirables du vaccin qui ne sont pas actuellement connus.

En outre, aucun des vaccins n'a été soumis à des essais appropriés. Nombre d'entre eux n'ont pas fait l'objet d'essais précoces et les derniers essais sur l'homme n'ont pas été évalués par des pairs, n'ont pas publié leurs données, ne seront pas terminés avant 2023 ou ont été abandonnés après des "effets indésirables graves".

26. Les fabricants de vaccins se sont vu accorder une indemnité légale s'ils causent des dommages. Aux

États-Unis, la loi sur la préparation et l'état de préparation aux situations d'urgence (PREP) accorde une immunité jusqu'en 2024 au moins.

La loi européenne sur l'homologation des produits fait de même, et l'on signale l'existence de clauses de responsabilité confidentielles dans les contrats que l'UE a signés avec les fabricants de vaccins.

Le Royaume-Uni est allé encore plus loin, en accordant une indemnité légale permanente au gouvernement, et à tout employé de celui-ci, pour tout préjudice causé lorsqu'un patient est traité pour le Covid19 ou un "Covid19 suspecté".

Là encore, la fuite du contrat albanais suggère que Pfizer, au moins, a fait de cette indemnité une exigence standard de la fourniture des vaccins Covid :

L'acheteur accepte par la présente d'indemniser, de défendre et de dégager de toute responsabilité Pfizer [...] en cas de poursuites, de réclamations, d'actions, de demandes, de pertes, de dommages, de responsabilités, de règlements, de pénalités, d'amendes, de coûts et de dépenses...

Partie VIII : Déception et prescience

27. L'UE préparait des "passeports vaccinaux" au moins un an avant le début de la pandémie. Les contre-mesures proposées par le COVID, présentées au public comme des mesures d'urgence improvisées, existent depuis avant l'émergence de la maladie.

Deux documents de l'UE publiés en 2018, l'"État de la confiance dans les vaccins en 2018" et un rapport technique intitulé "Conception et mise en œuvre d'un système d'information sur la vaccination" ont discuté de la plausibilité d'un système de suivi de la vaccination à l'échelle de l'UE.

Ces documents ont été regroupés dans la "feuille de route pour la vaccination" de 2019, qui (entre autres) établissait une "étude de faisabilité" sur les passeports vaccinaux devant commencer en 2019 et se terminer en 2021 :



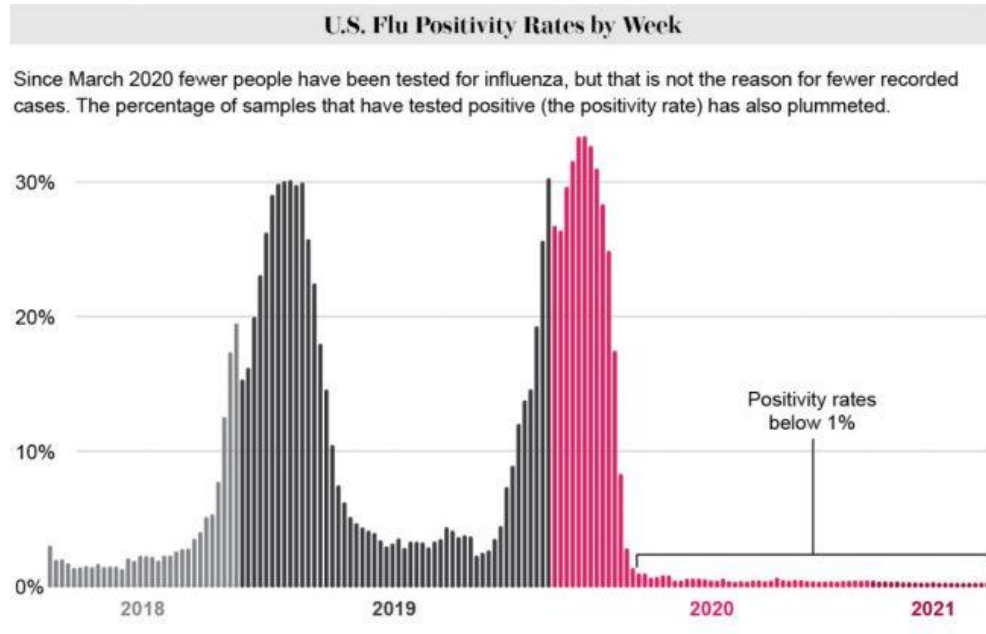
Les conclusions finales de ce rapport ont été rendues publiques en septembre 2019, un mois seulement avant l'événement 201 (ci-dessous).

28. Un "exercice d'entraînement" a prédit la pandémie quelques semaines seulement avant son déclenchement. En octobre 2019, le Forum économique mondial et l'université Johns Hopkins ont organisé l'événement 201. Il s'agissait d'un exercice d'entraînement basé sur un coronavirus zoonotique déclenchant une pandémie mondiale. L'exercice était parrainé par la Fondation Bill et Melinda Gates et GAVI, l'alliance pour les

vaccins.

L'exercice a publié ses conclusions et recommandations en novembre 2019 sous la forme d'un "appel à l'action". Un mois plus tard, la Chine a enregistré son premier cas de "Covid".

29. Depuis le début de l'année 2020, la grippe a "disparu". Aux États-Unis, depuis février 2020, les cas de grippe auraient chuté de plus de 98 %.



Ce n'est pas seulement les États-Unis non plus, au niveau mondial, la grippe a apparemment presque complètement disparu.

Pendant ce temps, une nouvelle maladie appelée "Covid", qui présente des symptômes identiques et un taux de mortalité similaire à celui de la grippe, touche apparemment toutes les personnes normalement touchées par la grippe.

30. L'élite a fait fortune pendant la pandémie. Depuis le début du verrouillage, les personnes les plus riches se sont considérablement enrichies. Forbes a rapporté que 40 nouveaux milliardaires ont été créés "en combattant le coronavirus", dont 9 sont des fabricants de vaccins.

Selon Business Insider, "les milliardaires ont vu leur valeur nette augmenter d'un demi-billion de dollars" d'ici à octobre 2020.

Il est clair que ce chiffre sera encore plus important à l'heure actuelle.

*

Ce sont les faits essentiels de la pandémie, présentés ici comme une ressource pour aider à formuler et à soutenir vos arguments avec des amis ou des inconnus. Merci à tous les chercheurs qui ont rassemblé et rassemblé ces informations au cours des vingt derniers mois, en particulier Swiss Policy Research.

▲ RETOUR ▲

Gros con causer & le retour du nucléaire

par Nicolas Casaux 15 novembre 2021

Jean-Pierre : toujours se méfier de Nicolas Casaux. C'est l'auteur le plus hypocrite qui existe. Ses dénonciations sont pertinentes (c'est pourquoi je le publie), mais il n'explique jamais (alors qu'il faudrait qu'il l'explique dans chacun de ses articles) que ses solutions réduiraient de 95 % la population mondiale.



Un titre subtil, je sais. Comme une centrale nucléaire en plaine.

« *Marine Le Pen veut rouvrir la centrale nucléaire de Fessenheim* » (France bleu) et construire six EPR. Éric Zemmour renchérit : il en propose dix. Qui dit mieux ?! Pendant son allocution du 9 novembre 2021, Emmanuel Macron a confirmé la construction de nouveaux réacteurs nucléaires électriques en France, de type EPR, « dans l'optique de répondre aux ambitions climatiques et énergétiques du pays ». Arnaud Montebourg se déclare également favorable à la construction de nouvelles centrales nucléaires en France. Bref, le nucléaire s'invite dans la campagne pestilentielle.

& pour ce faire, il s'est trouvé des partisans-promoteurs tout à fait dans l'air (vicié) des temps cybernétiques : les « youtubeurs » suffisamment suivis pour être qualifiés d'« influenceurs ». Un des plus fameux d'entre eux (près d'un million de suiveurs sur Facebook), Ludovic Torbey, figure de proue de la chaîne « Osons Causer », s'est récemment fendu de deux vidéos pronucléaires, et se réjouit : « la majorité des Français pensait que [le nucléaire] c'était mauvais pour le climat ; et cette opinion est en train de changer, car les gens s'informent^[1]. » Et s'informent en partie au travers de son travail, grâce à lui ! Quelle fierté de pouvoir dire qu'on participe au développement du glorieux nucléaire !

Inutile de revenir sur le gros de ce qu'il raconte dans ces récentes vidéos. À vrai dire, c'est parce qu'il passe toujours à côté de l'essentiel que ses propos posent problème. Peu importe que les déchets nucléaires soient moins nombreux et moins dangereux que ne le croient certains, peu importe que leur durée de vie soit moindre, etc.

Le problème du nucléaire est pour partie (mais pas entièrement) le même que le problème de toutes les autres sources industrielles de production d'énergie. La critique du nucléaire devrait donc toujours aller de pair avec une critique de toutes les formes industrielles de production d'énergie. Pour le comprendre, onfray bien de prendre appui sur un très grand philosophe :

« Le nucléaire civil permet le confort bourgeois auquel personne ne s'oppose, à droite comme à gauche [...]. L'électricité nourrit les appareils domestiques qui simplifient la vie — la machine à laver au lieu du lavoir, le four au lieu de la cheminée, le radiateur au lieu du mirus, le néon au lieu de la bougie, le réfrigérateur au lieu du garde-manger... Elle alimente les instruments de communication — les batteries

du téléphone portable, le secteur des ordinateurs, le transformateur des télévisions. Qui oserait aujourd'hui inviter à vivre sans électricité ?

Dès lors, la question est simple : soit on refuse l'électricité et le problème de sa production nucléaire disparaît ; soit on est condamné à sa production. Et ses formes renouvelables ? Séduisantes, à la mode, dans le vent de l'écologie, certes, mais, semble-t-il, insuffisantes pour les besoins quotidiens et réguliers de notre consommation actuelle. Le photovoltaïque, la biomasse, l'éolien, l'hydraulique fonctionnent en appoint, mais ne suffisent pas à répondre à la totalité du considérable besoin d'énergie de nos civilisations.^[2] »

« *Qui oserait aujourd'hui inviter à vivre sans électricité* » ? Qui oserait remettre en question le « confort bourgeois », l'idéologie bourgeoise de l'« émancipation » (délivrance) ? Certainement pas Onfray, certainement aucun des soi-disant « philosophes » médiatiques, certainement aucun « homme politique », certainement aucun des innombrables dévots de la religion du Progrès, fanatiques de l'aliénation, champions d'une soumission durable à l'ordre technologique existant. « Condamnés » à produire de l'électricité, à perpétuer le système techno-industriel, nous nous y obligeons.

Et puis, notre vie se trouve tellement « simplifiée » par la technologie, véritable merveille de l'univers (de création humaine !). Grâce à elle, nous sommes tout de même passés de la vie pénible, angoissante, triste, terne, violente, froide (glagla), harassante et compliquée des chasseurs-cueilleurs et des sociétés paysannes à l'existence idyllique et limpide du chômeur (Cerfa N°12919*01) dépressif.

« En réalité, comme le note **Yves-Marie Abraham**, la poursuite de l'électrification du monde, qu'il s'agisse par exemple d'adopter la voiture électrique ou de soutenir les progrès de l'Intelligence dite artificielle, ne fait qu'aggraver le désastre auquel elle prétend remédier. Elle contribue en outre à nous rendre toujours plus dépendant·e·s de macrosystèmes au sein desquels nous finissons par jouer le rôle de simples rouages... ou de microprocesseurs. Si nous tenons à la vie et à la liberté, nous n'avons pas d'autre choix que d'entreprendre la désélectrification de nos sociétés^[3]. »

Parce qu'en effet, la vie électrique, c'est la vie sous domination étatique, capitaliste, technologique. Parmi les questions que ne posent pas Ludovic Torbey, il y a donc : voulons-nous continuer de vivre sous le règne de l'État et du capitalisme, de la technologie ? Voulons-nous perpétuer ce modèle sociétal ?

Bien entendu, les dévots du Progrès objecteront que la vie électrique *pourrait* ne pas être synonyme de systèmes de domination. Voilà une question qu'il serait intéressant de poser : est-il possible que les êtres humains évoluent dans un monde hautement technologique, électrique, et à la fois réellement démocratique, juste, égalitaire, favorisant au maximum la liberté de chacun ?

Mais avant de tenter d'esquisser une réponse, un bref rappel. Sur le plan écologique, à l'instar de l'immense majorité des partisans du nucléaire aussi bien que des énergies dites renouvelables, Ludovic Torbey passe largement à côté de ce fait que la production d'énergie est loin d'être (directement, en elle-même) la seule source de dégradations environnementales. Effectivement, le ravage en cours de la planète, de tous ses écosystèmes, ne découle pas uniquement, ni même principalement, des implications directes de la production ou de l'obtention d'énergie par la civilisation industrielle. Il résulte surtout de ses implications indirectes : de ses usages de l'énergie. Peu importe qu'une machine à ratiboiser des bassins versants soit alimentée par une pile à hydrogène, des panneaux solaires hautement performants ou un mini-réacteur nucléaire ; peu importe que les excavatrices fonctionnent à l'éolien, à la biomasse ou au nucléaire ; peu importe que l'armée et l'industrie de l'armement utilisent plutôt des énergies dites « vertes » que du nucléaire ; peu importe les sources d'énergie qu'utilisent les différents secteurs industriels responsables d'un éventail très divers de pollutions et destructions écologiques. Les usages de l'énergie que produit ou qu'obtient la civilisation industrielle (peu importe sa provenance) ne sont quasiment jamais bénéfiques pour la nature, tout au contraire. Dès lors, il apparaît terriblement absurde de

rechercher une source d'énergie abondante, voire illimitée. Si la civilisation parvenait à mettre la main sur une telle chose, cela induirait probablement une dévastation environnementale sans précédent.

Bertrand Louart remarque à ce propos :

« Imaginons un instant qu'ITER fonctionne et que l'on dispose effectivement d'une énergie abondante pour presque rien et presque pas de déchets ; bref, que se réalisent toutes les promesses de la propagande technoscientifique. Il ne serait alors pas exagéré de dire que nous connaîtrions la plus grande catastrophe de tous les temps ; rien ne pourrait arriver de pire pour compromettre l'avenir de l'humanité et de la vie sur Terre. En effet, qu'est-ce que l'énergie, sinon ce qui nous donne un pouvoir sur la matière ? Or la matière n'est rien d'autre que la substance du monde : c'est vous et moi, la nature dans laquelle nous vivons et le support de la vie elle-même. L'énergie est en fin de compte la capacité à transformer le monde.

Si ITER réalise la fusion nucléaire, qui donc maîtrisera l'énergie considérable qu'il produira ? Ni vous ni moi, bien évidemment, mais avant tout les États et les industriels qui ont investi des milliards d'euros dans ce projet. Et que feront-ils de l'énergie illimitée dont ils disposeront alors ? Peut-on croire un seul instant que, lorsque plus rien ne les retiendra, ils se montreront plus raisonnables et précautionneux dans son usage qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent ?

Si les États et les grands groupes industriels disposaient enfin d'une énergie illimitée, ils s'en serviraient de la même manière qu'ils l'ont fait ces cinquante dernières années : la logique d'accumulation abstraite de puissance propre à ces organisations démesurées prendrait un nouvel essor, et les tendances destructrices que l'on a vues à l'œuvre depuis les débuts de l'ère nucléaire seraient portées à leur paroxysme. Ces grands appareils seraient alors totalement affranchis des puissances — la nature et la société — qui limitaient jusqu'alors tant bien que mal (et en réalité de plus en plus mal) leur ambition et leur prétention à détenir la toute-puissance. Plus aucune contrainte ne viendrait limiter leur capacité à transformer le monde, c'est-à-dire à exploiter la nature et à dominer les hommes pour leur avantage. ITER serait alors réellement la fabrique du capitalisme et de l'État sous leur forme absolue, c'est-à-dire totalitaire^[4]. »

Sur le plan social, effectivement, toutes les technologies modernes, toutes les machines (y compris celles qui servent à produire ou obtenir de l'énergie), sont autant de produits du système économique, politique et technologique issu de la conjonction de la puissance de l'État et de celle du capitalisme. Système qui, comme beaucoup l'ont remarqué, écrase et dépossède les êtres humains, partout sur Terre. Or, selon toute probabilité, toute logique, toutes les technologies modernes, toutes les machines (y compris celles qui servent à produire ou obtenir de l'énergie), sont indissociables de l'existence de ce système — du moins d'un certain nombre de ses caractéristiques fondamentales (démesure, division hiérarchique et technique du travail, complexité sociotechnique, etc.) — et par-là même incompatibles avec la démocratie réelle, la justice, l'équité, la liberté. La question est donc : souhaitons-nous la perpétuation d'un tel système ? Le génie d'Osons Causer répond : oui. L'important, à ses yeux : « assurer nos systèmes sociaux, relancer l'économie après la crise du Covid^[5] ». Bien entendu, si l'économie n'était pas relancée, si le système s'effondrait, il perdrait sa clientèle. Voilà le drame.

La réponse que donnent nombre de populations indigènes de par le monde, souhaitant simplement qu'on les laisse tranquilles, pouvoir continuer de vivre et de se gouverner comme elles l'entendent : « Nous nous battons pour ne pas avoir de routes et d'électricité — cette forme d'autodestruction qui est appelée “développement” c'est précisément ce que nous essayons d'éviter^[6]. »

La cheffe Caleen Sisk, de la tribu Winnemem Wintu, originaire de Californie du Nord, souligne :

« Croyez-le ou non, nous pouvons vivre sans électricité, c'est ainsi que nous avons vécu pendant de nombreuses années, avant qu'elle n'arrive. L'électricité est accessoire. Cependant, personne au monde, rien au monde, ne saurait vivre sans eau, sans une eau propre^[7]. »

Dans le monde industrialisé, les principaux opposants au nucléaire dénoncent depuis longtemps le fait qu'il requiert et favorise tout particulièrement la domination étatique. Comme on pouvait le lire dans la Plateforme du comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous ! » en 1987 :

« [...] l'exploitation et la gestion des installations nucléaires, tant civiles que militaires, renforcent la mainmise totalitaire de l'État sur la société et ce quelle que soit la nature affichée des régimes considérés, à l'Ouest comme à l'Est. »

Et ainsi que le notait Roger Belbéoch, ingénieur antinucléaire, le développement massif du nucléaire en France est issu de « la structure particulièrement centralisée de l'État français, la formation de ses cadres techniques et de ceux de la grande industrie par le système des grandes écoles (Polytechnique), l'existence des corps d'ingénieurs (corps des Mines)^[8] ».

Autrement dit, la spécificité du nucléaire, en regard des autres formes de production industrielle d'énergie, c'est qu'il incarne, du fait de ses implications sociales et matérielles (complexité technique, déchets hautement dangereux, sensibles, catastrophes potentielles à prévoir et gérer, etc.), la technologie autoritaire par excellence^[9].

La plupart des partisans du nucléaire reconnaissent d'ailleurs sans ambages qu'il requiert des structures organisationnelles rigides, hiérarchiques, autoritaires. Dans leur livre plaidoyer en faveur du nucléaire^[10], Dominique Louis et Jean-Louis Ricaud, ingénieurs et dirigeants de l'entreprise Assystem (spécialisée en ingénierie et gestion de projets d'infrastructures critiques et complexes), célèbrent l'exemple de la Chine et remarquent que les défis que pose le nucléaire « ne peuvent être relevés sans une gouvernance internationale indépendante et dotée d'autorité, pierre angulaire de la sûreté et de la sécurité d'un secteur par essence transnational ».

En encourageant l'acceptation du nucléaire, les « youtubeurs » nucléaristes encouragent, outre la poursuite du ravage industriel du monde, l'acceptation de l'État, du capitalisme, la soumission au système social, économique, politique et technologique contemporain, aux faux besoins et aux contraintes qu'il nous impose.

Sans nucléaire, sans panneaux solaires photovoltaïques, sans éoliennes, sans réfrigérateurs, sans radiateurs, sans fours et sans machines à laver — n'en déplaise à Onfray et aux adorateurs du « confort bourgeois » — l'espèce humaine a prospéré durant des centaines de milliers d'années. En revanche, en à peine un siècle de technologisation, d'industrialisation du monde, la planète a été ravagée, d'innombrables écosystèmes ont été détruits, tandis que la plupart des autres sont endommagés ou pollués. Et la majorité des êtres humains se sont retrouvés sous le joug d'un impitoyable système de dominations impersonnelles^[11] organisé à l'échelle planétaire. La question que tout cela devrait nous amener à nous poser est moins : « êtes-vous pour ou contre le nucléaire ? », ou « pour ou contre les renouvelables ? » — que : l'humanité et la nature survivront-elles au développement technologique ? Quoi qu'il en soit, si vous souhaitez que tout continue, n'hésitez pas : aux prochaines mascarades électorales, votez pour un maître industrialiste — qu'il soit pour une société industrielle nucléaire ou carburant au « 100% renouvelables » importe peu.

Nicolas Casaux

-
1. <https://journal.ccas.fr/ludovic-torbey-asons-causer-lenergie-na-jamais-ete-un-sujet-aussi-sexy/> ↑
 2. Onfray, « Catastrophe de la pensée catastrophiste », *Le Point*, 2011 ↑
 3. <https://polemos-decroissance.org/le-prix-de-lelectricite-essai-de-contribution-a-lencyclopedie-des-nuisances/> ↑
 4. <https://sniadecki.wordpress.com/2011/11/22/iter-01/> ↑
 5. <https://journal.ccas.fr/ludovic-torbey-asons-causer-lenergie-na-jamais-ete-un-sujet-aussi-sexy/> ↑

6. Ati Quigua, Arhuacos de « Colombie », lors d'un évènement onusien. <https://atiquigua.co/united-nations-indigenous-women/> ↑
7. <https://www.youtube.com/watch?v=U4KFKWYfQa8> ↑
8. Roger Belbéoch, « Société nucléaire », 1990. ↑
9. Cf. : « De la cuillère en plastique à la centrale nucléaire : le despotisme techno-industriel » : <https://www.partage-le.com/2020/04/25/de-la-cuillere-en-plastique-a-la-centrale-nucleaire-un-meme-despotisme-industriel-par-nicolas-casaux/> ↑
10. *Énergie nucléaire, le vrai risque*, Dominique Louis, Jean-Louis Ricaud, 2020. ↑
11. <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2016-2-page-59.htm> ↑

▲ RETOUR ▲

Le grand mois du mouvement de désinvestissement

Par John R. Platt, publié initialement par The Revelator. 16 novembre 2021



resilience



Les investisseurs, les fondations, les universités et les gouvernements ont retiré leurs actifs des entreprises de combustibles fossiles en nombre record en octobre.

La pression exercée depuis des décennies pour que les grands fonds d'investissement retirent leur argent du pétrole, du gaz et du charbon destructeurs a fait plusieurs grands pas en avant au cours du mois dernier. L'un des plus importants s'est produit le 18 octobre lorsque la Fondation Ford, un organisme à but non lucratif fondé sur les bénéfices du moteur à combustion, a annoncé qu'elle allait retirer ses fonds de dotation des entreprises de combustibles fossiles.

La fondation a également promis d'investir dans des entreprises et des fonds d'énergie renouvelable qui "répondent à la menace du changement climatique et soutiennent la transition vers une économie verte".

Les combustibles fossiles représentent un pourcentage relativement faible du portefeuille d'investissement total de la Fondation Ford, mais même une fraction fait une énorme différence quand on vaut 16 milliards de dollars.

C'est un point que les militants et les organisateurs communautaires ont fait valoir de plus en plus régulièrement au cours de la dernière décennie. Et leur succès croissant montre que les voix collectives pour le changement peuvent faire la différence.

"La plupart des gens n'ont pas de puits de pétrole dans leur jardin, mais tout le monde vit près d'une source d'argent", déclare le militant pour le climat Bill McKibben. "Ainsi, la lutte contre le changement climatique a gagné les campus universitaires, les églises, les syndicats et les fonds de pension. Cela a rendu l'abstrait très réel pour des millions de militants."

McKibben a d'abord plaidé pour le désinvestissement des combustibles fossiles en 2012 comme un moyen de "révoquer la licence sociale de l'industrie des combustibles fossiles."

Aujourd'hui, cet objectif semble encore plus pertinent.

Le 25 octobre, un rapport de l'Organisation météorologique mondiale a révélé que les gaz à effet de serre ont atteint un niveau record l'année dernière. Ce rapport fait suite à celui du Programme des Nations unies pour l'environnement, qui a révélé que les gouvernements du monde entier ont toujours l'intention d'aller bien au-delà des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat et de continuer à extraire des combustibles fossiles - "240 % de plus de charbon, 57 % de plus de pétrole et 71 % de plus de gaz que ce qui serait compatible avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C", l'objectif de l'accord sur le climat.

Dans le même temps, le nombre de faillites d'entreprises de combustibles fossiles a explosé - plus de 100 en 2020 rien qu'aux États-Unis - et leur accès aux capitaux a parfois reculé, même si de nombreuses banques continuent de déverser leur argent dans le pétrole et le gaz.

Mais ce n'est pas si mal pour un mouvement que beaucoup étaient prêts à rayer de la carte il y a quelques années à peine. Aujourd'hui, selon McKibben, le désinvestissement s'est "transformé en ce qui est probablement la plus grande campagne anti-entreprises de l'histoire. Elle n'a pas seulement terni la licence sociale de ces entreprises, mais elle a aussi tellement nui à leur accès au capital que Peabody Coal a déclaré que c'était l'une des causes de leur faillite et que Shell Oil avait déclaré que cela avait un "effet négatif important" sur leurs activités. Puisque leurs activités ont un effet négatif important sur les perspectives de vie sur terre, le retournement de situation est équitable".

En octobre, le revirement est venu de plusieurs fronts, dont 72 institutions religieuses et plusieurs gouvernements locaux. La ville de New York s'est engagée à ce que les investissements de ses fonds de retraite n'entraînent aucune émission nette d'ici 2040, tout en doublant ses investissements dans les énergies propres, l'efficacité et les solutions climatiques. Baltimore a signé une loi visant à atteindre le même objectif d'ici 2050.



Photo : Ric Lander/Friends of the Earth Scotland (CC BY 2.0)

Dans le domaine de l'éducation, l'université de l'Illinois, le Dartmouth College, l'université Loyola, l'université Midwest et l'université de Toronto ont tous annoncé de nouveaux plans de désinvestissement après des années d'organisation par les étudiants.

Des appels similaires lancés par des étudiants ont été lancés ce mois-ci à l'Université polytechnique de Californie et à l'Université de Virginie. Toutes ces initiatives suivent l'exemple de l'université de Harvard, qui a annoncé en septembre son intention de désinvestir sa dotation de 53 milliards de dollars, après près d'une

décennie de protestations.

Comment les autres écoles peuvent-elles faire des progrès similaires ? Dans un essai pour Fast Company, un étudiant organisateur de Harvard a suggéré d'utiliser des tactiques créatives telles que la mise en évidence des risques juridiques et financiers des investissements dans les combustibles fossiles.

Le mouvement de désinvestissement ne fait-il que commencer à se réchauffer ? La pression et la licence sociale dévolue ont même commencé à influencer les décisions des chefs d'entreprise. Ce mois-ci, cinq grands groupes d'investissement, représentant un total de 60 000 milliards de dollars d'actifs, ont appelé les entreprises de services publics dans lesquelles ils détiennent des participations à décarboniser leurs activités d'ici à 2035.

Toutes ces avancées prouvent l'efficacité du mouvement de désinvestissement et l'échec économique des combustibles fossiles, mais tout le monde ne comprend pas le message. Ce mois-ci, un site Web notoirement hostile au climat a qualifié la campagne de désinvestissement de "mouvement le plus stupide de l'histoire". Cela montre à quel point les militants se sont mis dans la peau de ceux qui ont encore le plus à gagner du pétrole, du gaz, du charbon et de la désinformation climatique.

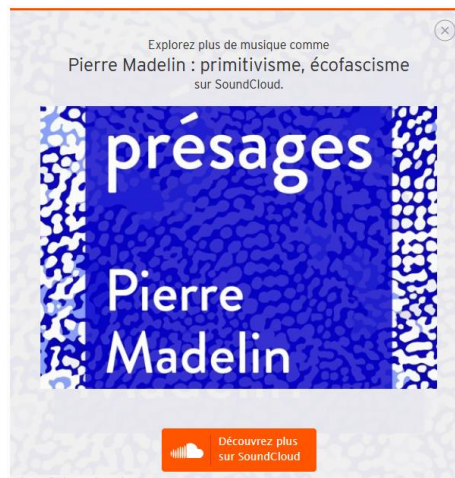
▲ RETOUR ▲

Présages #40 - Pierre Madelin : primitivisme, écofascisme



Pierre Madelin est traducteur et auteur. Son dernier livre, *Faut-il en finir avec la civilisation ?* (Ecosociété), propose une analyse des **courants de pensée « primitivistes » et hostiles à l'idée de « civilisation »**. Ce courant soutient l'idée que le désastre écologique global trouverait sa source au néolithique, lorsque les humains renoncent au mode de vie chasseur-cueilleur et mettent en place la domestication. Cette rupture serait à l'origine de la domination sous toute ses formes ; la domestication étant ainsi conçue comme la matrice de toutes les dominations.

Bien que ces sensibilités à proprement parler soient très peu répandues, on en retrouve certaines idées chez des auteurs tels que Yuval Noah Harari ou Jared Diamond, ainsi qu'au sein de mouvements écologistes, anarchistes et féministes, qui interrogent l'origine de la violence et de la domination, et l'imbrication entre la domination de la nature et les hiérarchies sociales (de classe, de genre et de race).



<https://www.presages.fr/blog/2021/pierre-madelin?fbclid=IwAR05N9vI8dFofshxXcPnQrT8j30CKCXYZJSOGM8xoqWeAKiKGO09Wv2QNIE>

Pierre Madelin entreprend ainsi de démêler les faits et les mystifications quant aux sociétés de chasseurs-cueilleurs. Car, si elles n'étaient pas structurées autour de l'État ou de la productivité capitaliste, elles furent en réalité bien loin de sociétés idéales faites d'égalité, de non-violence et d'harmonie.

Dans la deuxième partie, nous parlons de son article sur l'**écofascisme**, pour tenter d'en donner des définitions, et en comprendre les origines idéologiques et les dangers.

▲ RETOUR ▲

Aimer les enfants, c'est ne pas en avoir

17 novembre 2021 / Par biosphere



C'est un reportage diffusé dans « [Envoyé spécial](#) » le 21 octobre 2021, « [Si tu aimes les enfants ne les met pas au monde](#) ». Alors que la natalité baisse en France depuis cinq ans, certains jeunes se font stériliser parce qu'ils ne veulent pas d'enfants, une opération irréversible mais encore rare. En France, très peu de médecins acceptent de stériliser des jeunes gens de moins de 30 ans sans enfant, même si la loi l'autorise depuis 2001. Motivations environnementales ? Ecoanxiété ? Qu'est-ce qui pousse des jeunes à faire un choix aussi radical ? D'après une étude publiée par la revue scientifique *The Lancet Planetary Health* menée de mai à juin 2021 sur 10 000 jeunes de 16 à 25 ans dans dix pays, 39 % des sondés hésiteraient à avoir des enfants

dans le monde de demain...

Quand on a un enfant, on sait pourquoi on se lève le matin pour aller au boulot. Mais quand on n'a pas de boulot, que penser ? Et quand on a fait de enfants sans y penser ? Avoir un enfant en moins est la mesure la plus politique, la plus socio-économique, la plus écolo qui soit. Diminuer sa consommation de viande, éviter l'avion, renoncer à une voiture... autant de mesures individuelles pour réduire son empreinte carbone. Mais le changement de comportement le plus efficace reste encore de faire moins d'enfants. *Selon l'annualisation de l'estimation que l'on a sur toutes les émissions d'un bébé au cours de sa vie future*, un enfant supplémentaire dans un pays développé pèserait 58 tonnes de CO2 en moyenne par an, tandis que le cumul d'un régime végétarien (en moyenne 0,8 tonne par an), de l'arrêt des voyages en avion (1,6 tonne) et de l'usage d'une voiture (2,4 tonnes) permettrait d'économiser au total 4,8 tonnes par an. Notons qu'un Français émet en moyenne [11,2 tonnes de gaz à effet de serre par an](#).

Nous avons donc l'énorme responsabilité de donner la vie ou non dans le monde tel qu'il devient aujourd'hui : fin des énergies fossiles, réchauffement climatique, épuisement halieutique, stérilisation des terres, stress hydrique, guerres, épidémies, famines, etc... Un couple devrait être terrifié devant une telle décision à prendre. Ce n'est pas l'enfant qui donne un sens à la vie de ses parents ; ce qui compte, c'est la place que cet enfant va pouvoir assumer dans l'équilibre de moins en moins durable des écosystèmes. Le désir égoïste d'enfant devrait s'effacer devant les intérêts d'une biosphère déjà surpeuplée. Dans les pays anglo-saxons des associations de non-parents se sont créées au milieu des années 1980 et ont imposé l'usage du mot *childfree* à la place de *childless*, histoire de montrer que leurs adhérents ne souffrent d'aucun manque. Les [nullipares](#), les femmes n'ayant jamais accouché, existent, c'est parfois leur choix. Il est significatif que le dictionnaire ajoute pourtant : « se dit d'une femelle de mammifère avant sa première gestation ». Comme si les humains étaient voués à la procréation sans limites !

Lire, [Faire moins d'enfants, c'est le geste écolo primordial](#)

Le reportage d'Envoyé spécial se termine par des considérations égoïstes, en résumé : « *Je préfère passer mon temps à voyager plutôt qu'à changer des couches* ». D'un autre côté des femmes (des hommes) deviennent ginks (Green Inclination, No Kids), leur engagement écolo les mène à ne pas avoir d'enfant. Cela peut se comprendre.

Pour rejoindre l'association « Démographie Responsable » :

<https://www.demographie-responsable.org/nous-rejoindre.html>

▲ RETOUR ▲

ÉNERGIE ÉNERGIE...

18 Novembre 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

On nous annonce une nouvelle importante et symbolique. "**Chalair relance un Quimper – Pau pour le ski**". Une activité inutile, le transport aérien, pour une activité inutile, le ski, un loisir.

Sans doute, pas même rentable, sauf subvention locale.

La cour des "contes", démolit le projet macronien de nucléaire : [délais irréalistes](#), coûts minorés, parc insuffisant de toute évidence. Sans compter, bien sûr, qu'EDF n'a simplement, pas les moyens de réaliser ce parc. Il n'existe pas, non plus, le biotope économique et industriel. Bien entendu, la technologie utilisée est aussi en question.

Moi, je rajouterais aussi, [la dépendance aux importations](#). Dépendance européenne qui atteint 97 % pour le pétrole, 44 % pour le charbon et 90 % pour le gaz. Là aussi, effectivement, le nuke fait beaucoup mieux : 100 %.

[l'Europe](#) est elle en train de perdre ses fournisseurs en gaz ? Oui. Ils ont voulu faire la guerre à Loukatchenko, mais celui-ci s'avère TRES coriace. Idéologie du marché qui marche très bien, quand il y a abondance, plus du tout quand il apparaît des problèmes, que ce soit politiques (tension Maroc Algérie, complot anti-bélarus), ou que les contrats à long termes ont été méprisés.

Le gag étant que "l'empire" européen, bute contre quelque chose d'aussi insignifiant que la Biélorussie (10 millions d'habitants et gros fournisseur de potasse), et qu'ils avaient pensé que son président se barrerait avec 2 pelés et 3 tondu dans la rue.

Pour ceux qui se félicite du nucléaire, et de la décision de le reprendre, c'est comme l'effet du confinement des non vaccinés en Autriche (12 heures après !), une simple vue de l'esprit.

D'ailleurs, visiblement, [l'approvisionnement en engrais](#) n'est pas assuré. Plantez des champs entiers de topinambours, devenu plat de luxe (pensez 6 euros le kilo !) qui a l'avantage d'être le plat du fainéant par excellence. Une fois planté, plus besoin de s'en occuper !

Mais il est des raisons [d'être optimiste](#) : « Comme en France on ne produit et on exporte plus rien, nous ne subirons pas les effets du gros ralentissement chinois. Ça a du bon d'être des ~~looser~~ ! » Louzeurs, abruti.

Comme la crise énergétique s'aggrave, on va tous passer au télétravail. Si seulement on était vacciné !

IMMOBILIER : LA GRANDE QUESTION

[Mirlicourtois](#), lui, sombre dans la facilité et le lieu commun, le pavillonnaire, c'est pô bien, ça consomme espace et énergie.

De fait, la grande ville, ça consomme aussi espace et énergie, sans doute de façon plus intensive.

Je doute aussi, réellement, que le parisien épargne beaucoup de temps de transports. De fait, une phrase m'a fait beaucoup rire :

"Les zones d'habitats individuels contraignent aussi les collectivités à entreprendre des travaux, forcément bien plus conséquents qu'en milieu urbain, pour construire les réseaux de routes, d'eau, d'électricité, de gaz, de télécommunication, la mise en place de services de ramassage des ordures ménages, etc. La ville, c'est le royaume des effets d'échelle". De fait, la totalité des réseaux urbains sont bien plus complexes, mais, de plus, il est impossible de les entretenir. Les 12 aqueducs -souterrains- de New York, par exemple, ont vu une émission qui leur était consacré. La seule chose qui fait tenir le béton qui les compose, c'est la pression de l'eau. Ils n'ont pas d'autres choix que d'en construire, constamment, de nouveaux...

la ville du fossile, ne peut, tout bêtement, pas même entretenir ses infrastructures et doit les laisser vieillir... Bien entendu, ce non entretien ou entretien à l'arrache (il n'y a pas d'autre choix) coûte très cher, en argent, comme en énergie. L'entretien est beaucoup plus économique dans le rural.

De même, il n'est pas tenu compte de l'effet induit de la grande agglomération.

D'un autre côté, le nombre de passoires thermiques explose... Et les mises en vente aussi. Les copropriétés sont d'ailleurs souvent très difficilement amendables, techniquement, et ensuite, sociologiquement. Allez dire à des plus de 70 ans qu'il faut rénover leurs logements... Le problème n'est pas déclenché par le gouvernement. Il est ancien. On a bâti des [passoires thermiques](#) dans les années 1960 et début 1970. Avant, les souvenirs de la guerre étaient trop prégnants pour qu'on n'en tienne pas compte. Normal que dans une phase de raréfaction, les dites perdent très rapidement de leur valeur.

En 1960, on prévoyait une "énergie abondante et bon marché. Elle le fut 15 ans. Elle commença à augmenter. Il est probable qu'elle le redevienne vite, mais sans consommateurs.

Là aussi, la seconde guerre mondiale est pleine d'enseignement. On peut avoir très froid chez soi. Il n'y avait pas que dans les camps de concentrations. Là aussi, l'autonomie n'est pas un vain mot.

COURRIER DE LECTEUR... 17/11/2021

"Patrick, tu déconnes. Il y a quelques années tu critiquais le pavillon par l'exemple de Détroit, où les routes ne sont plus entretenues, les poubelles pas ramassées etc pour cause de tissu urbain distendu.

Bien sûr la ville a des coûts de complexité. Il y a quand même un juste milieu entre mégalopole et banlieue pavillonnaire, pour atteindre un optimum énergétique. Le tissu urbain français correspond d'ailleurs à cet optimum pour des conditions de faible disponibilité énergétique (Bairoch).

Je vis dans un village où les conduites d'eau pètent plusieurs fois par MOIS. La dite eau fait une quinzaine de km pour alimenter le village. Et pourtant, c'est en montagne (Savoie) : on ne manque pas d'eau. Ce n'est pas un exemple isolé. Un aqueduc alimentant une ville sera toujours mon coûteux à entretenir, toutes proportions gardées.

Certes, à long terme peut être ne pourra t-on plus entretenir l'aqueduc et le village ce sera débrouillé pour s'alimenter en local avec une eau de plus mauvaise qualité. Ce jour là ça fera longtemps que plus aucun d'entre nous aura mal aux dents."

En ce qui concerne Detroit, je constatais un fait. L'immobilier n'a plus lieu d'être, si il n'y a pas d'activité économique sur place. Les quartiers du centre ville de Detroit, Gratte-ciel et immeubles de grande hauteur ont été les premiers vidés. D'ailleurs, certains lotissements ont été changés en jardins. où Après, une ville qui se vide, ce sont des habits trop grands sur un corps trop maigre. Il ne faut pas caricaturer.

J'estime que ni la banlieue pavillonnaire, ni les grands ensembles ne sont différents. Elles sont les marques d'un civilisation -si l'on peut dire, gavée de fossile. Et des le début des années 1970 les grands ensembles ont montrés leurs limites intrinsèques. Leur destruction est une question simplement de logique, et vouloir l'immigration pour simplement remplir toutes les dents creuses immobilières, une stratégie très stupide. Les propos du ministre sur le pavillonnaire, sont les propos d'une bobo cadre vivant dans un grand ensemble cher, qui méprise le louzeur incapable de la suivre. Ou comme me l'a dit quelqu'un, le grand ensemble, mais avec un loyer de 12 000 euros par mois, ça trie le voisinage.

Pour ce qui est de perdurer, le village de 1200 âmes a plus de chances que la mégalozone de 12 000 000 de têtes de bétail. S'il peut être compliqué et pas évident de survivre au village en cas de rupture d'approvisionnement, c'est plus jouable que dans la mégalozone. Là aussi, on revient aux "Zeurla plus ombre de notre histoire", où certains ruraux se sont aperçus qu'il était compliqué d'avoir un lopin, même petit, et encore plus, des outils. Sans parler des semences. Ni sans savoir comment planter un chou. ça s'était bon pour l'ouvrier, le petzouille de 1939, qu'on ne voulait pas même servir dans certaines gargottes.

Ces mégalozones ne vivent et survivent que dans le cadre d'un flux constant de fossile, chose qui s'est arrêté pour certaines, mais pas pour toute, Detroit en particulier. Avec 2 200 000 habitants, la population était devenu trop nombreuse pour un biotope économique en régression.

Pourtant, la situation géographique de Detroit est idéale. Mais on ne change pas les mentalités formatées des hommes, qui sont incapables de voir neuf et la réalité. Une ville, un village, ça naît, ça grandit, ça atteint son optimum, puis, cela peut décliner ou disparaître. Qui a t'il de commun entre la Rome impériale de 1 000 000 d'habitants, et la Rome papale de 17 000 ? Souvent, les titres restaient les mêmes, la lutte du pouvoir était identique la bagarre entre Alexandre Borgia et le cardinal Della Rovere dans la curie est passée dans l'histoire, mais plus rien n'est pareil. Le Forum Romanum est devenu le pré aux vaches, la ville est ravagée par la malaria apportée par les eaux stagnantes des restes des aqueducs, le cloaca maxima n'évacuant plus rien, la vérole ravage la ville, et les courtisanes règnent. Lucrèce Borgia devient régente de l'église, les papes essaient de reconquérir leur minuscule état, et n'y arriveront qu'avec peine... César Borgia n'obtient comme réponse d'un paysan qu'un "journee normale", quand il apprend que des cadavres d'assassinés flottent dans le Tibre (Il cherche alors son frère).

L'histoire a passé. Les peuples tributaires, débarrassés de l'empire et de l'annone ont été soulagés, La Tunisie, la Gaule, l'Egypte n'entretiendront plus cette population surnuméraire...

Pour le moment, la France entretient une capitale qui n'est qu'un ventre, et s'il y a des économies d'échelle réelles, il existe aussi un terme adéquat : déséconomies d'échelle. C'est aussi une courbe en cloche, une courbe de Gauss. A un moment, les investissements sont simplement fait pour empêcher une dégradation qui devient inévitable un peu plus tard.

Un village, même avec une fuite d'eau chaque mois peut perdurer. La main d'oeuvre pour amender le problème peut se trouver sur place, et la qualité de l'eau, à terme, n'est plus un problème. En effet, il existait un tas de villages où les populations buvaient une eau non potable selon nos critères, et désagréables ou dangereuses pour les étrangers, mais parfaitement tolérée par celle-ci, qui avait développé une accoutumance et des immunités.

Ne pas avoir mal aux dents quand tout capotera ? Si c'est en 2100, c'est vrai, en 2025, c'est moins sûr.

La population a d'ailleurs senti, avec la crise Covid, les ruptures. Les centres villes sont moins courus, les immeubles sont mis en vente, la preuve, par la mise en vente des passoires énergétiques des années 1960 et 1970, en masse, la seule chose qui ait empêché d'ailleurs, certaines villes de voir leur populations s'effondrer, c'est leur caractère âgé, retraité, qui n'ont donc pas d'intérêt économique à partir, et qui ne le feront que pour le cimetière.

Parfait exemple, pour le citer, de ce qui fut des villes de garnison, pour lesquelles on a maintenu plus que de raison le service militaire, parce que c'était leur seule activité. Une fois parti, le régiment, la ville de 8000 habitants n'avait plus qu'un optimum de 2000.

De plus, il faut bien penser que les "besoins", en eau, sont ceux d'une société gavée de fossile. Miraculeusement, quand la température descend, la douche quotidienne devient nettement moins impérative. Elle devient plus du tout impérative quand il faut charrier l'eau à bras et qu'on peut pas la chauffer...

La banlieue, c'est aussi l'endroit où habitent bonniches et serveurs des cadres et bobos du centre. Evidemment, le retour à une économie de production, relocaliserait la population. Le transport en commun est une gabegie, inutile 80 % du temps.

▲ RETOUR ▲

Belgique : 3 commerces sur 4 touchés par les pénuries

par Charles Sannat | 17 Nov 2021 | Source 7sur7.be [ici](#)



« À six semaines des fêtes de fin d'année, les problèmes de livraison constituent un problème gênant pour trois commerces sur quatre, affirme le Syndicat neutre pour indépendants (SNI), dimanche. L'organisation a sondé 256 détaillants belges.

Dans sept cas sur 10, les délais de livraison sont fixés à plus de deux mois, voire indéterminés. L'impact serait déjà visible sur le chiffre d'affaires de certains commerces, selon le SNI. Tous les secteurs sont concernés.

Or, après une année et demie perturbée par la crise sanitaire, les commerçants ont un besoin important de « se refaire », regrette le SNI ».

Pénuries en Belgique = pénuries en France, il ne faut pas se leurrer.

Les perturbations sont encore importantes aussi bien dans les processus de production que de logistique.

Les nouveaux confinements qui arrivent en Europe le cas des Pays-Bas étant percussif, vont entraîner de nouvelles pénuries et renforcer les dérèglements.

Il y aura toujours moins de tout.

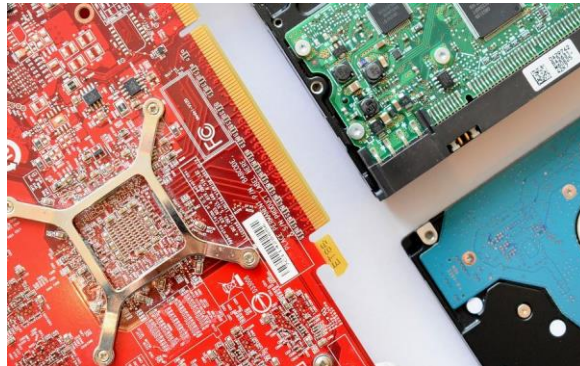
Provisionnez et préparez-vous aux prochains confinements.

Ils arrivent. Vaccinés ou pas, on ne discute pas des chiffres, mais comme rien ne marche comme prévu pour l'efficacité du vaccin on va à nouveau jouer les enfermistes.

▲ RETOUR ▲

La pénurie de puces continuera longtemps pour Thierry Breton

par [Charles Sannat](#) | 17 Nov 2021 | Source [Sud-Ouest ici](#)



« Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, estime que « le pic » des pénuries est « plutôt derrière nous » mais que le retour à la normale va encore prendre du temps. La fin des pénuries, qui touchent notamment les semi-conducteurs, n'interviendra pas avant « plusieurs trimestres » même si « le pic est plutôt derrière nous », a déclaré dimanche Thierry Breton, le commissaire européen au marché intérieur. « Ça ne va pas durer, mais ça ne va pas non plus s'effacer en trois mois », a-t-il jugé dans l'émission « Questions politiques »

Bravo Thierry, heureusement que nous avons ce brillant camarade commissaire politique pardon européen pour nous guider dans la tempête mondiale que nous traversons.

Que vois-tu Thierry ?

Rien, que les puces qui manquoient et les semi-conducteurs qui s'absentoient...

Voilà encore des déclarations qui n'ont aucun intérêt.

Pourquoi y-a-t-il des pénuries ?

Comment peut-il dire que cela va durer ou pas si on n'explique par le phénomène, ses causes, pourquoi cela va se régler et quelles sont les décisions prises ?

Je peux vous en donner une.

Prise par les Etats-Unis.

Construire une usine immense aux USA pour produire eux-mêmes leurs semi-conducteurs parce que la Chine prend toute la production asiatique et ne compte pas nous en laisser.

Alors Thierry, toi, tu fais quoi en Europe ?

Tu nous construis une usine où tu construis notre dépendance encore un peu plus grande à la Chine ?

Hein mon Thierry... je voudrais savoir.

Je ne suis rien, toi qui est tout, l'un des 12 apôtres de l'Europe, un camarade Commissaire de la grande commission !

Pénurie de puces : le retour à la normale n'est pas espéré avant « plusieurs trimestres »

Par SudOuest.fr avec AFP Publié le 14/11/2021



Les pénuries de semi-conducteurs affectent de nombreuses activités économiques. © Crédit photo : AFP

Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, estime que « le pic » des pénuries est « plutôt derrière nous » mais que le retour à la normale va encore prendre du temps

La fin des [pénuries, qui touchent notamment les semi-conducteurs](#), n'interviendra pas avant « plusieurs trimestres » même si « le pic est plutôt derrière nous », a déclaré dimanche Thierry Breton, le commissaire européen au marché intérieur. « Ça ne va pas durer, mais ça ne va pas non plus s'effacer en trois mois », a-t-il jugé dans l'émission « Questions politiques » (France info/Inter/Le Monde).

« Je pense que le pic est plutôt derrière nous, mais pour revenir à la normale il faudra encore plusieurs trimestres », a-t-il ajouté en évoquant une possible normalisation de la demande à l'été prochain. Depuis le début de l'année, face au rebond de la demande et à une offre perturbée par la pandémie de Covid-19, [certains secteurs ont eu du mal à suivre, comme celui des semi-conducteurs](#), produits principalement en Asie et indispensables dans l'électronique.

Sur le même sujet



Autos, matériaux, vélos : c'est la pénurie à tous les étages

Du bâtiment à l'automobile, en passant par les jouets et l'ameublement, pas un secteur ou presque n'échappe à la pénurie de matériaux. Ce qui est rare devient alors (très) cher.

L'automobile très touchée

Le secteur automobile, où les semi-conducteurs comme les puces électroniques sont omniprésents, est probablement le plus touché. Au troisième trimestre, les usines automobiles ont ainsi enchaîné les journées de fermetures. Au niveau mondial, dans toute l'industrie, les pénuries pourraient empêcher la production de 7,7 millions de véhicules dans le monde en 2021, selon le cabinet AlixPartners, pour un manque à gagner de 180 milliards d'euros.

Dans un autre registre, les fabricants de consoles de jeux vidéo peinent également à suivre la demande. Interrogé par les journalistes sur l'effet des pénuries sur Noël, M. Breton a déclaré qu'« il y aura sans doute un peu de retard, mais on n'est pas devant une pénurie absolument dramatique ».

▲ RETOUR ▲

L'Europe est-elle en train de perdre son approvisionnement en gaz ?

par **Charles Sannat** | 18 Nov 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

La lettre consacrée aux Metaverses ces univers virtuels qui se profilent est en ligne dans vos espaces lecteurs. Pour accéder à votre espace lecteur c'est [directement ici](#). Pour vous abonner et avoir accès à l'ensemble des 73 dossiers déjà édité, [tous les renseignements sont ici](#)!

Javier Blas est l'un des plus grands spécialistes du secteur de l'énergie chez Bloomberg, et j'aime bien suivre ce qu'il peut dire, voir, ou raconter.

Voici ce qu'il a tweeté hier, le 17 novembre comme message :

« Un jour, l'Algérie arrête le gazoduc via le Maroc vers l'Espagne. Un autre jour, l'Allemagne dit qu'elle a besoin de plus de temps pour approuver le gazoduc Nord Stream 2. Et un autre jour la Biélorussie arrête

temporairement l'oléoduc Druzhba de la Russie vers l'Europe. Le tout spontanément; aucun politique impliqué ».

En gros et malgré ma traduction bien imparfaite ce qu'il faut comprendre c'est que pour Javier Blas, l'Europe fait face à une opération concertée pour lui couper le gaz ou raréfier son approvisionnement ou encore le fragiliser.

Mais quel rapport me direz-vous entre l'Allemagne, la Biélorussie et l'Algérie ?

Pas simple à voir, car les relations géopolitiques mondiales sont toujours des billards à trois bandes.

Les intérêts sont différents, mais ils convergent tous vers moins de gaz pour l'Europe.

La Biélorussie fait son chantage aux migrants et à l'aide européenne comme la Turquie avait pu le faire négociant un énorme chèque au passage. Alors pourquoi ne pas couper un peu le gaz en plein hiver ? Cela donnera de quoi penser aux Européens, surtout si on leur rajoute quelques milliers de migrants à la frontière polonaise.

L'Algérie est fâchée un peu beaucoup contre Paris de façon assez génétique et historique. Contre le Maroc, le torchon brûle. En coupant le gaz à Rabat on le coupe aussi à l'Espagne. Pas grave. Tant pis pour l'Espagne !

Pour l'Allemagne c'est compliqué aussi. Elle veut du gaz russe via le pipeline Nord Stream mais les Américains ne veulent pas que les Allemands le reçoivent. Or les vrais patrons, ce sont les Américains qui veulent refourguer leur gaz de schiste par bateaux entiers. D'un autre côté, les Allemands ne sont pas fâchés d'emmerder un peu le reste de l'Europe dont la France qui veut construire plus de nucléaire pour se passer du gaz allemand que la Merkel et ses successeurs ne manqueront pas de nous facturer à prix fort puisque le gaz arrive... en Allemagne. Pas en France. C'est donc l'Allemagne qui nous revendra son gaz au prix fort. Alors comme la France semble avoir des velléités d'indépendance et que nous avons une carpette élyséenne, également visiteur médical chez Pfizer, autant couper le gaz immédiatement tant que les centrales nucléaires ne sont pas là pour faire réfléchir et infléchir les décisions du visiteur médicale du Palais.

Voilà où nous en sommes.

Et concrètement, cela veut dire que vous allez vous cailler cet hiver et en plus payer très cher vos précieuses calories.

Heureusement, notre population est bien plus futée que ses dirigeants.

Tous les normalement constitués que je connais ont investi dans un poêle à bois, rentré des palettes entières de pellets ou des stères de buches de bois, ils ont également acheté quelques bons pulls !

Bref, ce sont les Parisiens bobos des villes qui vont voir leur facture flamber.

Il ne leur restera plus qu'à interdire le chauffage au bois des gueux à cause des particules fines.

Nous serons tous égaux dans la misère avec le socialisme et dans le froid avec les écolos !

Cela fait rêver comme futur !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

La pression du groupe est toujours terrible. Y résister très difficile.



<https://www.youtube.com/watch?v=tAGp5dvxX1s>

Au début des années 1950, Salomon Asch fait connaître ses recherches sur le conformisme dans les groupes, dans lesquelles il montre qu'un sujet répondant après plusieurs compères qui se trompent unanimement peut répondre comme ces derniers en dépit d'une évidence objective. Salomon Asch a mené une expérience dont les résultats sont passés à la postérité. Il a recruté plusieurs cobayes et leur a montré une feuille de papier sur laquelle figurait une droite. À côté de cette droite, trois autres. Une plus grande. Une plus petite. La dernière identique. Personne ne peut se tromper. C'est une évidence... pourtant sous la pression du groupe, vous finirez par dire que la pluie est sèche, et que le feu vous donne froid...

Salomon Asch est aussi connu pour avoir été le professeur du célèbre Stanley Milgram. Les travaux de Asch ont inspiré en grande partie les travaux de Milgram, notamment du fait d'avoir été son directeur de thèse à l'université Harvard.

Tout rapport avec la situation actuelle ne serait que purement fortuit.

Nous sommes en démocratie.

On ne nous dit que la vérité.

Nous ne sommes pas en Corée du Nord.

Nous sommes tous heureux.

Les suicides diminuent... ou pas !

Charles SANNAT

Hydroption opérateur électrique qui fournisseur de l'armée ou de la Mairie de Paris en faillite

Ha, nous sommes dans un pays qui est dans l'Union Européenne, et dans l'UE, il faut jouer à un jeu très populaire chez les camarades commissaires de la grosse commission.

Oui, il faut jouer à « et si c'était un marché privé »!

Marché privé du train,

Marché privé des autoroutes,

Marchés privé des avions,

Marché privé de l'éducation et de l'instruction,

Marché privé du jeu et des loteries,

Mais aussi bien évidemment le marché privé de l'énergie !!!

Alors on autorise des entreprises qui ne reposent sur rien à racheter de l'énergie à des entreprises qui elles, au moins, en produisent !

Ces entreprises ont juste, une activité d'achat vente d'électricité en gros, qu'elles revendent. En gros leur métier ? Faire des factures une fois par mois !

Aucun savoir-faire, aucune utilité commerciale ou économique. Ce sont des entreprises vampires qui ne servent à rien.

L'Etat parce qu'ils sont en tout géniaux, et encore plus la Mairie de Paris que l'on trouve toujours dans les bons coups ont acheté donc de l'électricité à une entreprise qui la vend moins cher donc qui n'est pas rentable et qui donc est en faillite... la belle affaire !

« L'envolée des prix de l'énergie a fait sa première victime chez les fournisseurs d'électricité. Hydroption, qui compte des entreprises et des collectivités locales comme clients, a reçu de la direction générale de l'énergie (DGEC) « une notification préalable à son retrait de licence de fournisseur », a-t-il indiqué auprès du Figaro. Si la décision est bien confirmée, l'entreprise, déjà placée en redressement judiciaire depuis le 21 octobre par le tribunal de Toulon, ne pourra plus opérer. Les salariés auraient été prévenus mardi matin qu'ils seraient licenciés économiquement au 31 décembre, d'après une source proche du dossier ».

Il ne faut pas pleurer sur le sort de ces entreprises qui sont des non-sociétés parce qu'encore une fois, elles n'ont aucune valeur ajoutée, ne se positionne pas sur la chaîne de création de valeur et qu'elles ne servent à rien. Une entreprise qui ne sert à rien, finit toujours par mourir.

Même si la grosse commission n'est pas d'accord.

La grosse commission qui ne sert pas à grand-chose, ne fait plus que de créer d'horribles machins inutiles.

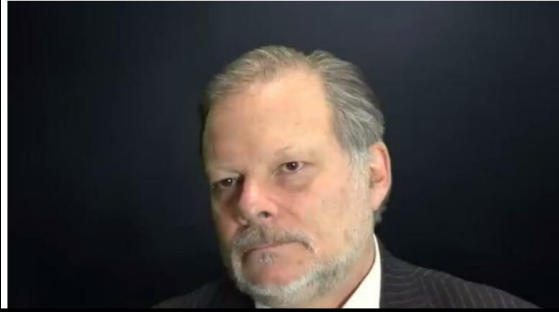
Triste bilan de ce qui fut un superbe projet européen fédérateur des peuples et qui devient un projet autocratique, autoritaire et déprimant.

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr](http://LeFigaro.fr) [ici](#)



Philippe Béchade: Je crains que le basculement et l'effondrement de notre « civilisation » post- Nuremberg soit irréversible: -le chancelier autrichien évoque la « déportation » des non-Vax avec...Soros -un « avocat » chinois, sur une grande chaine TV nationale, prône la peine de mort pour les non-Vax

il y a 2 heures 1 3 966 Temps de lecture 1 minute



Un manifestant a ramené une potence devant le Parlement de Melbourne en Australie où des manifestants campent depuis trois jours pour protester contre le projet de loi qui accorde des pouvoirs exceptionnels au Premier Ministre.



Philadelphie : 86% des admissions en soins intensifs Covid ont été doublement vaccinés...Certains patients sont extrêmement frustrés et commencent à douter !!!



Australie : Enorme manifestation à Brisbane...Le peuple commence à réagir face à tout ce cinéma ! On ne peut pas accepter de perdre nos libertés fondamentales !!!

Australie : Enorme manifestation à Brisbane...Le peuple commence à réagir face à tout ce cinéma ! On ne peut pas...

[Lire la suite »](#)



USA – Kyle Warner, triple champion de VTT, ayant stoppé sa carrière suite à l'injection PFIZER (Péricardite), déclare qu'il connaît 6 personnes avec effets secondaires causés par les vaccins qui se sont suicidées !



Le Dr. Fauci explique que tout va bien après son injection, juste un peu mal au bras... Pas de bol, il montre le mauvais bras !!



phil.bechade
@pittbull_grrr

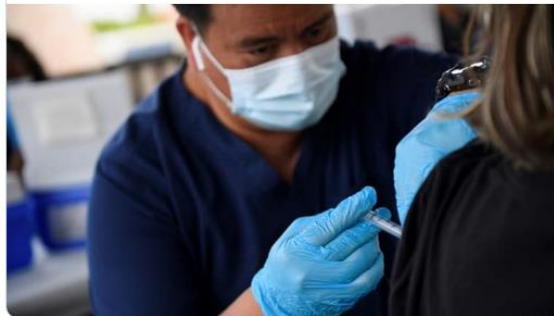


Alors attention: est considéré comme "non-Vax" une personne dont l'injection remonte à moins de 15 jours...ou qui présente tellement de comorbidités qu'elle n'est pas considérée comme hospitalisée "Covid" (l'arnaque inverse consistait à étiqueter tous les cancéreux "mort Covid").



BFMTV @BFMTV

Covid-19: 9 fois plus d'entrées en soins critiques chez les personnes non-vaccinées que chez les vaccinés de 20 ans et plus
bfmtv.com/sante/covid-19...



4:01 PM · 16 nov. 2021



Actualités

Croyez-vous que le prix de l'essence augmente comme ça par hasard ? Non, je peux vous l'affirmer... Biden veut développer des formes d'énergie plus propres et nous inciter à abandonner nos véhicules essence ou diesel pour des voitures électriques ! L'économie Américaine s'effondre littéralement !!!

C'est parti - Préparez-vous à payer la viande beaucoup plus cher à partir de maintenant

par Michael Snyder novembre 16, 2021

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



L'ère de la viande bon marché est terminée. Pour les carnivores, c'est une très mauvaise nouvelle. Pendant des décennies, les Américains ont pu compter sur le fait qu'il y avait toujours des montagnes de viande très bon marché à l'épicerie du coin, mais cette époque est révolue et elle ne reviendra pas. Alors que j'écrivais ce paragraphe d'introduction, j'ai été frappé par le fait que ce qui se passe avec les prix de la viande est en fait parallèle à ce que j'ai écrit hier. De même que la gauche ne veut pas que nous utilisions les formes d'énergie traditionnelles parce qu'elle pense que c'est "mauvais" pour le climat, de même elle déteste que beaucoup d'entre nous aiment manger beaucoup de viande parce que la production de viande

fait augmenter les niveaux de certains gaz à effet de serre. Nous plaisantons parfois sur le méthane qui provient des "pets de vache", mais les radicaux de gauche prennent ce phénomène très au sérieux. Et au moment même où le prix de l'essence s'envole dans la stratosphère, la même chose se produit pour le prix de la viande. En fait, nous venons d'apprendre que le prix du bœuf aux États-Unis a augmenté de plus de 20 % depuis octobre dernier...

Derrière l'essence sans plomb, le prix du bœuf est celui qui a le plus augmenté sur l'indice des prix à la consommation (IPC) depuis octobre 2020, avec une hausse de 20,1 % l'année dernière, selon le Bureau of Labor Statistics.

Une augmentation de plus de 20 % en un an est profondément alarmante.

Malheureusement, il n'y a pas que le prix du bœuf qui s'envole. Tyson Foods vient de publier de nouveaux chiffres qui montrent que les prix du bœuf, du porc et du poulet augmentent tous de façon spectaculaire...

La plus grande entreprise de viande par les ventes aux États-Unis a annoncé des hausses de prix significatives pour le quatrième trimestre, alors que l'impact de l'inflation la plus élevée depuis 30 ans continue de se faire sentir.

Tyson Foods, dont le siège est à Springdale, dans l'Arkansas, a annoncé lundi que les prix du poulet ont augmenté de 19 % au cours de son quatrième trimestre fiscal, tandis que les prix du bœuf et du porc ont fait un bond de 33 % et 38 %, respectivement.

Au début de la crise, Tyson Foods était réticent à répercuter l'augmentation des coûts sur les consommateurs, mais on nous informe maintenant qu'ils n'ont pas l'intention de refaire la même erreur...

Stewart Glendinning, le directeur financier de Tyson Foods, a déclaré qu'ils ont été lents à augmenter leurs prix, conformément à l'inflation, mais qu'ils rattrapent maintenant ce retard.

Nous prévoyons de prendre des mesures continues en matière de prix afin de nous assurer que toute augmentation des coûts inflationnistes subie par notre entreprise soit répercutée", a-t-il déclaré lors de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels de l'entreprise.

Malheureusement, ce n'est que le début. Le prix de la viande ne fera qu'augmenter à partir de maintenant et finira par atteindre un point où le prix de la viande deviendra excessivement douloureux.

Bien sûr, beaucoup diront que nous y sommes déjà.

Au fur et à mesure que les prix des denrées alimentaires continuent de grimper, ceux qui aident les nécessiteux vont avoir beaucoup plus de mal à le faire.

Par exemple, l'Armée du Salut prévoit qu'elle aura besoin de 50 % de fonds supplémentaires par rapport à l'année

dernière, car elle nourrit plus d'Américains que jamais auparavant...

L'Armée du Salut prévoit de servir plus de repas que lors de l'année record de 2020, et aura besoin d'environ 50 % de financement supplémentaire pour répondre à la demande soutenue, a déclaré M. Hodder. Il s'attend à ce que l'aide à la location et aux services publics soit en tête du peloton des aides demandées.

Nous craignons ce que nous appelons une "pandémie de pauvreté", a déclaré M. Hodder.

Le prix de l'essence continue lui aussi à grimper en flèche.

Mardi, le prix moyen de l'essence en Californie a atteint un nouveau record pour le troisième jour consécutif...

Le prix de l'essence en Californie a battu un nouveau record avec un prix moyen de 4,687 dollars pour un gallon normal à partir de mardi matin, selon l'American Automobile Association.

C'est le troisième jour consécutif où l'État a enregistré des prix records, puisque le prix moyen de l'essence était de 4,682 \$ lundi et de 4,676 \$ dimanche, ce qui a battu le précédent record de l'État de 4,671 \$ en octobre 2012.

Inutile de dire que le prix de l'essence est bien plus élevé que cela dans certaines zones urbaines.

Dans le centre-ville de Los Angeles, un malheureux automobiliste a fini par payer plus de six dollars le gallon lundi....

Brian Sproule a plissé les yeux face au soleil lundi en examinant le tableau des prix dans une station Chevron du centre-ville de Los Angeles, où le gallon d'essence ordinaire coûtait 6,05 dollars.

Sproule, 37 ans, est un notaire mobile qui passe la plupart de son temps dans sa voiture. Il dit qu'il a l'habitude de dépenser environ 40 \$ pour faire le plein, mais au moment où il a bouché le réservoir de sa Hyundai Elantra, le compteur affichait la somme énorme de 71,59 \$.

Pouvez-vous imaginer payer autant pour de l'essence ?

Ne pensez pas que cela ne peut pas arriver là où vous vivez. Un jour, tout le monde dans le pays verra de tels prix.

Alors que la "Bidenflation" fait les gros titres jour après jour, les consommateurs américains sont de plus en plus pessimistes. Il suffit de consulter le dernier indice de confiance des consommateurs publié par l'Université du Michigan...

L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan a chuté à 66,8 en novembre, soit une forte baisse par rapport au chiffre de 71,7 enregistré en octobre et bien en deçà des prévisions des économistes qui tablaient sur un chiffre de 72,4.

"Le sentiment des consommateurs a chuté début novembre à son plus bas niveau en dix ans en raison de l'escalade du taux d'inflation et de la conviction croissante des consommateurs qu'aucune politique efficace n'a encore été élaborée pour réduire les dommages causés par l'inflation galopante", a déclaré Richard Curtin, économiste en chef de l'enquête, dans un communiqué.

Les Américains n'ont pas été aussi négatifs à propos de l'économie depuis très longtemps.

Et il est de plus en plus clair que les choses vont encore empirer dans les mois à venir. Nos dirigeants continuent de promettre qu'ils vont progresser dans la résolution des problèmes auxquels nous sommes confrontés, mais ces problèmes ne cessent de s'aggraver. En fait, le nombre de porte-conteneurs géants qui attendent au large des côtes de la Californie du Sud vient d'atteindre un nouveau record...

Vendredi et lundi, un nouveau record a été établi pour le nombre de porte-conteneurs bloqués au mouillage ou en attente au large des ports : 83. Le temps d'attente moyen au mouillage pour les navires arrivant à Los Angeles a encore atteint un nouveau record mardi : 16,9 jours.

Cela me surprend vraiment.

Malgré toute l'attention nationale, et malgré le fait que l'administration Biden se soit directement impliquée, le cauchemar dans les ports du sud de la Californie continue de s'intensifier.

Si nous ne parvenons même pas à trouver un moyen de décharger et de transporter des marchandises à travers le pays en temps voulu, quel espoir avons-nous de résoudre correctement nos problèmes économiques plus complexes ?

Alors que notre économie est secouée par crise après crise, des millions et des millions de familles dans tout le pays souffrent profondément.

Mais bien sûr, tout le monde ne va pas mal en ce moment. Il s'avère que les fabricants de vaccins s'amusent comme des petits fous...

La People's Vaccine Alliance (PVA), une organisation internationale à but non lucratif qui s'efforce d'éliminer la disparité mondiale en matière de vaccins, a analysé les rapports de résultats de Pfizer, BioNTech et Moderna et a découvert que ces sociétés réaliseront ensemble 34 milliards de dollars de bénéfices cette année.

Cela représente 93,5 millions de dollars par jour, 65 000 dollars par minute et plus de 1 000 dollars par seconde de bénéfices.

Quand je regarde ces chiffres, ils me donnent littéralement envie de vomir.

L'avidité dont nous sommes témoins a atteint un niveau absolument époustouflant.

Mais c'est ce qui arrive lorsque les fondements moraux d'une société s'effondrent complètement.

Dans environ un mois et demi, 2021 sera terminé et 2022 sera là.

2021 a été mauvaise, mais je crois que 2022 sera encore pire.

Je vous encourage donc à vous préparer à une année très difficile, car les jours qui viennent ne seront pas beaux à voir.

▲ RETOUR ▲

« On peut discuter de tout, sauf des chiffres... ben, justement parlons-en des chiffres !! »



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Hahaha... vous pensiez que j'allais vous parler du covid... et bien non.

Raté !

C'est vrai que le titre pouvait prêter à une certaine confusion. Discuter de tout sauf des chiffres c'est un slogan de nos très démocratiques dirigeants qui trouvent que la Corée du Nord c'est

pire. C'est vrai remarquez. Mais ce n'est pas parce que la Corée c'est pire, ou que les goulags staliniens étaient pires que l'on doit se réjouir de la direction que prend notre triste pays.

Alors voyez-vous, on peut discuter de tout, puisque nous ne sommes pas en Corée, mais pas des chiffres, parce que nous nous rapprochons de la Corée justement !

Bien évidemment, les chiffres doivent pouvoir se discuter, c'est même un impératif logique, mathématique, scientifique !

Tout se discute surtout les chiffres. Quelques questions rapides qui me viennent avant que nous passions aux travaux pratiques.

Comment sont-ils calculés les chiffres ?

Par qui sont-ils calculés ?

Par qui sont-ils vérifiés et l'ont-ils seulement été ?

Sur quelles bases ? Dans quelle proportion ? Que représentent-ils sur quel horizon de temps ?

Bref, il y a de multiples paramètres qui permettent heureusement de discuter de tout... et aussi des chiffres.

Encore un beau slogan pour euthanasier la pensée et la réflexion des gens.

Taisez-vous.

Ne pensez pas.

« Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées » disait soit-disant Winston Churchill ! C'est dire si l'on doit discuter des chiffres et justement, je voulais vous montrer que l'on fait dire ce que l'on veut ou presque aux chiffres, car bien évidemment, ils se triturent, se présentent bien ou mal, mieux ou moins bien.

Demandez au modeste économiste de grenier que je suis.

La comptabilité par exemple, c'est triturer les chiffres, pour payer moins d'impôts (gardez mes sous) ou plus (pour augmenter une capacité d'emprunt), pour présenter « mieux la mariée » (cession d'une entreprise, introduction en bourse). Je ne vous parle même pas du mode de calcul de l'inflation n'est-ce pas ! On vous dit qu'il n'y a pas d'inflation même si vous, vous la ressentez. D'ailleurs vous n'avez qu'un simple sentiment d'insécurité car les chiffres sont très bons. Allons encore plus loin. Maintenant vous avez la température. La vraie.

disons 30°. Puis la température ressentie, grâce aux reportages de BFM TV qui veulent vous faire croire que vous avez encore plus chaud que chaud. 30° deviennent 42° en « ressenti », ce qui ne veut rien dire, mais comme vous le savez, on peut discuter de tout, sauf des chiffres !

LOYER, CRÉDIT AUTOMOBILE: LES FRANÇAIS CONSACRENT 35% DE LEUR BUDGET AUX DÉPENSES CONTRAINTES

Pauline Dumontell - Le 18/11/2021 à 11:52



Les dépenses contraintes pèsent 35% sur le budget des Français - dr

En moyenne, les Français déboursent 1059 euros par mois en dépenses contraintes. Si elles n'ont pas augmenté depuis plusieurs mois, de fortes disparités existent entre les différentes catégories de population.

Les Français consacrent 35 % de leur budget aux dépenses contraintes !

Voilà l'exemple même du chiffre qu'il ne faut pas discuter, mais comme nous sommes impertinents, pénibles, peu obéissants, je vous propose de passer aux travaux pratiques en discutant de ce chiffre publié sans aucune discussion justement par BFM les médias ne sachant que faire cela. Reprendre des chiffres et des communiqués sans les discuter, sans s'interroger, sans prendre de recul ou réfléchir dessus.

Les Français sont riches, parce que franchement 35 % de dépenses contraintes c'est pas beaucoup ! Cela veut dire qu'il me reste 65 % de mes sous pour faire la bamboche avenue Montaigne et mener grand train avec les sous du foyer.

Voyons un peu.

Soit Monsieur et Madame classe moyenne comme beaucoup parmi nous. Disons pour simplifier 2 000 euros pour Mr et Mme soit 4 000 euros pour le couple, soit la définition de la richesse pour Hollande. Bon plein d'autres ne sont pas d'accord, mais vous savez, on peut parler de tout sauf des chiffres.

Bref, 4 000 euros, soit en gros 1 300 euros de dépenses contraintes.

Imaginons que Mr et Mme achètent leur maison. On dit qu'ils sont « propriétaires » c'est volontaire. Vous avez remarqué comme certain disent toujours « propriétaire ». Bref, passons, s'ils sont endettés à 33 % cela fait quand même déjà 1 320 euros par mois pour le remboursement de crédit (ou le loyer parce que souvent de vous à moi c'est sensiblement pareil dans la vraie vie).

Puis il faut une voiture. En général le coût d'une voiture assurance, entretien achat ou location c'est 500 euros par mois, sans oublier le parking et les amendes. Nous sommes déjà à 1 820 euros.

C'est un peu contraint tout cela.

Il me reste mon chauffage, l'eau chaude et gaz ou électricité. Allez disons que cela coûte en tout 200 euros de plus par mois. 2 220 euros par mois.

Il faut rajouter à cela les impôts c'est un peu contraint les impôts. Disons là aussi 200 euros par mois. 2 420€.

Puis, il faut bien se nourrir un peu ma brave dame. Disons, 200 euros de nourriture chaque semaine pour une famille de 4. 2 620€.

Comme on est « propriétaire », il y a aussi la taxe foncière qui est une taxe fort chère. 100 € par mois.

Et puis il y a l'abonnement Internet, et aussi les smartphones. 100 € par mois.

Nous sommes à 2 820 euros chaque mois.

Je vous passe les assurances habitation, ou scolaires. Les voyages de fin d'année. Les tickets pour la Kermesse et toutes les petites dépenses contraintes auxquelles vous ne pouvez pas échapper.

Disons que la famille classe moyenne va dépenser chaque mois au moins 3 000 euros de manière automatique.

Au mieux il lui restera 1 000 euros de disponible.

Nous sommes à 66 % de dépenses contraintes.

C'est nettement plus proche de la réalité des vrais gens.

Je ne sais pas vous, mais moi, dans mon foyer, nous avons plutôt 70 % de dépenses contraintes.

Alors évidemment, comme vous le savez, on peut discuter de tout, sauf des chiffres.

Donc l'Etat a décidé que vous n'aviez « que » 35 % de dépenses contraintes.

Donc, vous êtes heureux.

Donc vous êtes riches.

Donc fermez-là.

Alors, en vérité, je vous le dis, on peut discuter de tout, sauf de la connerie massive qui étreint ce pays.

On doit évidemment aussi parler des chiffres parce qu'un pouvoir malveillant leur fait bien dire ce qu'il veut et c'est exactement ce qu'il se passe. Que ce soit sur la pandémie, sur l'écologie ou sur l'économie, sur les sondages ou sur les avis, les chiffres ne vous informent plus, ils servent à vous asservir et sont utilisés comme des armes pour forger et fabriquer votre consentement.

Tous les chiffres doivent être discutés, c'est même l'un des critères de la « science ».

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Les indices boursiers toujours plus hauts ! Toujours plus loin !

Certes, ce ne sont pas les performances du Bitcoin ni des cryptomonnaies, mais les bourses mondiales vont bien.

Très, très bien.

Trop bien diraient certains.

Elles vont toujours plus haut, toujours plus loin et volent de records en records.

La bourse de Paris est à plus de 7 100 points alors que du côté des Etats-Unis, les 36 000 points ont largement été dépassés.

C'est l'euphorie.

Comment ? Pourquoi me direz-vous ?

J'ai terminé le dossier consacré aux metaverses qui sera sans doute demain dans vos espaces lecteurs en téléchargement.

Puis j'attaquerais un autre dossier qui concerne justement l'analyse de ces cours de bourse absolument hors du commun et nous verrons ensemble pourquoi cela monte ainsi.

A ces raisons économiques, se rajoutent le traditionnel rallye haussier de fin d'année que personne ne veut rater, s'assurant, ainsi, des bonus très confortables.

Le CAC 40 qui dépasse ses plus hauts de tous les temps...



L'indice Dow Jones qui va toujours plus loin, toujours plus haut !



Charles SANNAT

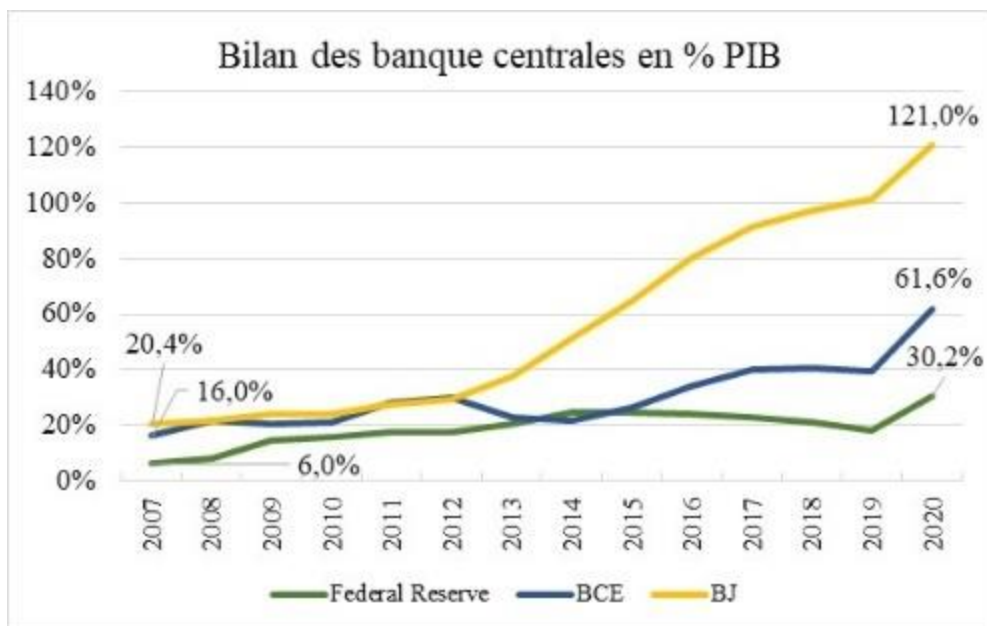
▲ RETOUR ▲

Assouplissement quantitatif : comment sortir de ce pétrin ?

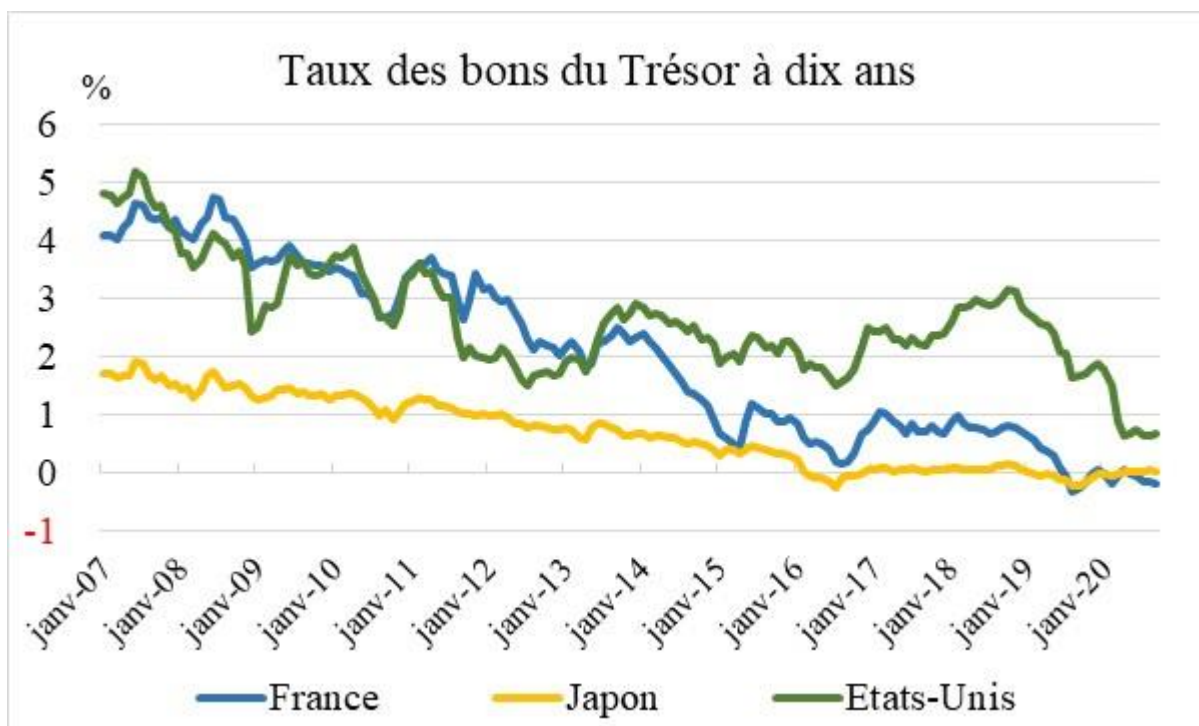
Par Jean-Luc Baslé – Le 1er novembre 2021



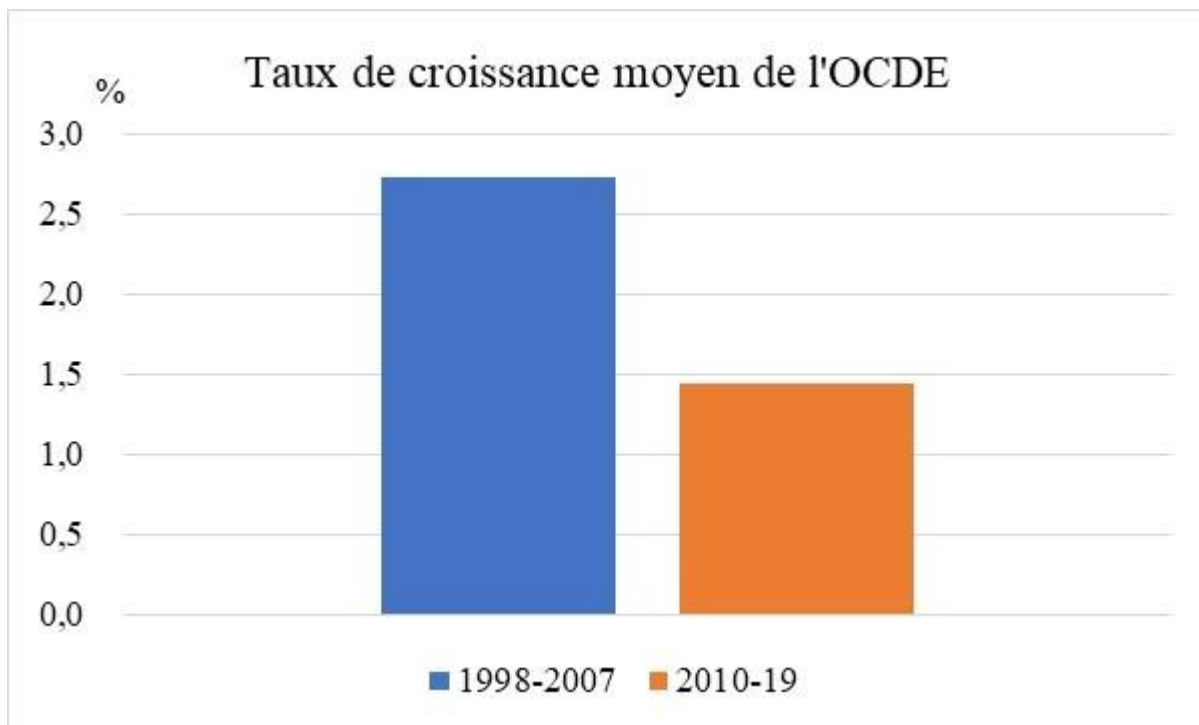
Confrontés à ce nouveau concept, né des théories monétaires de Milton Friedman, les banquiers centraux se sont tout d'abord montrés circonspects. Puis, devant le refus des gouvernements de ne pas accroître des déficits budgétaires déjà élevés pour enrayer la récession née de la crise des subprimes, ils s'y sont ralliés, puis y ont pris goût en raison du pouvoir qu'ils en tiraient au point de créer une situation économique et financière dont personne ne sait comment s'en sortir. Plusieurs personnes ont proposé des solutions dont Saule Omarova, future directrice du prestigieux *Office of the Comptroller of the Currency*, Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, Michael Hudson, spécialiste des questions monétaires internationales, et Stéphanie Kelton, ancienne économiste en chef du Comité budgétaire du sénat. Avant d'étudier leurs propositions, examinons la politique monétaire des banques centrales ces dernières décennies et leurs conséquences sur l'économie pour cerner le problème.



Graphique n° 1



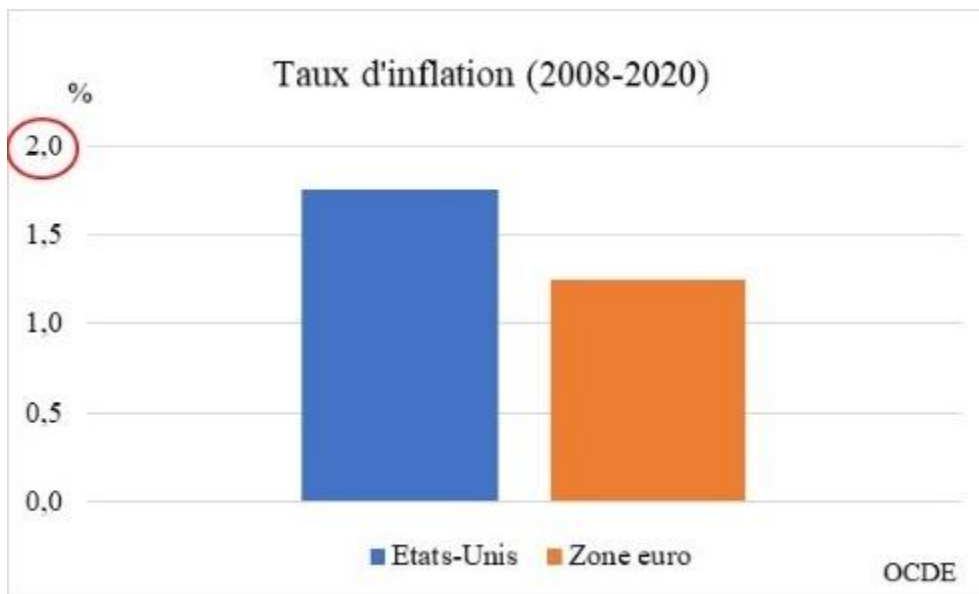
Graphique n° 2



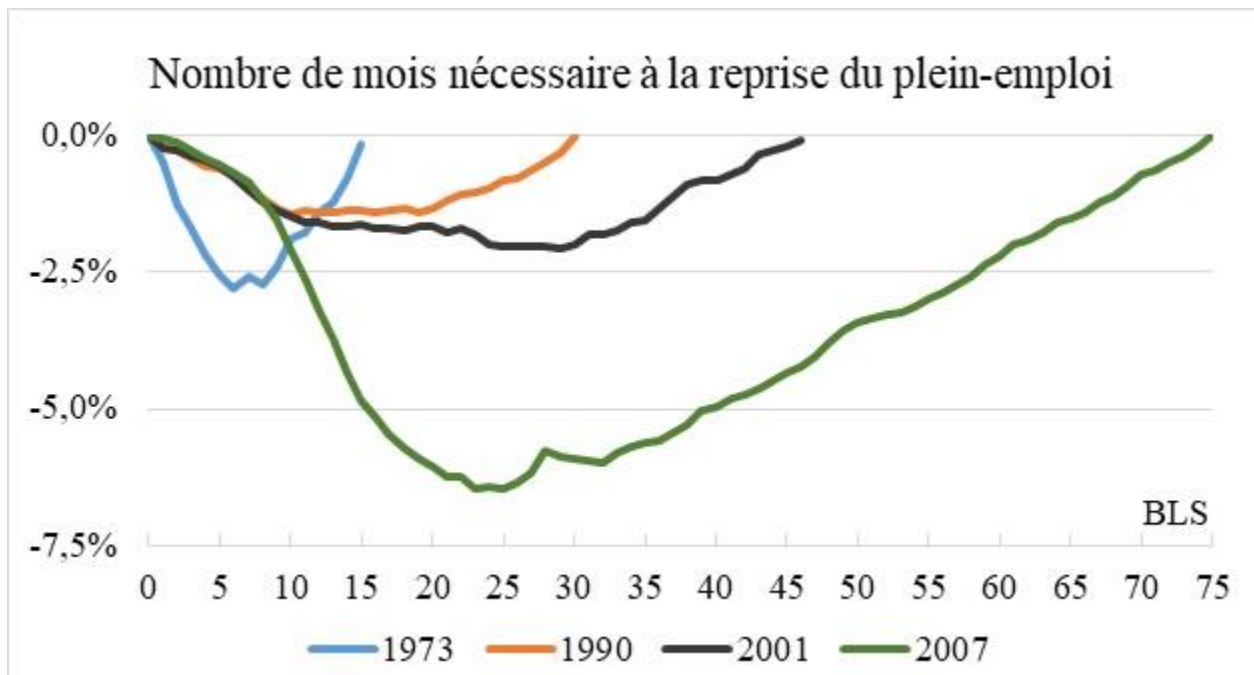
Graphique n° 3

L'explosion du bilan des banques centrales et ses conséquences

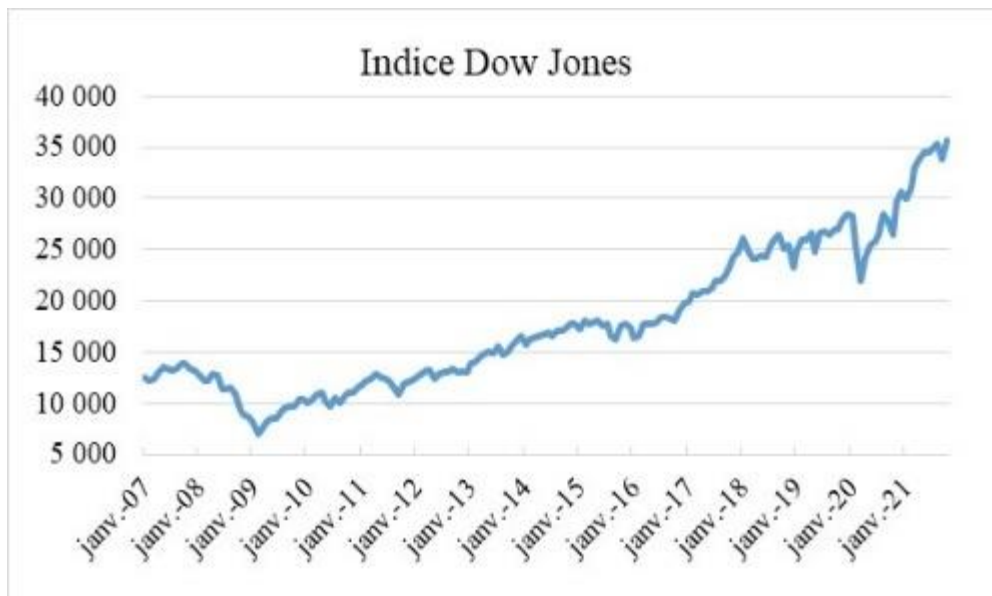
De 2007 (année précédant la crise des subprimes) à 2020, le bilan des grandes banques centrales a explosé. Le bilan de la Banque centrale européenne a été multiplié par 4, celui de la Réserve fédérale par 5, et celui de la Banque du Japon par 6 (graphique n° 1). Cette explosion est due à la politique d'assouplissement quantitatif dont l'objectif est d'accroître le taux de croissance de l'économie par l'abaissement des taux d'intérêt à long intérêt grâce aux rachats d'actifs financiers par les banques centrales avec pour résultat un gonflement de leurs bilans. De fait, les taux d'intérêts à long terme ont baissé, allant même jusqu'à tomber en dessous de zéro en valeur réelle – après inflation (graphique n° 2). Des taux d'intérêt bas encouragent les entreprises à investir avec des effets positifs sur l'économie. Cette politique de relance par le levier monétaire ouvre une nouvelle ère dans la politique des gouvernements face aux récessions. Elle s'oppose à la vision de John Maynard Keynes qui en publiant sa Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie en 1936 prônait l'utilisation du levier budgétaire pour contrer les récessions. Ayant donné des résultats satisfaisants, en dépit de certaines faiblesses, elle fut unanimement adoptée par les gouvernements occidentaux, pour être abandonnée après la crise des subprimes au profit de l'assouplissement quantitatif.



Graphique n° 4



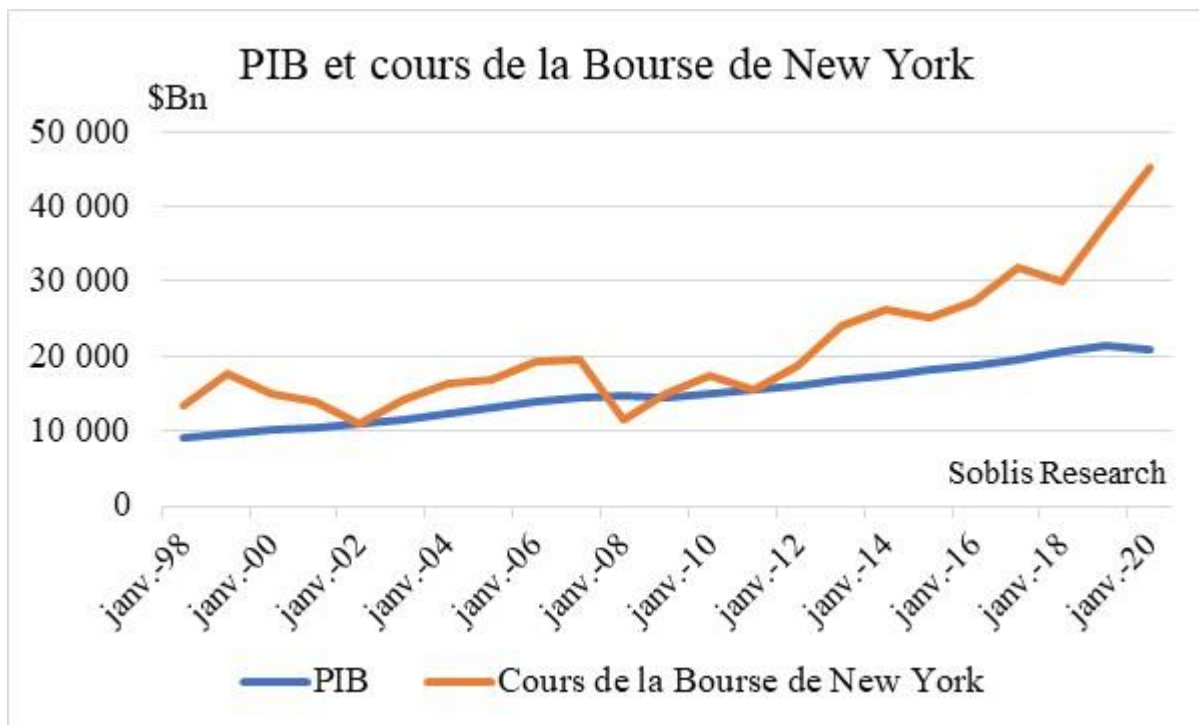
Graphique n° 5



Graphique n° 6

Las, les espoirs des monétaristes furent déçus. Le taux de croissance de la décennie 2010-2019 ne répond pas aux attentes. Il est deux fois inférieur à celui de la décennie précédente : 1,4% contre 2,7% (graphique n° 3). Le tant vanté taux d'inflation de 2% qui devait ramener la prospérité aux nations n'est jamais atteint (graphique n° 4). La faible croissance crée un sous-emploi chronique, en particulier aux États-Unis où il faudra plus de six ans à l'économie pour retrouver le plein-emploi – une durée bien supérieure aux crises précédentes (graphique n° 5). L'assouplissement quantitatif fait exploser les valeurs mobilières. Le Dow Jones – baromètre de la bourse de New York – est multiplié par 7 de février 2009 (point le plus bas de la crise) à octobre 2021 (graphique n° 6).

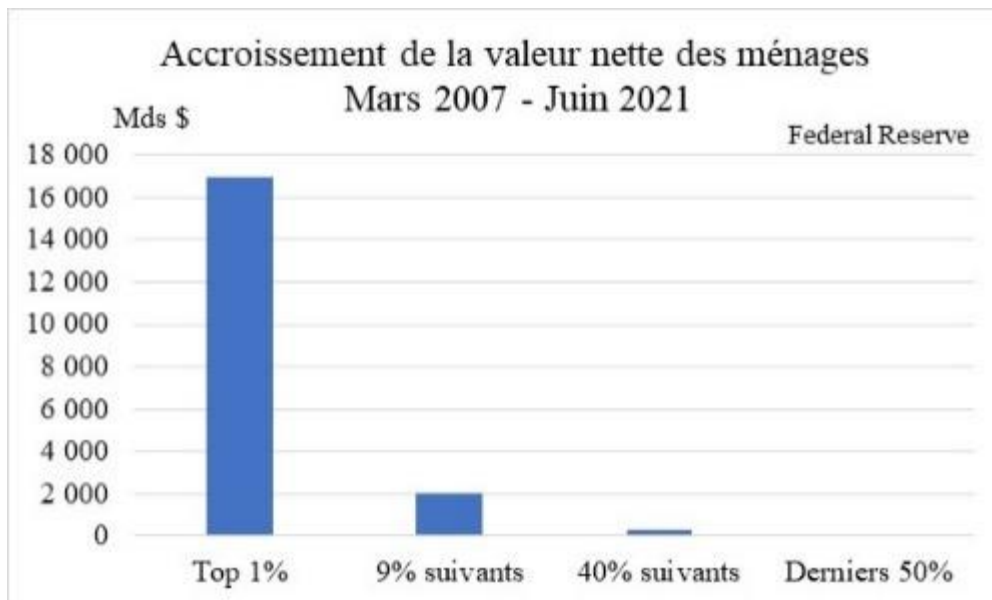
Une distance de plus en plus grande sépare la bourse des valeurs mobilières du produit intérieur brut (PIB) alors que ces deux statistiques sont supposées évoluer de concert. La bourse semble désormais déconnectée de l'activité réelle (graphique n° 7). Les prix mondiaux de l'immobilier qui avaient entamé une décrue après la crise des subprimes, repartent aussi à la hausse (graphique n° 8). L'accroissement du prix des valeurs mobilières et immobilières profite essentiellement aux classes les plus favorisées (graphique 9).



Graphique n° 7



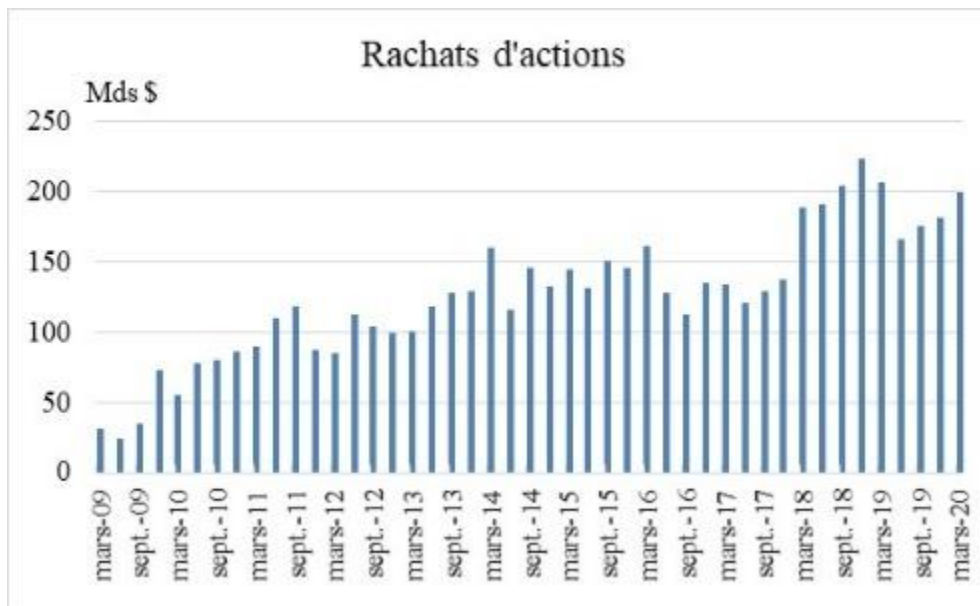
Graphique n° 8



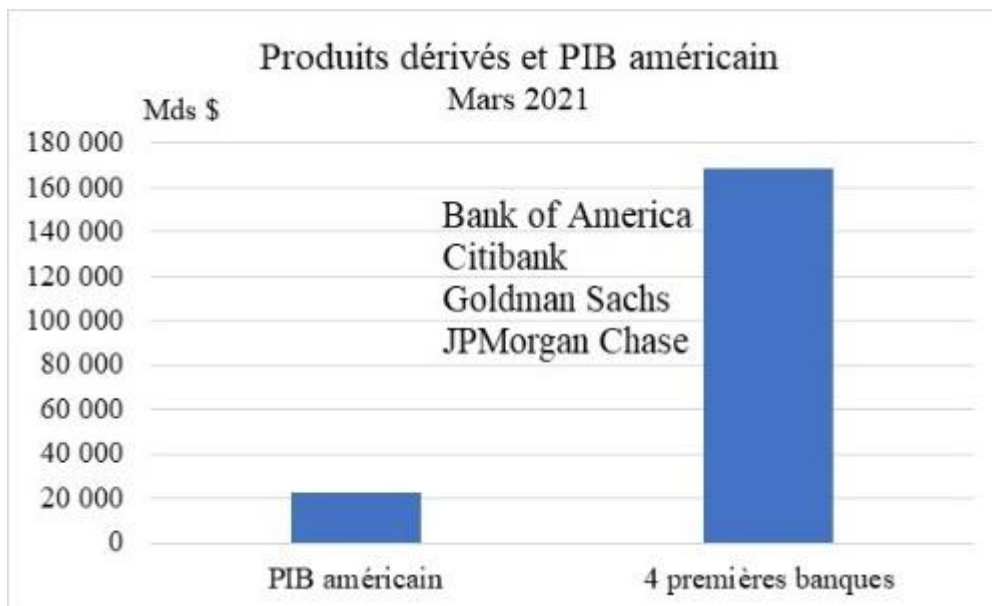
Graphique n° 9

L'abaissement des taux d'intérêts réduit les bénéfices des banques qui se sont tournées vers les produits dérivés pour maintenir leur profitabilité. Ces produits sont dérivés d'autres produits financiers, et échangés de gré à gré entre deux parties. Leur valeur est fonction de flux financiers futurs. C'est un pari risqué sur l'avenir. Peu réglementés, ils sont très profitables. Les banques se sont engouffrées dans cette brèche qui fut l'une des causes de la crise des subprimes pour atteindre des sommes astronomiques. Il est difficile d'imaginer ce que représente 168 200 milliards de dollars – le montant nominal des produits dérivés des quatre premières banques des États-Unis. Il représente plus de 7 fois le PIB américain (graphique n° 10). Aussi étonnantes soient-elles, ces choses n'arrivent jamais par hasard.

Convaincus que le « *carcan* » rooseveltien brimait la croissance américaine, les néolibéraux entamèrent une campagne pour le démonter. Ce fut la Révolution Reagan dont le véritable objet était la baisse des impôts, la privatisation de secteurs profitables et la concentration de certains secteurs de l'économie pour en augmenter la profitabilité. La mesure phare de cette campagne fut le [Gramm-Leach-Bliley Act](#) de 1999 qui annula le Glass-Steagall de 1933 – garant de la stabilité du secteur bancaire pendant un demi-siècle. La déréglementation s'étendit progressivement à toute l'économie, et s'accompagna d'un certain laxisme dans la surveillance du secteur financier. Par ailleurs, le rachat d'actions et les dettes sur marge qui autorisent l'achat de valeurs mobilières à crédit sont de puissants boosters qui gonflent la valeur des actifs financiers, et participent à leur survalorisation. Leurs montants se sont multipliés par un facteur de 4 (graphique 11 & 12). Il est permis de s'interroger sur les raisons qui incitent la Réserve fédérale à tolérer ces produits, en particulier les produits dérivés quand on sait que les banques qui les pratiquent, sont désignées '*institutions financières systématiquement importantes*' depuis la crise des subprimes pour en souligner leur rôle dans l'économie ainsi que le risque qu'elles représentent ?



Graphique n° 10

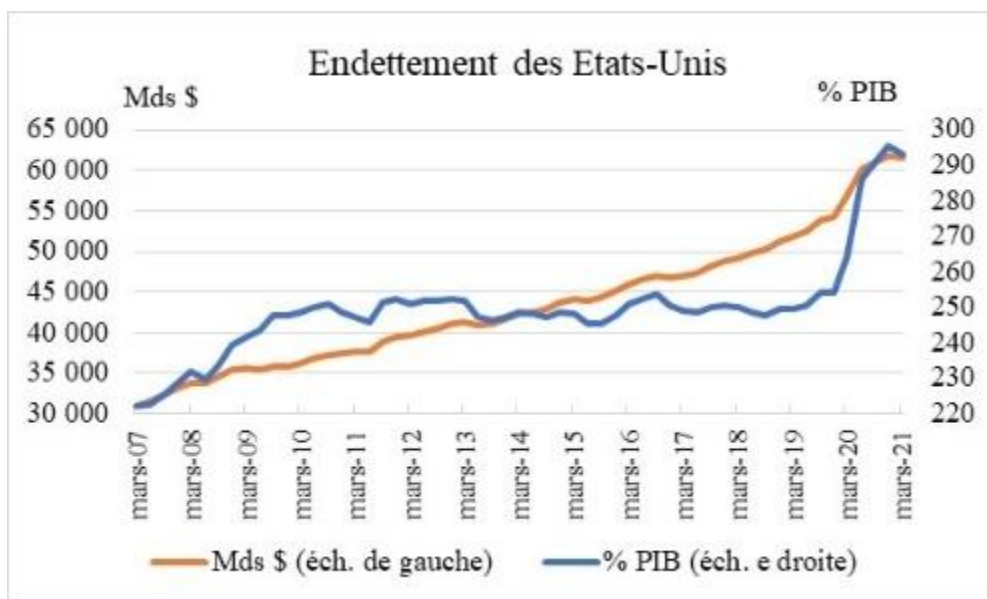


Graphique n° 11



Graphique n° 12

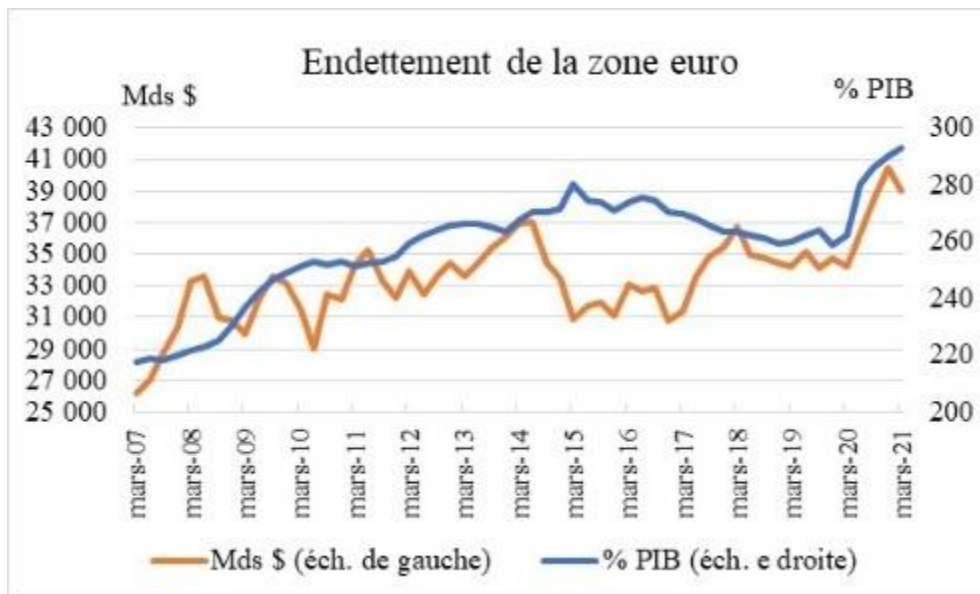
Enfin, l'assouplissement quantitatif a eu pour effet d'accroître l'endettement des gouvernements, des entreprises et des ménages à des niveaux que ses promoteurs ne soupçonnaient pas. Le total de la dette des États-Unis, de la Chine et de la Zone euro s'élève respectivement à 61 641, 46 472 et 39 017 milliards de dollars, soit 293%, 287% et 293% du PIB de ces nations. Ramenée à la population active, la dette s'élève à 411 568 dollars pour le salarié américain, 51 790 dollars pour son homologue chinois, et 251 440 dollars pour son homologue européen. Les graphiques 13, 14 & 15 donnent le total de l'ensemble des dettes nationales et internationales des nations citées (source : Banque des règlements internationaux).



Graphique n° 13



Graphique n° 14



Graphique n° 15

Les autorités étaient-elles conscientes du cul-de-sac dans lequel elles s'engouffraient ? Il est permis d'en douter. Ben Bernanke, économiste reconnu, spécialiste de la Grande crise de 1929, gouverneur de la Réserve fédérale de 2006 à 2014, fut au cœur de la crise des subprimes et de la récession qui en suivit. Il fut l'un des fervents avocats de l'assouplissement quantitatif. Dans son discours¹ du 21 novembre 2002, il résuma sa pensée de la façon suivante : « *le gouvernement américain dispose d'une technologie, appelé la planche à billets (ou son équivalent électronique aujourd'hui) qui permet de produire autant de dollars que nous le souhaitons, essentiellement sans frais* »². Ce fut donc sa politique pendant les années qui suivirent. De décembre 2008 à juin 2013, le bilan de la Réserve fédérale augmenta de 50% – du jamais vu dans l'histoire de cette institution. Mais, conscient qu'il ne faut pas abuser d'une bonne chose, il préconisa en juin 2013 de mettre fin progressivement à l'assouplissement quantitatif, et employa pour ce faire un mot peu usité dans le langage courant : « *tapering* »³, très certainement pour ne pas effrayer les marchés. Peine perdue, leur réponse fut immédiate : les taux des bons du Trésor se relevèrent et le Dow Jones s'affaissa. Connaissant leur puissance, Bernanke n'insista pas, et remisa le « *tapering* » aux oubliettes. Notons également que tout monétariste qu'il fut, Ben Bernanke n'ignorait pas le pouvoir du

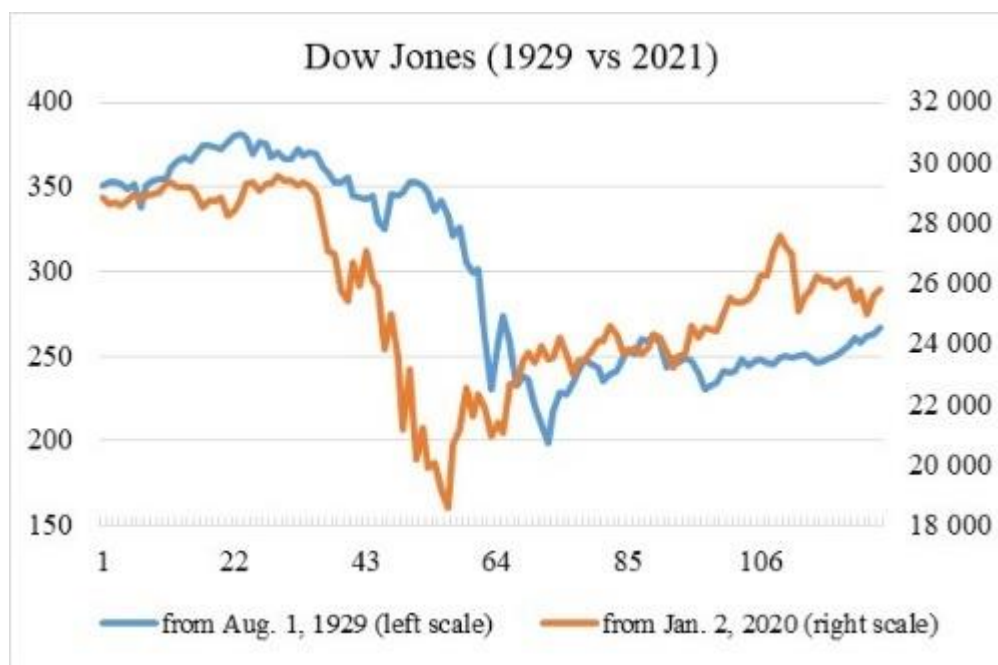
levier budgétaire et le fit savoir dans une interview⁴ accordée au New York Times le 13 novembre 2015. Le Congrès fit la sourde oreille. La récession sera donc vaincue par le seul levier monétaire. Voilà pourquoi elle dura si longtemps (graphique 5). Janet Yellen qui lui succéda, mit prudemment en pratique le « *tapering* » pendant son mandat (2014-2018). Son successeur, Jérôme Powell, poursuivit cette politique jusqu'au printemps 2020 quand éclata une nouvelle crise financière.

L'assouplissement quantitatif ne produit pas le résultat espéré d'un retour rapide de la croissance, et loin de réduire les écarts de richesse, il les a creusés. Il a facilité l'endettement des nations, des entreprises et des particuliers, et accru la vulnérabilité des banques ainsi que l'exubérance des marchés financiers, sans parler du secteur immobilier qui atteint de nouveaux sommets. Notons au passage les tentatives d'y mettre fin de la Réserve fédérale. A ce stade, la question qui se pose est de savoir que faire si une nouvelle crise frappe l'économie. Les hommes politiques et les gouverneurs des banques centrales décideront-ils de « *kick the can down the road* »⁵ pour éloigner le problème une fois de plus ? Mais est-ce possible compte tenu des effets induits de cette politique ? Ou se dirige-t-on vers une nouvelle politique ?

Comment sortir de ce pétrin ?

Rassurons d'emblée le lecteur impatient : il n'y a pas de solution miracle. Pour y voir plus clair, intéressons-nous à la crise financière de 2020. En février, le Dow Jones s'effondre. La crise est brutale et mondiale, rappelant par sa sévérité le krach de 1929 (graphiques n° 16 & 17). Contrairement à une opinion répandue, elle n'est pas due à la pandémie du Covid-19 (graphiques n° 18 & 19). Elle est maîtrisée en quelques mois aux États-Unis grâce à des mesures exceptionnelles. Ce sont ces mesures qui nous intéressent.

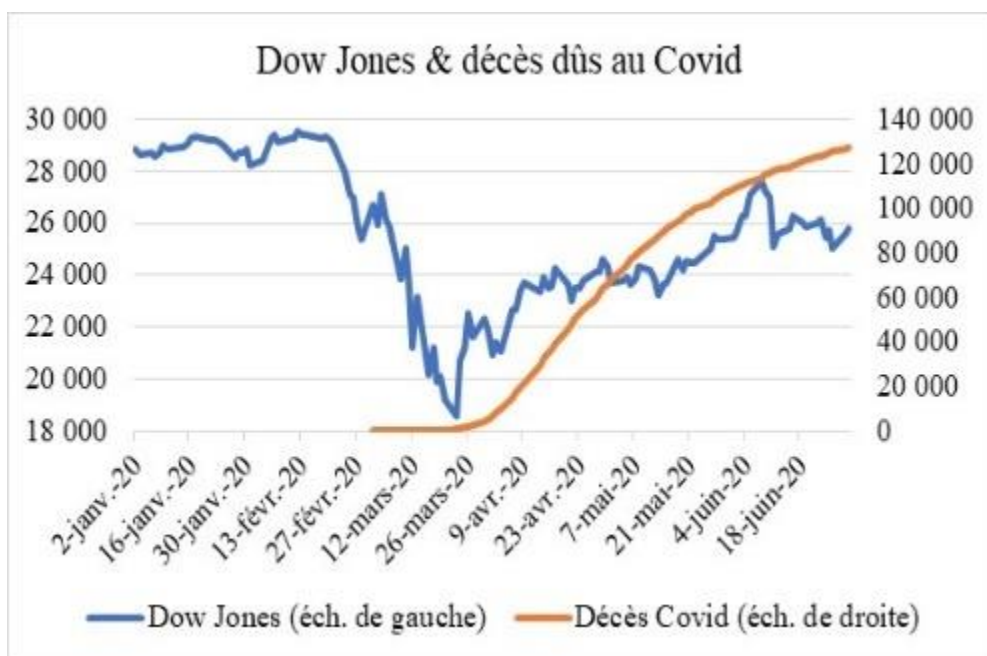
La première est le [CARES Act](#) – en dix jours, le Congrès vote la loi d'aide la plus importante de toute l'histoire des États-Unis : 2 200 milliards de dollars, soit 10% du PIB américain. Le sénat l'approuve le 25 mars, la chambre des représentants le 26, et Donald Trump la signe le 27. Tous les adultes recevront 1 200 dollars plus 500 dollars par personne à charge. L'allocation chômage passe de 26 à 39 semaines augmentée de 600 dollars par semaine. Deux programmes⁶ de 500 et 669 milliards de dollars sont destinées aux entreprises.⁷ Voilà brièvement résumée cette loi qui comportent de nombreux chapitres.⁸



Graphique 16



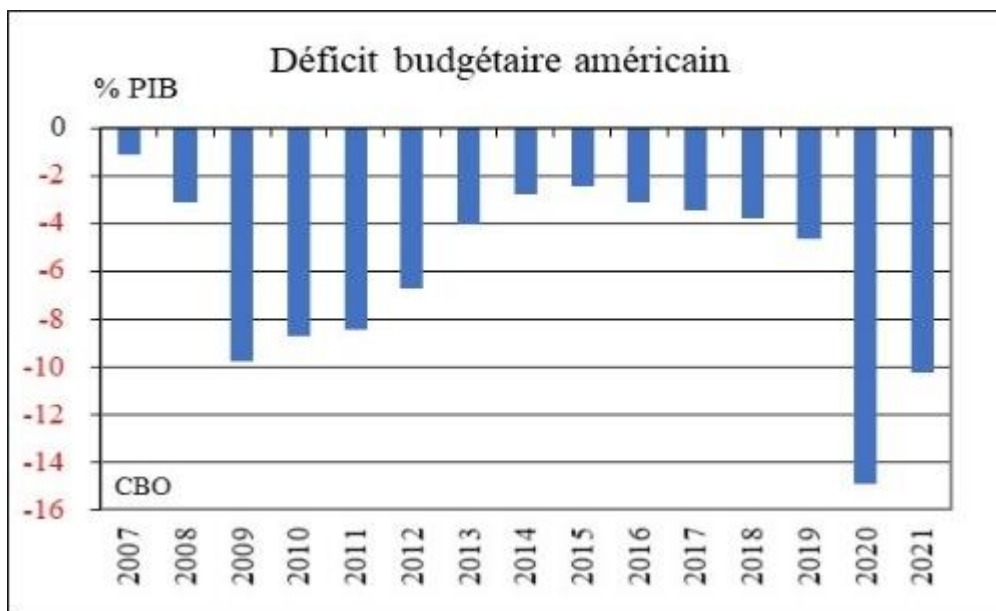
Graphique 17



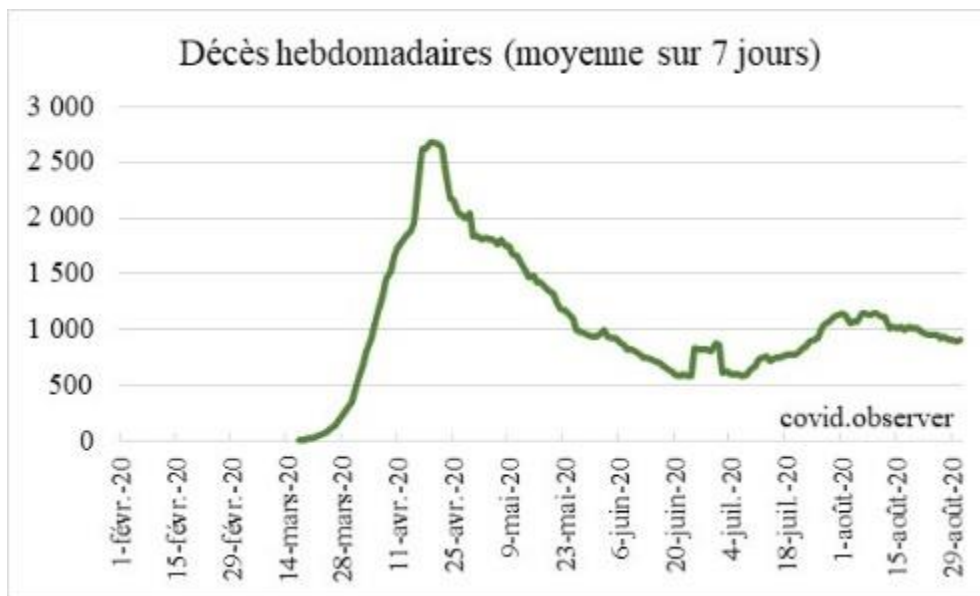
Graphique 18



Graphique 19

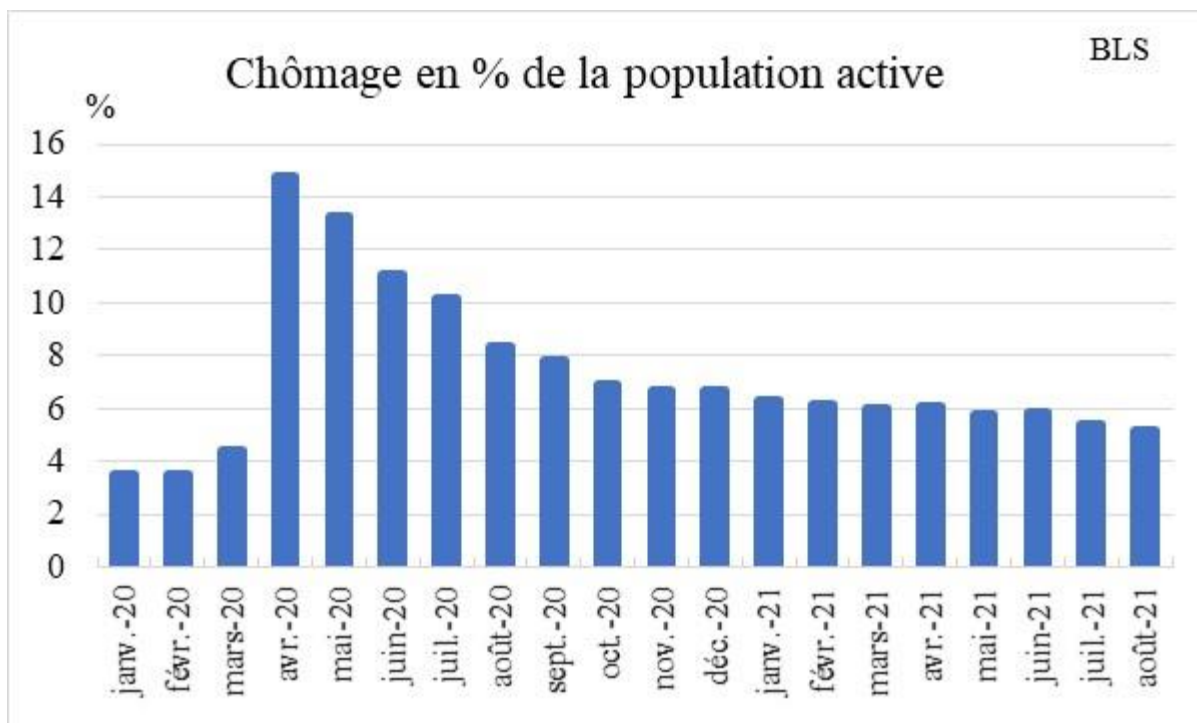


Graphique 20

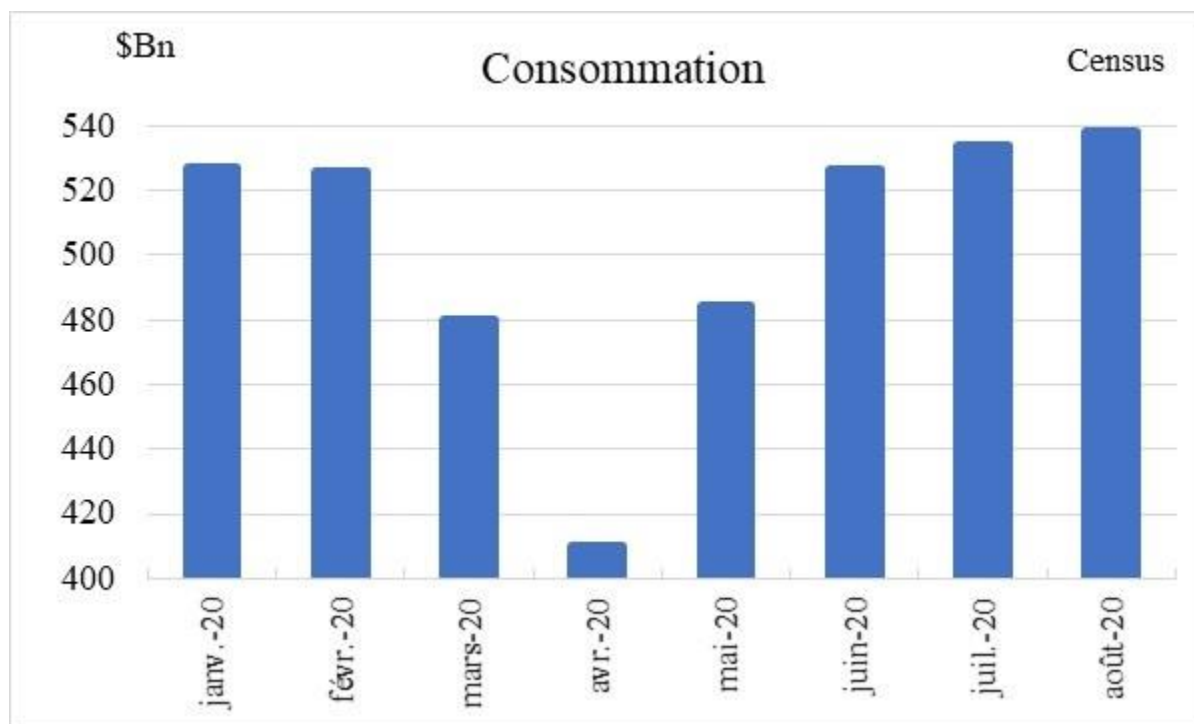


Graphique 21

Ses caractéristiques et les conditions dans lesquelles elle fut votée interpellent. Son montant est près de trois fois plus élevé que celui de la loi⁹ adoptée à la suite de la crise des subprimes de 2008 dont l'impact sur l'économie américaine mais aussi mondiale fut bien supérieur à celui de cette crise. Son effet sur le budget américain est aussi beaucoup plus important. Le déficit atteint 14,9% du PIB en 2020 contre 9,8% en 2009 (graphique n° 20). Elle fut présentée par les hommes politiques et les médias comme une réponse à la pandémie du Covid-19 alors qu'à la date de sa signature les États-Unis n'enregistrent que 1 599 décès (graphique n° 21). La précipitation du Congrès surprend aussi lorsqu'on consulte les chiffres du chômage. Le taux de février est de 3,5%, inchangé par rapport au mois précédent. Ce n'est qu'en mars qu'il augmente (4,4%), lors du vote du *CARES Act*. Ce vote serait-il à l'origine de la panique qui s'en suit et fera brutalement monter le chômage à 14,8% en avril avant de retomber comme un soufflé ? (Graphique n° 22) La consommation des ménages confirme cette hypothèse. Son niveau de février est le même que celui de janvier. Elle ne tombe qu'en mars, pendant le vote du Congrès (graphique n° 23). Dans sa précipitation, le Congrès aurait-il provoqué la récession qu'il souhaitait éviter ?



Graphique n° 22



Graphique n° 23



Graphique n° 23

Si son attitude surprend, celle de la Réserve fédérale surprend davantage. Son soutien à l'économie laisse pantois. Son bilan double pratiquement en 20 mois, passant de 4 668 milliards le 18 mars 2020 à 8 556 milliards de dollars le 27 octobre 2021... (graphique n° 24) alors que la récession est terminée. Que motive une telle politique ? Les élections présidentielles de novembre 2020 ? Peut-être. Donald Trump ne veut pas de resserrement du crédit avant l'élection, et Joe Biden immédiatement après. Ceci dit, la politique du nouveau gouvernement apporte un élément de réponse à notre enquête.

La première initiative du nouveau gouvernement est le vote du *American Rescue Plan* dont les caractéristiques rappellent celles du CARES Act : sa justification est à nouveau la pandémie, son montant est proche (\$1 900 milliards), le chèque envoyé à chaque citoyen est légèrement supérieur (\$1 400), et l'assurance-chômage Covid est prolongée jusqu'au 6 septembre 2021 avec un bonus de \$300 par semaine. Voilà les principaux aspects de ce plan qui en comporte bien d'autres, mais aucune mesure pour l'entreprise (Parti démocrate oblige). C'est cette similitude entre les deux plans qui est intéressante. Dans les deux cas, le gouvernement distribue de l'argent aux Américains. Or, c'est précisément ce que Milton Friedman préconisait dans *The Optimum Quantity of Money* pour vaincre ce que John Maynard Keynes appelait la trappe à liquidité, c'est-à-dire la préférence donnée à l'épargne sur l'endettement et la consommation. Les puristes répondront que, tant dans le cas du CARES Act que de l'*American Rescue Plan*, il ne s'agit pas d'une politique monétaire mais budgétaire, donc sans lien avec la préconisation de Milton Friedman, sauf que... dans les deux cas les largesses gouvernementales sont financées par la création monétaire. Il s'agit donc de '*monnaie hélicoptère*', pour reprendre l'expression du célèbre économiste.

Une solution innovante ?

Les États-Unis seraient-ils à l'aube d'une nouvelle politique économique qui serait tout à la fois monétaire et centralisée ? Monétaire, pour les raisons évoquées ci-dessus, et centralisée en raison des propositions de Saule Omarova, future directrice de l'*Office of the Comptroller of the Currency*, qui dans une étude intitulée : '*The People's ledger : how to democratize money and finance the economy*'¹⁰ recommande de : a) centraliser tous les dépôts bancaires à la Réserve fédérale, b) confisquer les dits dépôts pour juguler l'inflation, si nécessaire, et c) éliminer l'assurance dont jouissent ces dépôts à hauteur de \$250 000 pour les personnes physiques en cas de crise grave. Ces propositions sont révolutionnaires et dans l'air du temps quand on les rapproche de celles du Forum économique mondial qui nous promet le bonheur le jour où nous ne posséderons rien. Mark Carney¹¹ ferme le cercle ouvert par Saule Omarova en proposant d'éliminer le dollar pour lui substituer une monnaie électronique laquelle serait créée et contrôlée par la Réserve fédérale. Michael Hudson,¹² pour sa part, suggère d'éliminer la dette, comme au [temps de la Bible](#) où les dettes étaient effacées tous les cinquante ans. Cette proposition, quelque peu irréaliste mais non sans attrait, a été rejetée d'emblée. Inutile d'en discuter davantage. Stéphanie Kelton est l'égérie d'une nouvelle théorie dite '*théorie monétaire moderne*' qui n'est ni monétaire ni moderne, et sans grand intérêt pour le problème qui nous préoccupe.

Une solution serait de revenir au '*tapering*' cher à Bernanke, c'est-à-dire inverser la politique d'assouplissement quantitatif. Janet Yellen et Jérôme Powell l'ont mise en pratique pendant un temps (en fait, ils se sont contentés d'arrêter sa croissance, sans l'inverser – Jérôme Powell la réinstituera même, comme nous l'avons vu). Pour éviter les débordements que nous avons évoqués, ne faudrait-il pas qu'elle soit accompagnée d'un retour à la séparation des activités bancaires comme au temps du Glass-Steagall Act ainsi que d'un resserrement de la réglementation ? Compte tenu des montants et intérêts en jeu est-il possible de l'inverser ? Cette inversion serait longue et douloureuse – un élément qui ne milite pas en sa faveur. Au vu de ces considérations, n'est-ce pas plutôt vers les propositions d'Omarova et de Carney que les États-Unis se dirigent ?

Jean-Luc Baslé est un ancien vice-président de Citigroup, et diplômé de l'Université de Columbia et de l'Université de Princeton. Il est l'auteur de « Le système monétaire international : Enjeux et perspectives ».

1. Deflation: Making Sure « It » Doesn't Happen Here
2. Cette déclaration lui valut un sobriquet : « Helicopter Ben ».
3. Effiler, rendre plus étroit.
4. A debate with Bernanke over Fed's policies.
5. Donner un coup de pied dans la boîte de conserve.
6. Main Street Lending Program et Paycheck Protection Program.
7. La Réserve fédérale est également autorisée à allouer jusqu'à 4.540 milliards de dollars de crédit aux entreprises grâce à un accord avec le Trésor qui absorbera les pertes éventuelles de la banque centrale à hauteur de 10% du montant alloué.
8. Des mesures similaires ont été adoptées en Union européenne.

9. The American Recovery and Reinvestment Act of February 2009 (\$831 milliards).
10. 'Le journal du peuple : comment démocratiser la monnaie et financer l'économie' (note : le mot 'journal' doit s'entendre dans son sens comptable).
11. The Growing Challenges for Monetary Policy in the current International Monetary and Financial System, Mark Carney, 23 August 2019.
12. Debts that can't be paid won't be. Michael Hudson, April 10, 2012.

▲ RETOUR ▲

.Attention au pic de liquidité !

rédigé par [Bruno Bertez](#) 17 novembre 2021



Avec le taper de la Fed, entre autres, il semble qu'un pic de masse monétaire ait été atteint. Cela aura des conséquences sur le dollar, et donc sur la stabilité de l'économie mondiale.



Selon une analyse d'Exante Data, « les tendances mondiales de la liquidité pointent vers une stabilisation, le pic de liquidités semble avoir été atteint. En examinant attentivement la dynamique des bilans de toutes les grandes banques centrales, on peut penser qu'une période de politique monétaire mondiale extrêmement accommodante touche à sa fin.

D'abord, ce pic de la liquidité est important pour l'inflation des prix des biens et services et des matières premières.

Ensuite, il est important pour les indices boursiers.

Enfin, il est important pour le dollar et la stabilité financière globale.

Les pays émergents seraient les premiers touchés

La restriction des liquidités, si elle a lieu, produit – en raison de son caractère différentiel – une rareté relative du dollar. C'est ce qui explique la hausse de cette devise depuis quelque temps :

- on veut du dollar parce qu'il va être plus rare ;
- on veut du dollar car le risque va monter ailleurs et on cherche des refuges ;
- on veut du dollar car beaucoup d'émetteurs sont ou vont être en difficulté.

La hausse du dollar produit une déstabilisation des débiteurs en dollars et donc des pays émergents.

La hausse du dollar réduit les tendances à utiliser l'effet de levier, ce qui renforce les baisses de liquidité.

Pour éviter la hausse du dollar, il faudrait une concertation internationale qui coordonnerait le mouvement des liquidités et éviterait les tensions sur la monnaie américaine.

Le facteur risque lié au *taper* se manifestera au niveau du dollar, des dettes des périphériques et des difficultés de régulation de gouvernements.

Je vous invite à lire l'analyse complète d'Exante Data (en anglais) [en cliquant ici](#).

▲ RETOUR ▲

J'appelle Isaac Newton : Il est temps d'acheter le sommet de cette bulle

Charles Hugh Smith Lundi 15 novembre 2021

of two minds.com  charles hugh smith



Malgré sa grande intelligence et son expérience, Newton a été victime de la bulle, tout comme le vaste troupeau de parieurs crédules et avides.

L'un des exemples les plus célèbres de personnes intelligentes aspirées par une bulle et perdant un paquet de dollars est celui des incursions d'Isaac Newton dans la bulle des mers du Sud de 1720, dont on estime qu'elle a aspiré entre 80 et 90 % de l'ensemble des investisseurs en Angleterre.

Certains ont prétendu que Newton n'avait pas acheté tôt en 1711, vendu en avril 1720 avec un beau bénéfice, puis englouti la majeure partie de son importante fortune dans la bulle au moment où celle-ci atteignait son sommet en été, avant de subir de lourdes pertes lors de l'éclatement de la bulle en septembre, mais les preuves confirment cette chaîne d'événements : Isaac Newton et les périls de la mer du Sud financière (Physics Today).

Le graphique ci-dessous indique les dates des achats de Newton pour son propre compte et pour le domaine de Hall dont il était le fiduciaire.

J'ai ajouté un "*nous sommes ici*" indiquant où nous en sommes dans l'expansion et l'effondrement actuels de la bulle : ce deuxième pic après un épisode de vente initiale est la "***dernière chance de sortir***" classique. Notez que Newton a "acheté le creux" lors de la montée et a ensuite ajouté à sa position au fur et à mesure que la manie s'est retournée, faisant son dernier achat fatal en tant qu'"achat du creux" juste avant le pic de la "dernière chance de sortir" - ce qui est précisément le point que la bulle actuelle a finalement atteint, lorsque tout le monde est à fond dedans et "achète le creux" pour augmenter les profits qui, de l'avis de tous, sont essentiellement garantis par la Fed.

Le problème, hélas, c'est que **les gens intelligents restent des humains**, et que les humains suivent le troupeau lorsque celui-ci gagne de l'argent. Des affirmations absurdemment farfelues sont agrémentées de "maths" et de récits puissamment simplistes, avec juste assez de crédibilité de bon sens pour animer la cupidité excessive qui sommeille dans le cœur de chaque être humain.

Newton n'était pas seulement intelligent et riche, il était également sophistiqué sur le plan financier et était un investisseur très performant qui privilégiait les instruments financiers tels que les obligations par rapport aux terres. Il était l'ultime investisseur expérimenté et avisé qui ne se laissait pas embobiner par des mathématiques spéculatives. Malgré sa grande intelligence et son expérience, Newton a été victime de la bulle, tout comme le vaste

troupeau de parieurs crédules et avides.

Newton est mort richement doté en 1727, de sorte que sa mésaventure dans la bulle ne l'a pas ruiné, même si elle a réduit considérablement sa valeur nette. Beaucoup dans le troupeau, à l'époque et aujourd'hui, n'auront pas cette chance.



source: <https://physicstoday.scitation.org/doi/10.1063/PT.3.4521>

note added by charles Hugh Smith www.oftwominds.com November 2021

▲ RETOUR ▲

.La monnaie ne reflète plus la valeur des choses

rédigé par [Bruno Bertez](#) 18 novembre 2021

LA CHRONIQUE AGORA
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME. HÉRODOTE

La monnaie a changé de forme au fil du temps, en fonction de ce à quoi elle était rattachée. Nous voyons désormais ce qu'il se passe quand elle n'est rattachée à rien.



Je suis bien obligé de sacrifier à la pensée dominante, sinon personne ne me comprend. Donc je commence par une affirmation que tout le monde comprend, mais que je sais fausse : [tous les actifs financiers sont surévalués](#).

Sauf que les actifs financiers mondiaux ne sont pas surévalués. C'est une erreur d'optique. C'est une façon de tomber dans le fétiche du cours boursier comme s'il était un en-soi, une métrique.

Le cours de Bourse d'une action ou de l'indice boursier n'est pas une métrique, c'est un échange. Vous échangez une unité de S&P 500 contre un certain nombre de dollars.

Mais vous ne pensez pas, quand vous dites que le S&P 500 est à 4 683 points, que ce que vous exprimez, c'est un échange. Pas du tout : vous pensez que c'est un absolu. Il ne vous vient pas à l'esprit que c'est une valeur relative.

Des milliers de milliards de \$ en réserve

Acheter un actif financier, c'est par exemple échanger un dépôt bancaire ou une réserve bancaire auprès de la Fed contre un titre boursier. A votre avis, est-ce que l'échange est le même selon que la masse de dépôts bancaires ou la masse de réserves auprès de la Fed est de 1 000 Mds\$, ou de 2 000, 3 000 ou 5 000 Mds\$?

Bien sûr que non. La rareté relative est totalement différente selon la taille du bilan de la Fed et selon la masse de dépôts bancaires, c'est-à-dire de la quantité de monnaie dans les banques.

Si vous avez une masse considérable de monnaie en dépôts dans les banques – monnaie qui ne rapporte rien –, ou si vous avez une masse colossale de réserves oisives auprès de la banque centrale, vous êtes tentés de convertir une partie de cette monnaie en actifs financiers.

Surtout si une loterie est branchée sur les actifs financiers, et que l'on tire des gagnants chaque jour. Vous aussi vous voulez participer à la loterie. Donc vous convertissez votre monnaie oisive en « monnaie-actifs financiers-billets de loterie » et vous faites monter les prix des actifs financiers en Bourse. **Leur valeur intrinsèque ne change pas, mais leur prix grimpe.**

L'univers de la finance est un imaginaire dont on vous fait croire qu'il est articulé à la réalité pour pouvoir mieux vous arnaquer, c'est-à-dire pour pouvoir mieux surévaluer toutes les bestioles financières.

Dans les temps anciens, la monnaie n'était pas flottante, désancrée. Elle représentait quelque chose, une vraie richesse < pièces en or ou en argent >. On ne pouvait pas en créer autant que l'on voulait. Elle avait un fil à la patte, une pesanteur, c'est-à-dire qu'elle était collée au réel et le reflétait.

Quand la monnaie est devenue dette

Quand on a coupé le lien entre la monnaie et l'or, puis son lien avec le travail et les marchandises, on a libéré la monnaie. On lui a permis de s'envoler et de se déconnecter de la production des richesses réelles. On l'a libérée du poids de la valeur des choses.

La monnaie a cessé de refléter la valeur actuelle des choses, puis elle a été rattachée à la valeur future des choses. C'est-à-dire que l'on a pris de l'avance, on a anticipé, puis, comme cela ne suffisait pas, la monnaie n'a plus été rattachée qu'à l'espoir de création de richesses futures.

Puis, comme cela ne suffisait pas encore, elle a été rattachée à la volonté des apprentis sorciers de créer un jour des richesses futures. **Puis, maintenant, on a fait le tour : la monnaie ne reflète plus rien d'autre que le besoin d'en créer sans cesse plus. Toujours plus, pour maintenir sa valeur fictive !**

La monnaie ne sert qu'à se maintenir en vie elle-même. Elle ne sert plus qu'à maintenir la fiction de la valeur de la monnaie, c'est-à-dire la valeur des dettes qui ont servi à... créer de la monnaie.

C'est la dialectique de la monnaie de crédit et de dette : *in fine*, elle se mange la queue. Elle n'est plus créée que pour faire tenir le système qui lui a donné naissance. Elle n'est plus mise en circulation que pour faire tenir l'échafaudage de dettes qui lui ont permis d'être mise au monde.

A partir du moment où un actif financier constitue un échange de titre contre de la monnaie, la caractéristique fondamentale de la monnaie, sa frivolité bullaire, se transmet aux actifs financiers. L'un est un avatar de l'autre. Un actif financier devient simplement une quasi-monnaie, une monnaie qui rapporte un peu. Et si la monnaie flotte, libérée dans les airs, alors les prix des actifs financiers exprimés en monnaie flottent également.

Si vous avez compris cela, vous avez compris plus que n'importe quel membre du gouvernement et que n'importe quel gouverneur de banque centrale.

▲ RETOUR ▲

.Le taux d'homicide en 2020 a atteint son plus haut niveau depuis 24 ans. C'est un autre signe d'un régime défaillant.

Ryan McMaken 17/11/2021 Mises.org



MISES WIRE



Au milieu de l'année 2020, il était déjà clair que les États-Unis connaissent un pic de criminalité. En effet, au milieu de l'année, de nombreux médias rapportaient déjà des augmentations remarquablement importantes des homicides dans un certain nombre de villes. Il était clair que si les tendances actuelles se poursuivaient, les taux d'homicides aux États-Unis atteindraient des niveaux jamais vus depuis plus de dix ans.

Les données pour l'année 2020 étant désormais disponibles dans le rapport *Crime in the United States* du FBI, nous pouvons constater que ces prédictions étaient justes. Selon le rapport, le taux d'homicide aux États-

Unis a augmenté à 6,5 pour 100 000 en 2020, ce qui est le taux le plus élevé signalé depuis 1997 - un sommet de vingt-quatre ans.

De plus, l'augmentation de 2019 à 2020 est l'une des plus importantes que les États-Unis aient connues en quatre-vingt-dix ans. Pour des augmentations similaires dans un laps de temps aussi court, il faut remonter aux années 1960 - ou même aux années 1940. En d'autres termes, ce n'est pas normal. Si la tendance actuelle se poursuit, les États-Unis pourraient se retrouver avec une croissance des homicides qu'ils n'ont plus connue depuis la fin des années 1960 et le début des années 1970.

Il reste cependant à voir s'il s'agit d'un pic temporaire ou d'une partie d'une tendance plus longue. S'il s'agit d'un pic, nous pouvons nous attendre à ce que les taux d'homicides retombent aux alentours de 5 pour 100 000, comme c'était devenu une expérience courante au cours de la dernière décennie. S'il ne s'agit que d'un pic, nous pouvons imputer la hausse des homicides à des événements à court terme, tels que les lockdowns dans les cités ou les émeutes de Black Lives Matter. En revanche, si la flambée s'inscrit dans une tendance plus large, nous devons nous tourner vers des causes plus générales et permanentes pour trouver une explication satisfaisante.

Mais trouver les causes de tendances plus larges dans les taux d'homicides n'est pas chose facile, et les groupes idéologiques ont tendance à utiliser les mouvements des taux d'homicides comme "preuve" de la justesse de leurs chevaux de bataille politiques préférés.

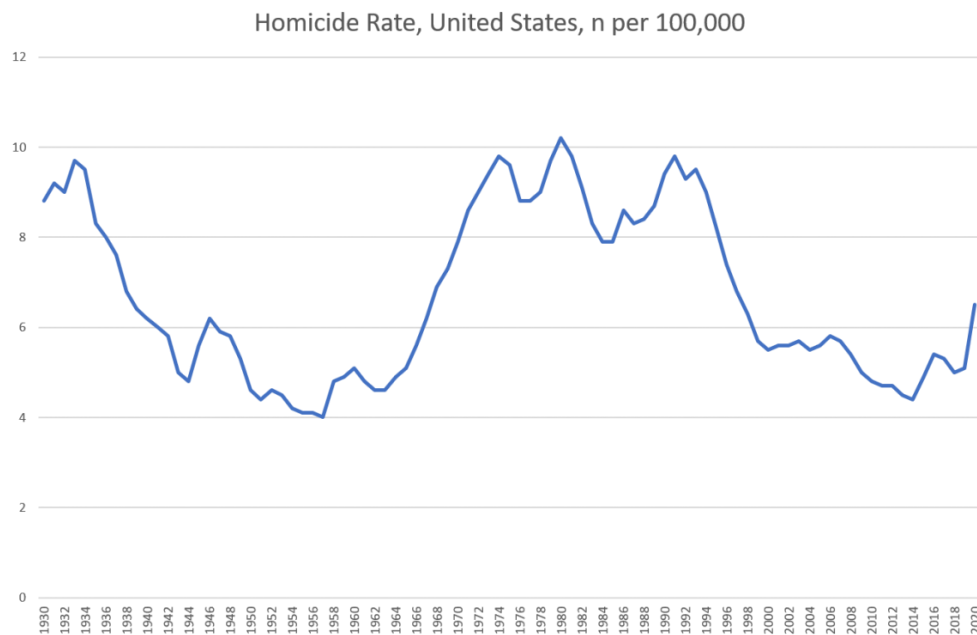
Il existe toutefois des preuves irréfutables que les tendances de la criminalité sont largement déterminées par la façon dont le public perçoit la légitimité du régime et de ses institutions. En bref, la théorie repose sur l'idée que la criminalité augmente lorsque les résidents d'une juridiction ne respectent pas les institutions gouvernementales et ne croient pas que celles-ci puissent assurer la sécurité ou administrer la justice de manière assez fiable.

Si les États-Unis sont effectivement au début d'une tendance à la hausse des homicides, il pourrait s'agir d'une preuve supplémentaire de ce que beaucoup soupçonnent déjà : **la confiance dans les institutions politiques américaines est en baisse** et, par conséquent, la peur de la criminalité privée et du désordre social est en hausse.

Les homicides : Quelques perspectives historiques

Pour mettre ces tendances en perspective, nous devons toutefois examiner les mouvements historiques des taux d'homicide.

Il existe un désaccord important sur la mesure des taux d'homicide au début du vingtième siècle, et les données sont particulièrement fragmentaires avant que le FBI n'établisse le système de déclaration uniforme de la criminalité en 1930. Il existe cependant un consensus beaucoup plus large sur le fait que les taux d'homicide étaient élevés par rapport aux normes actuelles au début des années 1930. Ces taux ont commencé à baisser rapidement après 1934, ce qui a amorcé une longue tendance à la baisse des homicides qui a duré jusqu'à la fin des années 1950. Cette tendance a atteint son niveau le plus bas, soit 4 pour 100 000 en 1957. En 1965, le taux d'homicide a commencé à augmenter rapidement, passant de 4,6 pour 100 000 en 1963 à un sommet de 9,8 pour 100 000 en 1980. Les taux d'homicide sont restés à des niveaux élevés tout au long des années 1980, mais ont connu une forte baisse après 1993, pour atteindre 4,4 pour 100 000 - le niveau le plus bas en cinquante ans - en 2014.



Source : *Uniform Crime Reporting Program* ; *Vital Statistics of the United States : 1965-1979* ; *Vital Statistics of the United States : 1939-1964*.

Depuis 2014, cependant, le taux d'homicide a augmenté de plus de 45 %. Pourtant, le taux de 6,5 pour 100 000 de 2020 n'est pas particulièrement élevé par rapport aux normes du XXe siècle, et nous ne sommes pas encore revenus à la mauvaise époque des années 1970 et 1980, où les crimes violents étaient élevés année après année.

En revanche, l'ampleur de l'augmentation prévue pour 2020 est considérable et alarmante. Mesurée en pourcentage, l'augmentation de 2020 est tout simplement la plus importante jamais enregistrée.

Les homicides en termes de totaux bruts ont augmenté de 29 % entre 2019 et 2020, ce qui est énorme. Aucune autre variation de pourcentage sur un an en quatre-vingt-dix ans n'a été aussi importante. Certes, certaines années, le nombre total d'homicides a augmenté dans des proportions très importantes. Par exemple, au début des années 1970, les États-Unis ont connu d'immenses augmentations en termes de totaux.

Pourtant, les seules augmentations comparables en pourcentage peuvent être trouvées sur des périodes de deux ans dans le passé. Par exemple, de 1944 à 1946, les homicides ont augmenté rapidement lorsque les jeunes hommes ont envahi les villes et villages américains à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les homicides avaient été supprimés tout au long de la guerre du fait que la plupart des jeunes hommes de la nation - les personnes les plus susceptibles de commettre des crimes violents - avaient été envoyés à la guerre. Les homicides ont augmenté de 34 %, passant de 6 553 en 1944 à 8 784 en 1946. Il s'agissait toutefois d'une situation très temporaire, et la "tendance" a pris fin en 1946. En revanche, de 1966 à 1968, le nombre total d'homicides a augmenté de 26 %, passant de 11 606 en 1966 à 14 686 en 1968. Ce n'était que le début d'une tendance à la hausse et grave des homicides qui allait durer des années.

Quelles sont les causes de ces changements ?

Il existe de nombreuses théories différentes qui prétendent expliquer les tendances en matière d'homicides. De nombreuses personnes gravitent naturellement vers celles qui confirment leur vision du monde existante. Par exemple, on peut compter sur certains groupes pour blâmer la discrimination raciale ou le manque d'aide gouvernementale comme causes de la criminalité. D'autres disent que c'est l'inégalité économique. D'autres encore se tournent vers les théories raciales pour affirmer que certains groupes ethniques sont toujours à l'origine de la flambée des homicides. Et bien sûr, l'une des causes présumées favorites de l'évolution des taux d'homicide est la présence d'armes à feu.

Comme tout le monde, j'ai ma propre théorie préférée et elle est la suivante : les tendances en matière d'homicide sont largement déterminées par l'opinion du public sur la légitimité des institutions de l'État. Lorsque le public considère que les institutions de l'État sont inefficaces pour maintenir la paix, l'ordre et un semblant de justice, la violence se répand.

Par exemple, comme l'explique Stephen Mihm, le sociologue Roger Gould, dans son ouvrage *Collision of Wills* publié en 2003

a déterminé que pratiquement tous les pics du taux d'homicide dans la France du XIXe siècle étaient corrélés à des périodes d'instabilité politique. En outre, il a constaté que les taux d'homicides augmentaient également dans les régions de France éloignées des éruptions de troubles révolutionnaires réels ; le simple fait de vivre dans l'ombre d'un effondrement politique suffisait à faire grimper le taux d'homicides.

Cette théorie a été développée en détail par Gary LaFree (dans *Losing Legitimacy* [1998]) et par l'historien du crime Randolph Roth. Mais l'étude la plus importante dans ce cadre théorique est sans doute l'analyse empirique de cinq cents pages de Roth, *American Homicide*.

Roth soutient que toute analyse sérieuse doit prendre en compte les tendances des mesures d'homicide sur de nombreuses décennies, à des époques et dans des lieux très divers. À partir de ces données, Roth conclut qu'il est raisonnable d'accepter l'affirmation de LaFree selon laquelle les variables qui présentent la corrélation la plus nette avec les homicides sont "la proportion d'adultes qui disent faire confiance à leur gouvernement pour faire ce qui est juste et la proportion de ceux qui croient que la plupart des fonctionnaires sont honnêtes".

Roth ajoute ensuite les variables suivantes comme étant essentielles pour comprendre les mouvements des taux d'homicides :

1. La croyance que le gouvernement est stable et que ses institutions juridiques et judiciaires sont impartiales et redresseront les torts et protégeront les vies et les biens.
2. Un sentiment de confiance envers le gouvernement et les fonctionnaires qui le dirigent, et une croyance en leur légitimité.
3. Le patriotisme, l'empathie et le sentiment d'appartenance découlant de la solidarité raciale, religieuse ou politique.
4. La croyance que la hiérarchie sociale est légitime, que sa position dans la société est ou peut être satisfaisante et qu'il est possible d'imposer le respect des autres sans recourir à la violence.

Si ces conditions ne sont pas réunies, conclut Roth, le taux d'homicide augmentera, car les habitants considéreront les autres membres de leur communauté comme des menaces potentielles. En outre, les membres de la communauté se sentiront obligés de se livrer à une justice d'autodéfense pour compenser l'absence d'action équitable ou fiable de la part de la police et des autres acteurs étatiques.

Les criminologues et les historiens de la criminalité débattent bien sûr de l'adéquation entre les données historiques et la théorie. Mais Roth soutient que cette relation remonte à plusieurs siècles dans l'histoire américaine, même au XVIIe siècle. Là où il y a une révolution, une rébellion et des troubles sociaux, nous verrons probablement une augmentation du taux d'homicide.

Sommes-nous donc dans cette situation aujourd'hui ?

Certes, la théorie est plausible compte tenu de l'état actuel des choses. D'un côté, il y a des groupes comme Antifa et les émeutiers de Black Lives Matter. Ces groupes peuvent s'engager dans la violence pure et simple à certains moments et, à d'autres, simplement semer l'agitation générale et un manque de confiance dans le régime. Dans le même temps, nous constatons qu'un nombre croissant d'Américains achètent des armes à feu à des niveaux inhabituellement élevés. Des millions d'Américains croient que les résultats des élections sont manipulés. D'autres pensent que la police est soit malveillante, soit au moins incompétente. En 2020, les policiers fermaient les commerces qui refusaient de "verrouiller". La police arrêtait des mères qui osaient laisser leurs enfants jouer dans les parcs de la ville. Nous avons toutes les raisons de croire que ces actes ne feront que semer davantage de suspicion et de ressentiment à l'égard des institutions gouvernementales. Nombreux sont ceux qui pensent que les mandats gouvernementaux en matière de vaccins sont à la fois moralement et légalement illégitimes.

Ce n'est pas une société qui considère les institutions gouvernementales avec une confiance et une révérence croissantes. Il s'agit plutôt d'une société qui considère les institutions gouvernementales comme une source d'injustice et de désordre.

De plus, ce désordre s'est propagé bien au-delà des ghettos de la nation. Il pourrait être réconfortant de penser que les homicides n'augmentent que dans certains quartiers de Chicago où sévit la criminalité. Mais ce n'est pas le cas. Même les petites villes du pays, situées dans des zones éloignées des centres traditionnels de la criminalité, connaissent de fortes augmentations. Par exemple, dans le Dakota du Sud - un État ayant historiquement des taux d'homicides relativement très bas - les homicides ont augmenté de près de 150 % entre 2019 et 2020. Des tendances similaires ont été observées dans d'autres États, comme l'Iowa, où les homicides ont généralement été très faibles au cours des dernières décennies.

Les délinquants sont également issus de milieux très divers. Alors que les homicides commis par des délinquants noirs connus ont augmenté de 26 % de 2019 à 2020, les homicides commis par des délinquants blancs connus ont notamment augmenté de 23 %. Autrement dit, il y avait 4 728 homicides connus commis par des Blancs en 2019. Ce chiffre est passé à 5 844 en 2020.

Ainsi, si davantage d'Américains d'origines très diverses achètent des armes à feu par peur de la criminalité, leur crainte ne repose pas sur des tendances imaginaires. Du niveau fédéral au département de police local et au palais de justice, les responsables gouvernementaux semblent soit ne pas vouloir, soit ne pas pouvoir faire face aux

réalités de la criminalité et du désordre social. Le public semble l'avoir remarqué.

▲ RETOUR ▲

.Pourquoi l'objectif d'inflation de 2% est si délétère (1/2)

rédigé par [Ryan McMaken](#) 18 novembre 2021



Depuis dix ans, la Fed affiche un objectif d'inflation annuelle, objectif qui guide sa politique monétaire. Cela aurait pu n'être qu'une évolution mineure des indicateurs surveillés par la banque centrale, mais, en réalité, cet ajout a tout changé.



Le président de la Fed, Jerome Powell, est de plus en plus critiqué pour son incapacité apparente à prendre l'inflation au sérieux ou même simplement à admettre qu'elle pourrait être plus que « transitoire ». La réduction des programmes d'achats d'actifs à grande échelle menés par la Fed a été évoquée à de nombreuses reprises.

Cependant, même si le début d'une réduction des programmes d'achats d'actifs a été annoncé, comme c'est souvent le cas avec la Fed, la mise en œuvre complète de cette politique n'est prévue que dans un avenir lointain, à une date non spécifiée.

Par ailleurs, si l'économie venait à ralentir, comme le prédit un nombre croissant d'observateurs, la Fed va très certainement se dégonfler et laisser le robinet monétaire grand ouvert.

Pourtant, pas plus tard qu'au mois d'août, la Fed et ses représentants ont régulièrement prévenu que l'inflation n'était pas encore suffisamment élevée et que la banque centrale allait devoir prendre des mesures pour atteindre son objectif de taux d'inflation de 2% par an.

En effet, au cours de la dernière décennie, les préoccupations autour de la faiblesse de l'inflation ont constitué le discours dominant. En outre, le respect de l'objectif de taux d'inflation de 2% est présenté dans la presse financière comme une nécessité que personne ne remet en cause.

Une justification pour les interventions

Cet objectif de taux d'inflation est présenté comme s'il s'agissait d'une norme intemporelle et (apparemment) tout le monde s'accorderait à dire qu'il doit guider la politique de la Fed. De plus, il s'intègre dans un ensemble de politiques monétaires dangereuses, incluant le paiement d'intérêts sur les réserves excédentaires des banques et l'achat par la Fed d'obligations à échéances longues. **Le résultat est une économie chaotique et lourdement manipulée au travers des interventions de la Fed.**

Mais en quoi cet objectif de 2% d'inflation est-il si important, de toute manière ? Pourquoi les banquiers centraux le prennent-ils tellement au sérieux ? Et la question peut-être la plus importante est bien plus vaste encore : quel est l'effet de cette cible d'inflation sur les cycles d'expansion et de récession ainsi que sur le niveau de prospérité économique ?

Les réponses à ces questions sont détaillées et expliquées dans l'ouvrage de [Brendan Brown](#), *[The Case against 2 Per Cent Inflation : From Negative Interest Rates to a 21st Century Gold Standard](#)* (Palgrave Macmillan, 2018, non traduit en français).

Brown aborde ce sujet en s'appuyant sur son expertise exceptionnelle. Il est en effet actuellement l'un des associés fondateurs de Macro Hedge Advisors et il est l'ancien responsable de la recherche économique pour Mitsubishi UFJ Financial Group.

Au cœur de l'analyse de M. Brown se trouve l'idée que cette norme d'inflation de 2% est quelque chose d'entièrement nouveau et qu'elle est en fait encore plus délétère que le système qui l'a précédé.

Ce n'est pas qu'une simple adaptation des politiques monétaires traditionnelles avec un objectif d'inflation légèrement plus élevé. Non, cette nouvelle ère est fondamentalement différente, comme l'explique Brown, car elle s'inscrit dans le cadre de la transition vers des « politiques monétaires non conventionnelles ».

La notion de base monétaire est tombée aux oubliettes

L'un des principaux changements inhérents à cet objectif de 2% d'inflation annuelle réside dans le fait que les banquiers centraux ont cessé de vouloir contrôler le niveau de la base monétaire. A la place, ils ont décidé de se focaliser directement sur le niveau de l'inflation des prix.

En d'autres termes, avant la crise financière (et surtout avant qu'Alan Greenspan ne prenne la direction de la Fed), les banques centrales utilisaient les variations de **la base monétaire comme indicateur** pour déterminer de combien l'offre de monnaie devait être augmentée.

Cette distinction est importante car, comme l'indique M. Brown, lorsque la base monétaire constitue le « pivot » de la politique monétaire, les mécanismes d'ajustement du marché peuvent encore largement fonctionner librement. Dans ces conditions, il n'y a pas de tentative de manipulation directe des taux d'intérêt et la notion de taux d'intérêt négatif relève du domaine de l'imagination.

Les choses sont en revanche très différentes dans le contexte d'un objectif d'inflation annuelle. Désormais, un taux arbitraire d'inflation des prix à la consommation est devenu le pivot de la politique monétaire et les banques centrales interviennent directement pour contrôler le niveau de l'inflation des prix et manipuler les taux d'intérêt.

Cela peut se faire par le biais de la méthode inédite consistant à appliquer des intérêts sur les réserves excédentaires des banques et via l'achat à grande échelle par les banques centrales de bons du Trésor.

La Fed adopte de nouveaux outils

Pourquoi la Fed avait-elle besoin de ces nouveaux outils ? Comme le démontre Brown, la Fed avait perdu confiance dans l'idée de laisser les marchés fonctionner avec pour seul moyen d'intervention le bon vieux levier de l'augmentation de la base monétaire.

La Fed s'étant engagée dans de nouveaux programmes sans précédent de monétisation de la dette, ses responsables craignaient certainement que sans un moyen de contrôle plus direct les taux d'intérêt puissent augmenter. Brown développe :

« [La nouvelle politique monétaire] était très différente d'une augmentation en urgence de la base monétaire visant à prévenir une contraction de la masse monétaire globale qui aurait pu avoir pour conséquence d'aggraver la contraction de l'économie.

*Il s'agissait plutôt d'une expérience délibérée visant à obtenir un contrôle nouveau sur les taux d'intérêt à court et à long terme, les soumettant à des manipulations incessantes. Couplée à l'expansion massive du bilan de la Fed, cette nouvelle politique a servi à **atteindre des objectifs non monétaires** alors considérés comme importants, notamment le subventionnement des prêts hypothécaires. »*

Nous verrons demain quelles sont les conséquences de cette nouvelle politique monétaire.

Article traduit avec l'autorisation du Mises Institute. [Original en anglais](#)

▲ RETOUR ▲

.La panique du COVID-19 touche-t-elle à sa fin ?

Bill Bonner | 16 nov. 2021 | Le journal de Bill Bonner



BALTIMORE, MARYLAND - Le changement arrive.

Voici ce qu'écrit David Leonhardt dans le New York Times :

À Seattle (qui publie des données détaillées), le taux quotidien d'hospitalisation pour le Covid chez les personnes vaccinées a été légèrement supérieur à un sur un million. À titre de comparaison, le taux d'hospitalisation lié à la grippe au cours d'une année normale aux États-Unis est plus de deux fois plus élevé. Pour la plupart des personnes vaccinées dans un endroit comme Seattle ou San Francisco, le Covid ressemble déjà à un virus comme un autre.

Les risques sont également faibles pour les enfants non vaccinés, car le Covid a tendance à être bénin pour eux. (De plus, tout enfant de 5 ans ou plus peut désormais être vacciné). Pour les jeunes enfants, Covid ressemble à une grippe normale, voire bénigne.

Quant au Covid long, il est réel mais rare. Il n'est pas non plus unique. Des études montrent que la

grippe et d'autres virus provoquent également des problèmes mystérieux et durables chez une petite partie de la population.

En résumé, le Covid présente aujourd'hui pour la plupart des personnes vaccinées le type de risque que nous acceptons sans réfléchir dans d'autres domaines de la vie. Et il n'y aura pas un jour où nous nous réveillerons avec des gros titres proclamant que le Covid est vaincu. À bien des égards, l'avenir du virus est arrivé.

En d'autres termes... quel est le problème ?

Virus en voie de disparition

La semaine dernière, nous avons remarqué des articles similaires dans d'autres journaux au service de l'élite, le Washington Post et The Atlantic. L'essentiel de ces articles :

Peut-être que nous n'allons pas vaincre le virus COVID-19 après tout. Mieux vaut trouver un moyen de vivre avec.

Pour autant que l'on puisse dire, l'approche "enfermer et vacciner tout le monde" a été un échec. Le virus mute et circule de toute façon. Et il tue toujours les personnes vulnérables... et peu d'autres.

La meilleure approche aurait été d'exhorter les personnes à risque à faire profil bas pendant que le virus traverse la population comme un virus normal.

Au lieu de cela, ils en ont fait un cas fédéral.

Mais maintenant, ces articles signifient-ils que l'élite a décidé de minimiser la maladie ? Peut-être.

L'Argentine semble toujours avoir une longueur d'avance sur nous. Des amis rapportent qu'après certains des lockdowns les plus sévères au monde, soudainement, il y a quelques mois, le COVID a pratiquement "disparu".

"Que s'est-il passé ?", avons-nous demandé.

"Une élection. Elle a eu lieu le dimanche. Le parti au pouvoir a décidé que le COVID était déprimant. Je suppose que les gens continuent à tomber malade et à mourir, comme d'habitude. Mais nous n'en entendons plus parler."

Pendant ce temps, dans l'hémisphère nord, un hiver de mécontentement s'annonce. Les prix de l'alimentation et de l'énergie augmentent. Les élections de mi-mandat approchent.

Les démocrates pourraient se dire qu'ils n'ont pas besoin d'un singe supplémentaire sur leur dos, la fatigue du COVID.

La "normalisation" pourrait être une meilleure tactique qu'un nouvel appel à la peur.

Shill pathétique

Retour en arrière...

Entre 2016 et 2020, nous avons été implacables dans notre critique de Donald Trump. Et nos chers lecteurs ont été implacables dans leurs critiques à notre égard.

Mais maintenant que nous n'avons plus Donald Trump à abattre, nous nous tournons vers Joe Biden.

À notre avis, dans les choses qui comptent, il y a peu de différence entre les deux. Bien qu'ils représentent des ailes différentes de l'élite dirigeante, ils s'agitent tous les deux pour protéger le système de la fausse monnaie...

En d'autres termes, ni l'un ni l'autre n'envisage sérieusement de réduire les dépenses publiques, les déficits, la dette et l'argent de la planche à billets... ou de relever les taux d'intérêt.

Vous vous souviendrez que Donald Trump s'est fièrement proclamé du genre "*faible taux d'intérêt*"... et que l'une de ses premières actions en tant que président a été d'intimider Jerome Powell et la Réserve fédérale pour qu'ils baissent les taux d'intérêt.

Les politiques critiques de Joe Biden ne sont pas différentes.

Mais peu de nos chers lecteurs se soucient de nos attaques contre Biden ; tous semblent d'accord pour dire que l'homme est un minable suppôt d'une cause dégénérée.

Retour de colère

Aujourd'hui, nos lettres de colère sont accompagnées de deux plaintes.

Premièrement, de nombreux lecteurs pensent toujours que le COVID-19 est une menace telle qu'elle justifie de suspendre la Constitution... et de forcer les gens à se soumettre aux vaccinations.

Deuxièmement, beaucoup de chers lecteurs croient que la planète est en danger mortel... et qu'ils peuvent la sauver. Ils pensent qu'il doit y avoir quelque chose qui cloche chez nous pour ne pas prendre le "**changement climatique**" plus au sérieux.

Voici un échantillon d'opinions sur le sujet. Rosemary L. :

Pourquoi tous les opposants ne vont-ils pas consulter les données réelles des scientifiques sur le réchauffement climatique ? Certaines personnes ne veulent pas savoir ou ne se soucient pas de savoir. Ils pourraient apprendre quelque chose qui serait utile à notre environnement et devraient changer certaines de leurs façons de faire. C'est triste et destructeur.

De nombreux scientifiques ont lancé des avertissements au fil des ans, mais les gens préfèrent ne rien faire. Ne reprochez pas à Greta d'avoir au moins essayé. Elle est probablement plus intelligente et beaucoup plus concernée que n'importe lequel d'entre vous (un euphémisme). Bonne chance pour les 100 prochaines années pour vous et votre famille. Peut-être que vivre sur Mars ou sur la lune n'est pas une mauvaise idée après tout, au rythme où vont nos problèmes climatiques.

Et John K. adopte un ton tout aussi sarcastique :

Contre Sainte Greta, nous avons Saint Bill, qui ne "prétend pas savoir", mais bien sûr, l'insinuation de tout son article est qu'il sait. Ou du moins comparé à Greta, la Jeanne d'Arc du changement climatique. Parce que Greta a traversé l'Atlantique en yacht, elle doit évidemment se tromper sur le changement/réchauffement climatique ! Serait-ce un hareng rouge ?

Et parce qu'il y a eu un réchauffement et un refroidissement pendant des milliers/millions d'années, alors qu'il n'y avait pas d'émissions de CO2 provenant des combustibles fossiles, etc., cela signifie-t-il que le présent n'a pas besoin de s'inquiéter ou d'essayer de faire quoi que ce soit à propos de quelque

chose (les combustibles fossiles) qui n'était pas là avant et la Terre a quand même survécu ?

Personne n'a jamais rien fait dans le passé et nous sommes là, prospères grâce au progrès alimenté par les combustibles fossiles qui nous protègent des "crises de la nature" et à qui l'on dit qu'avec un recul suffisant, les choses ne sont pas pires que d'habitude, "d'habitude" correspondant à quelques millions d'années.

Et peut-être que "le réchauffement climatique est une bonne chose". (Allô ? J'attends toujours le raisonnement sur ce point.)

Ni le New York Times ni le Washington Post n'ont encore publié un "Eh bien... peut-être que vous aviez raison depuis le début" sur la question du climat.

Nous pensons que - à moins de températures basses record... ou d'une catastrophe économique provoquée par des "perturbations de la chaîne d'approvisionnement" dans le secteur de l'énergie - la "crise" durera encore de nombreuses années.

Inconnu connu

Mais la grande différence entre **Sainte Greta** et **Saint Bill** est que la première dit qu'elle sait ce qui se prépare... et qu'elle sait ce qu'on peut faire pour y remédier.

Le second est plus modeste. Il ne sait pas ce qui s'en vient... ne sait pas si ce sera bon ou mauvais... ne sait pas si on peut faire quelque chose à ce sujet... et ne sait pas si ça vaudrait la peine d'essayer de toute façon.

Le plus important, c'est que la première est tellement sûre de savoir quelque chose qu'elle est prête à insister pour que des milliards de personnes changent leur mode de vie, paient plus cher pour l'énergie et risquent de graves chocs et bouleversements de l'économie fondée sur le carbone dont nous dépendons tous.

Le second - qui a d'ailleurs construit deux maisons chauffées à l'énergie solaire - laisserait les gens décider par eux-mêmes.

Ce qu'aucun d'entre nous ne sait, c'est ce qui se passera lorsque 7 milliards de personnes, qui dépendent actuellement des combustibles fossiles qui leur sont livrés par des chaînes d'approvisionnement longues et complexes guidées (principalement) par des prix fixés par le marché...

...seront forcés de passer à des sources d'énergie "alternatives" contrôlées et dirigées par des bureaucrates, des lobbyistes et des politiciens à la planification centrale.

Dommages collatéraux

Nous rappelons aux lecteurs que c'est du vivant de certains des plus anciens d'entre nous que 60 millions de personnes - en Ukraine et en Chine - sont mortes de faim.

Pourquoi ?

Parce que leurs planificateurs centraux ont décidé que la grande cause de leur époque valait bien quelques dommages collatéraux. Ils ont appliqué le Plan... coûte que coûte.

Nous n'avons rien du tout contre les vaccinations. Ni contre les masques faciaux, la distanciation sociale... les panneaux solaires... les éoliennes... ni les niveaux de vie d'avant 1850. Ceux qui les veulent sont les bienvenus.

Mais nous n'aimons pas que les gens nous disent ce que nous devons faire.

Et celui qui insiste pour rendre quelque chose obligatoire est presque toujours un dangereux crétin.

▲ RETOUR ▲

.Une décennie de destruction du dollar

Bill Bonner | 17 nov. 2021 | Journal de Bill Bonner



BALTIMORE, MARYLAND - MoviePass a fait la une des journaux cette semaine parce qu'elle a été rachetée après avoir été mise en faillite.

L'idée derrière cette entreprise était remarquablement stupide. C'était un service d'abonnement, fondé en 2011. Vous vous inscriviez... payiez 10 \$ par mois... et vous obteniez des billets pour autant de films que vous vouliez - dans les salles de cinéma.

Bien avant l'arrivée de COVID-19, il s'est avéré que c'était une mauvaise idée au mauvais moment.

La société n'avait aucun accord avec les cinémas. Elle achetait juste les tickets au détail... perdant de l'argent chaque fois qu'un client en voulait un.

Cela a conduit à une stratégie drastique de réduction des pertes : La société a désactivé son site web pour que les clients ne puissent plus commander de films !

Qu'est-ce que vous en dites ? Vous avez une idée géniale pour une entreprise qui détruit la richesse. Puis, lorsque le succès est tel que vous ne pouvez plus faire face aux pertes, vous vous contentez de congédier les clients.

Cette technique a conduit la société au tribunal des faillites, d'où elle vient d'émerger sous la direction de l'une des personnes qui l'ont créée, Stacy Spikes.

Il dit qu'il a une nouvelle idée.

Mais l'ancienne idée était au moins en phase avec les réalités du marché. C'est-à-dire qu'elle était absurde.

Participez à la fête

Quand l'argent disparaît, tout disparaît avec lui. Et le cerveau est le premier à partir.

La Réserve fédérale a maintenu son taux directeur en dessous du taux d'inflation pendant presque toutes les 11

dernières années. Donc, les emprunteurs pouvaient obtenir de l'argent, effectivement, pour rien.

Cela ne pouvait qu'affaiblir leurs lobes frontaux.

Dans un monde normal, vous investissez dans des entreprises qui produisent des biens et des services - avec un bénéfice. Le profit représente la richesse supplémentaire que les entreprises créent... et partagent avec leurs propriétaires, qui l'utilisent pour rembourser la dette. C'est ainsi que la société prospère et progresse.

Mais dans un monde de fausse monnaie, pourquoi s'embêter ? Il est plus facile d'emprunter... et de s'amuser. Rachetez vos propres actions pour augmenter le prix de vos parts. Ou **achetez vos propres produits pour augmenter vos profits**.

Ou achetez un Shiba Inu... ou un NFT. Vous ne ferez peut-être pas de vrais profits. Mais qui s'en soucie ? C'est le **Capital Demolition Derby**.

Vous avez cassé votre tacot ? Pas d'inquiétude. Avec des taux négatifs, vous pouvez simplement en acheter un nouveau.

Et ne vous inquiétez pas de la hausse des taux d'intérêt. CNBC se charge de nous rassurer :

Les taux d'intérêt pourraient rester à leur niveau le plus bas "pour toujours", selon un gestionnaire d'actifs, malgré la récente ruée vers la normalisation de la politique de nombreuses banques centrales dans le monde.

*Julian Howard de GAM Investments a déclaré la semaine dernière à l'émission "Squawk Box Europe" de CNBC qu'il pensait qu'il était "tout à fait cohérent historiquement de parler **de taux bas pour toujours**".*

Capital dilapidé

Quel plaisir - les bosses... les fracas... les coups de théâtre et les échappées de justesse... les camions truqués et les chauffeurs de clown...

... les taux d'intérêt grotesquement bas, les cours boursiers grotesquement élevés, le MEW (mortgage equity withdrawal), les NFT, Rivian, l'effet Elon, les pièces de monnaie pour chiens, et tout le reste !

Domage que cela nous rende plus pauvres.

Ce n'est pas à cause de son climat exceptionnel que la Suisse est plus riche qu'Haïti. C'est parce que ses habitants ont accumulé du capital au fil des générations - épargne, compétences, infrastructures, usines, machines... et surtout, habitudes.

Les États-Unis ont également connu un essor sous un régime d'argent honnête et de gouvernement limité. Mais de nombreuses années de fausse monnaie, de faux taux d'intérêt et de construction d'empire ont fait des ravages.

L'esprit américain est en bouillie. Les industries manufacturières sont parties ; maintenant, ce sont les Asiatiques et les Mexicains qui apprennent les compétences essentielles.

L'habitude d'épargner a également été exterminée par plus d'une décennie de taux d'intérêt artificiellement bas (le taux directeur de la Réserve fédérale a été presque tout le temps inférieur à zéro depuis 2009).

Et aujourd'hui, les États-Unis gaspillent leur précieux capital dans des gâchis gouvernementaux, des entreprises zombies, des œuvres d'art, de l'argent fictif et des idées stupides.

En tête du peloton

Le leader du Derby de démolition du capital est probablement **Amazon** (AMZN)... notre vieille action "rivière sans retour".

Le soleil le plus brillant de l'histoire a brillé sur Amazon ces 18 derniers mois. L'entreprise vend des produits sur Internet... et les livre à votre porte (parfois, par drone... quel plaisir !).

Que pouvait-elle espérer de plus qu'une pandémie mondiale qui garderait tout le monde à la maison, avec des chèques du gouvernement à dépenser !

Et bien sûr, les ventes ont explosé.

Mais qu'est-ce que c'est ? Les ventes ont plus que triplé au cours des cinq dernières années. Et Amazon, qui dispose d'un capital abondant, a dépensé près de 57 milliards de dollars en nouveaux investissements au cours des 12 derniers mois. Mais son flux de trésorerie d'exploitation n'a atteint que 54,7 milliards de dollars.

Et c'est ainsi qu'Amazon nous a montré comment ça marche : Collecter de l'argent. Le dépenser. Perdez-le. Et vos actions montent.

AMZN est passé de 1900 dollars par action au début de la pandémie... à 3540 dollars maintenant.

Et le derby continue. Bam ! Crash ! Ka-boom !

▲ RETOUR ▲